

GRAMSCI. – L'ÉTAT

René Berthier

Octobre 2023-mars 2026

Il peut paraître présomptueux de produire une réflexion sur Gramsci et l'État après le livre magistral que Christine Buci-Glucksmann a écrit sur ce sujet.¹ Je m'y risquerai, bien modestement d'ailleurs, pour plusieurs raisons: dans le cadre d'une réflexion plus générale sur l'anarchisme et l'État, il m'a semblé inévitable d'aborder la théorie marxiste de l'État, afin de mettre en relief les points de désaccord et, éventuellement, les points d'accord. Dans cette recherche, Antonio Gramsci était une étape incontournable car il est selon moi le penseur marxiste le plus innovant. L'autre raison est précisément que nombre de ses apports théoriques trouvent une résonance dans la pensée anarchiste, *que j'ai voulu souligner*. Tel est l'objet de ce travail.

* * * * *

L'œuvre d'Antonio Gramsci est souvent considérée comme l'une des contributions les plus significatives à la théorie politique marxiste du XX^e siècle. Sa pensée se distingue par sa capacité à naviguer entre différentes influences et à développer des concepts qui continuent d'impacter les débats contemporains. Un des concepts centraux de la pensée grammairienne est celui d'hégémonie, qui désigne la domination d'une classe sur une autre, non seulement par la force, mais également par le consentement. Gramsci soutient que pour qu'une classe dominante puisse maintenir son pouvoir, elle doit obtenir le consentement des classes subalternes. Cela se réalise à travers la culture, l'éducation et les institutions sociales qui promeuvent une vision du monde favorable aux intérêts de la classe dirigeante. Ce consentement constitue un mécanisme clé dans le maintien de l'ordre social, réduisant ainsi le besoin de recourir à la violence ou à la répression. Il se trouve que cette idée se trouve déjà explicitement développée chez Bakounine.

Les anarchistes n'ont jamais contesté que le prolétariat, dans le sens où Pierre Besnard entendait le mot,² devra imposer son point de vue sous une forme ou une autre non seulement à la minorité d'exploiteurs mais aussi aux

1 Christine Buci-Glucksmann, *Gramsci et l'État, pour une théorie matérialiste de la philosophie*. Fayard, 1975, 454 pages.

membres des classes “subalternes” qui épousent leur idéologie — simplement les anarchistes n’ont jamais appelé cela “dictature du prolétariat”, terme extrêmement malheureux, d’ailleurs, et très ambigu.

Le concept d’hégémonie développé par Antonio Gramsci pourrait offrir une perspective intéressante en termes d’alternative à la notion de “dictature du prolétariat” chez Marx. En réalité, un examen attentif de l’usage de cette expression chez Marx montre qu’il ne la perçoit pas, comme Lénine, comme la mise en place d’instances répressives spécifiques mais comme un *état de fait*: il est significatif que la référence à dictature du prolétariat est plutôt rare dans l’œuvre de Marx : elle apparaît quatre ou cinq fois: plusieurs fois après la révolution de 1848 et une fois en 1875 dans sa critique du programme de Gotha, un document qui n’était même pas destiné à être publié et qui le sera beaucoup plus tard, en 1891 avec des réserves, par la social-démocratie allemande.

C’est Engels qui a désigné la dictature du prolétariat comme un élément constituant de la doctrine. Évoquant la critique que Marx avait faite du programme de Gotha en 1875, il écrit dans l’*Anti-Dühring*, en 1878 que “c’est un ouvrage qui marque une étape dans la pensée de Marx, qui contient des analyses absolument nouvelles, constituant en somme le bilan de sa réflexion théorique en 1875. C’est tout d’abord l’accent mis sur la dictature du prolétariat, forme politique du pouvoir conquis par la classe ouvrière.”

En 1875 Marx parle pour la dernière fois de la “dictature du prolétariat”, qu’il ne définit jamais précisément; mais ce n’est pas chez lui un point programmatique mais plutôt un constat sociologique. C’est en outre un concept très fluctuant puisqu’elle peut revêtir des formes extrêmement variées: Commune de Paris, république démocratique, etc.

C’est Lénine qui a donné au concept de dictature du prolétariat son caractère obsessionnel.³ L’expression “dictature du prolétariat” est à peu près absente dans ses textes à prétention “théorique”. Ainsi, dans “Les

2 Pierre Besnard a donné en 1926, pour la Confédération générale du travail-sindicaliste révolutionnaire, une définition du prolétaire qui évite les dérives ouvriéristes: “... l’ouvrier de l’industrie ou de la terre, l’artisan de la ville ou des champs – qu’il travaille ou non avec sa famille – l’employé, le fonctionnaire, le contremaître, le technicien, le professeur, le savant, l’écrivain, l’artiste, qui vivent exclusivement du produit de leur travail appartiennent à la même classe : le prolétariat.” (Pierre Besnard, *Les Syndicats ouvriers et la révolution sociale*.) Cette définition établit parfaitement la distinction entre “ouvrier” et “prolétaire”.

3 Voir R. Berthier, “Pouvoir, classe ouvrière et dictature du prolétariat”, <https://monde-nouveau.net/rechArt.php?rub=23&art=124&memRech=dictature%20du%20prol%20C3%A9tariat%20B5%2008%20B52026&chxRub=NON>

destinées historiques de la doctrine de Karl Marx” (1913), la dictature du prolétariat est absente, ce qui est surprenant si on retient l’idée que celle-ci est censée être un élément absolument clé de ladite doctrine. Dans un autre texte, “Karl Marx (Brève notice biographique comportant un exposé du marxisme)”, le terme est cité presque en passant, entre parenthèses et entre guillemets, comme synonyme de conquête du pouvoir politique :

“La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, revêtant des formes diverses et de plus en plus riches de contenu, devient inévitablement une lutte politique tendant à la conquête du pouvoir politique (‘dictature du prolétariat’).”

Dans le texte d’une conférence faite le 11 juillet 1919, “De l’État”, il n’en est pas fait mention. De même, dans un texte de 1913 intitulé “Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme” – inspiré manifestement de Kautsky –, la dictature du prolétariat se trouve absente. On est légitimement surpris de ne pas même voir ce concept évoqué dans un texte écrit à l’occasion du 30^e anniversaire de la mort de Marx. En fait la dictature du prolétariat est un concept à usage opportuniste ou tactique : elle sert à Lénine pour qualifier de contre-révolutionnaires tous ceux qui ne sont pas d’accord avec lui. Elle constitue la ligne de fracture qui permet de situer ses interlocuteurs d’un côté ou de l’autre de la barrière. Ainsi, lorsque Ossinsky, un militant du parti bolchevik membre du groupe communiste de gauche se plaint de la “centralisation bureaucratique, la domination de divers commissaires, la perte de l’indépendance des soviets locaux et, en pratique, le rejet du modèle de l’État-Commune administré par en bas”,⁴ Lénine réagit par un chapelet d’injures: les thèses des communistes de gauche sont une “honte insigne”, un “total abandon du communisme dans la pratique”, un “ralliement total à la petite bourgeoisie”. Les communistes de gauche, “pénétrés jusqu’à la moelle de la psychologie de l’intellectuel petit-bourgeois déclassé” – qualification qui convient parfaitement à Lénine, d’ailleurs – “se sont laissés prendre à la provocation des Issouv [leader menchevik] et autres Judas capitalistes”.⁵ Pour Lénine, l’instrument de l’exercice de la dictature du prolétariat est explicitement désigné comme étant la Tchéka.

Revenons à Marx. En fait, on peut aisément conclure des quelques passages où il parle de dictature du prolétariat que c’est quelque quelque chose qui se rapproche beaucoup du concept gramscien d’hégémonie, en ce sens, le révolutionnaire italien ne fait en quelque sorte qu’opérer un retour à Marx.

4 *Kommunist*, N°1, “Tesisy o tekushchem momente” [Thèses sur la situation actuelle].

5 Lénine, “Sur l’infantilisme “de gauche” et les idées petites bourgeoises”.

Chez Marx et Engels, le cadre institutionnel dans lequel s'exerce la "dictature du prolétariat" est, en gros, l'État bourgeois dont le Parlement doit être conquis par les élections: en effet, ils sont convaincus que le prolétariat constitue l'écrasante majorité de la population et qu'ils porteront au pouvoir le parti socialiste, éventuellement par des alliances électorales grâce auxquelles la petite bourgeoisie et la paysannerie ne pourront que "se soumettre rapidement aux revendications de la classe ouvrière", selon les termes d'Engels dans son "Catéchisme". Bakounine dénonçait ces alliances contre-nature qui conduisent en fait la classe ouvrière à édulcorer son programme pour s'attirer les bonnes grâces des démocrates bourgeois.

"L'absurdité du système marxien consiste précisément dans cette espérance qu'en rétrécissant le programme socialiste outre mesure pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il transformera ces derniers en des serviteurs inconscients et involontaires de la révolution sociale. C'est là une grande erreur, toutes les expériences de l'histoire nous démontre qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde ; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même ; tandis que lorsqu'un parti rétrograde ment, il se retrouve toujours et plus que jamais dans sa vérité?"⁶

Certes, dit Marx, dans certaines circonstances la force devra être utilisée pour instaurer un régime représentatif, dans les pays où subsistent encore des formes politiques féodales. Mais dans les pays où existe la liberté politique, la force ne sera pas nécessaire.⁷ La dictature du prolétariat, selon Marx, est simplement la phase transitoire où la classe ouvrière exercerait une autorité politique sur les autres classes pour abolir les structures capitalistes.

Marx et Engels avaient décrit l'État dans le *Manifeste communiste* comme un "comité d'administration des affaires communes de la classe dominante" – ce qu'on a appelé plus tard la théorie "instrumentaliste" de l'État perçu comme simple *instrument* au service de la classe dominante. Cela signifie que l'État n'est pas une instance neutre, comme le pensait Lassalle: il sert les intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique.

6 Bakounine, *Écrit contre Marx*, Œuvres, Champ libre, p/ 166.

7 Voir: Discours de Marx le 8 septembre 1872 à Amsterdam.

Gramsci élargit cette perspective en prenant en compte les dimensions culturelles et idéologiques, soulignant que l'État n'est pas seulement un instrument de répression, mais qu'il joue également un rôle actif dans la production et la reproduction des rapports sociaux.

Le révolutionnaire italien cherche à comprendre comment un régime autoritaire peut établir son hégémonie sur la société. Il observe que le fascisme a réussi à mobiliser des masses par le biais d'une propagande efficace et d'une manipulation des aspirations populaires, ce qui le pousse à réfléchir sur les mécanismes de pouvoir au-delà de la simple coercition.

Il y a dans la pensée gramscienne de l'État de nombreux rapprochements avec la pensée libertaire, que nous allons tenter de mettre en relief.

Gramsci souligne que l'État joue un double rôle :

- La coercition: Utilisation de la force pour maintenir l'ordre, par le biais des institutions policières et militaires;
- Le consentement: Processus par lequel l'État cherche à obtenir l'adhésion des citoyens à son autorité. Cela se fait par le biais de l'éducation, des médias, et d'autres formes de communication qui diffusent les valeurs et les idéologies de la classe dominante.

Cette dualité est essentielle pour comprendre comment les classes dominantes parviennent à maintenir leur position sans recourir systématiquement à la violence. Il ne s'agit donc pas de nier que l'État ait un rôle coercitif mais d'affirmer qu'il ne se limite pas à cela et qu'il lui est nécessaire d'obtenir le consentement de la population – une idée qui n'est pas absolument neuve en science politique mais qui l'était manifestement dans le courant marxiste. Sans entrer dans le détail, Thomas Hobbes soutient dans le *Léviathan* que pour échapper à l'état de nature, les individus acceptent de céder une partie de leur liberté à un souverain en échange de sécurité et d'ordre, ce qui implique une forme de consentement. John Locke dans ses *Deux traités du gouvernement* affirme que le pouvoir politique légitime repose sur le consentement des gouvernés. Il insiste sur le droit des individus à renverser un gouvernement qui ne respecte pas leurs droits naturels. Dans *Du Contrat social*, Jean-Jacques Rousseau développe l'idée que la légitimité de l'État repose sur le consentement général des citoyens. Dans *De la liberté*, Stuart Mill plaide en faveur de la participation des citoyens à la vie politique et soutient que l'autorité gouvernementale doit être justifiée par le consentement des individus. Max Weber parlait également de consensus, et avant lui Bakounine, lorsqu'il explique dans *L'Empire knouto-germanique* que malgré les "artifices machiavéliques" des minorités gouvernantes, celles-ci n'auraient jamais pu se maintenir en place "s'il n'y avait eu dans ces masses elles-mêmes un mouvement vertigineux, spontané, qui les poussât à se sacrifier toujours de nouveau à l'une de ces

abstractions dévorantes qui, comme les vampires de l'histoire, se sont toujours nourries de sang humain”.⁸

L'État

Antonio Gramsci a développé une théorie de l'État qui dépasse les approches traditionnelles du marxisme. Bien qu'il s'ancre dans la tradition marxiste, il remet en question certaines interprétations classiques concernant le rôle de l'État. Écrits principalement durant son incarcération par le régime fasciste entre 1929 et 1935, ses *Cahiers de prison* offrent une analyse nuancée des relations de pouvoir, de l'hégémonie et du rôle de la société civile. Gramsci examine comment les classes dominantes parviennent à maintenir leur pouvoir et comment les classes subalternes peuvent contester cette domination.

Dans le contexte de l'Italie des années 1920, marquée par l'ascension du fascisme, Gramsci cherche à comprendre comment un régime autoritaire peut établir son hégémonie sur la société. Il note que le fascisme a réussi à mobiliser les masses à travers une propagande efficace et une manipulation des aspirations populaires, ce qui l'incite à analyser les mécanismes de pouvoir au-delà de la simple coercition.

Gramsci définit l'État comme “tout le complexe d'activités pratiques et théoriques avec lesquelles la classe dirigeante non seulement justifie et maintient sa domination mais également réussit à obtenir le consensus actif des gouvernés”.⁹ Il en déduit que toutes les questions essentielles de la sociologie ne sont rien d'autre que les questions de la science politique.

Pour Gramsci l'État n'est pas défini comme un appareil ou un instrument mais comme l'ensemble des activités des classes dirigeantes en tant que dirigeantes. L'État n'est plus vu comme une forteresse à conquérir, comme une machine neutre pouvant être dirigée alternativement par un personnel politique ou un autre, par une classe ou une autre, mais comme un ensemble d'actions menées par des classes déterminées, des catégories sociales déterminées.

Les activités qui constituent l'État sont des activités pratiques et théoriques. L'État ne se réduit pas aux activités administratives, judiciaires ou policières, c'est-à-dire à l'exercice habituellement assigné au pouvoir: il comprend également des activités d'élaboration, de production d'idéologies, d'informations et de connaissances. La production, l'organisation et la diffusion des connaissances – de l'idéologie – sont une fonction de l'État à laquelle des intellectuels contribuent.

8 Bakounine, *L'Empire knouto-germanique*, Stock III, p. 96.

9 Gramsci, *Quaderni del carcere*, Einaudi III, pp. 1765.

L'État ne se limite pas à dominer, il joue aussi un rôle dans la direction et la création d'un consensus. Selon Gramsci, l'État n'est pas une entité séparée qui impose son autorité, mais plutôt un ensemble d'activités qui organisent et unifient la société. Il établit des relations entre ceux qui dirigent et ceux qui sont dirigés, en impliquant activement les masses dans le fonctionnement de l'État. Contrairement à l'idée que l'État est seulement une force extérieure qui maintient une distance entre les dirigeants et les dirigés, Gramsci montre que l'État cherche à intégrer les dirigés dans ses activités. Cela ne veut pas dire que les dirigés deviennent des dirigeants, mais qu'ils participent aux actions de l'État qui servent les objectifs des classes au pouvoir.

L'“État intégral”

Gramsci critique la conception marxiste traditionnelle de l'État, héritée du *Manifeste*, qui limite celui-ci à un appareil répressif. Il propose l'idée d'un “État intégral”, englobant à la fois les institutions politiques et les structures de la société civile. La formule qui définit ce concept est: “État = société politique+société civile, c'est-à-dire une hégémonie cuirassée de coercition”.¹⁰ L'État jouerait un rôle actif dans la formation et la régulation des relations sociales. Dans les sociétés modernes, il exerce une influence significative sur la culture, la formation des opinions et le consensus social. Dans cette perspective, l'État devient un champ de lutte où différentes classes et groupes sociaux se disputent l'hégémonie; il ne se réduit pas à ses institutions formelles (gouvernement, lois, forces armées), mais inclut les mécanismes culturels et idéologiques qui façonnent la société. Cette vision souligne l'importance de la culture dans le maintien de l'ordre social et la nécessité de s'engager sur ce front pour tout changement significatif.

Gramsci propose donc un élargissement du concept d'État pour inclure les nouvelles réalités du XX^e siècle. Cet élargissement se manifeste dans deux directions :

- Rapport entre politique et économie: Gramsci observe un changement majeur dans le rapport entre ces deux sphères. L'État commence à intervenir plus directement dans l'économie –, un phénomène constaté dans les régimes fascistes et le bolchevisme. Cette intervention est perçue non pas comme une négation de la détermination économique propre à la doctrine marxiste, mais comme une nouvelle forme de gestion des contradictions entre les classes sociales. L'État devient donc un acteur dans la régulation des conflits économiques et sociaux.

10 A. Gramsci, *Quaderni del carcere*, Einaudi, vol. III, p. 1765.

- Relation entre société politique et société civile: Gramsci distingue la “société politique”, qui inclut les institutions étatiques et les structures de pouvoir, de la “société civile”, qui représente l’espace des consensus, des valeurs et des idéologies. Dans cette perspective, l’État doit être compris comme un acteur qui façonne et est façonné par les dynamiques de la société civile. C’est ainsi que Gramsci développe le concept d’hégémonie, qui souligne comment les classes dominantes utilisent l’État pour imposer leur vision du monde et maintenir leur pouvoir tout en obtenant le consentement des autres classes.

L’analyse gramscienne permet de dépasser le point de vue marxiste traditionnel qui voit l’État comme simple outil de répression. Au lieu de cela, elle considère l’État comme un acteur complexe qui interagit avec divers éléments de la société. Cela a des implications profondes pour la compréhension des mécanismes du pouvoir, de la domination et de la résistance. Gramsci défend également une forme de démocratie participative, où les décisions sont prises collectivement et où la voix des classes subalternes est entendue. Il critique le centralisme bureaucratique et met en avant l’importance des décisions consensuelles, affirmant que la véritable émancipation ne peut se réaliser que lorsque les masses prennent en main leur propre destin. Ses idées sur l’hégémonie et la contre-hégémonie aident à comprendre comment les mouvements sociaux contestent les narrations dominantes et construisent des alternatives.

Pendant longtemps, la domination des intellectuels marxistes révolutionnaires dans la gauche radicale a perpétué l’idée issue du léninisme (elle-même issue de Kautsky) selon laquelle la conscience révolutionnaire ne pouvait être insufflée que de l’extérieur, par les intellectuels d’origine bourgeoise. On comprend donc que la notion d’intellectuel organique n’ait pas suscité une approbation générale, dans la mesure où elle suggère entre autres choses que les “classes subalternes” sont capables de produire ses propres intellectuels qui permettent d’exprimer et d’articuler leurs aspirations et leurs luttes. Ainsi, les classes subalternes peuvent développer leur propre vision du monde et des stratégies de résistance grâce à leurs intellectuels organiques, qui réfléchissent et théorisent à partir de leur expérience vécue.

Or quiconque a la moindre expérience de l’action syndicale ou associative sait que dans ces milieux se trouvent d’innombrables militants sans grande formation *académique* mais qui sont d’autant plus capables de

mener des réflexions poussées et d'élaborer des stratégies complexes qu'ils savent de quoi ils parlent.¹¹

A vrai dire, Gramsci n'invente pas grand chose, il ne fait que reformuler, sans le savoir évidemment, des thèmes récurrents dans le mouvement libertaire depuis longtemps. Le courant fédéraliste de l'AIT s'était préoccupé de fournir aux travailleurs une instruction capable de leur donner les éléments critiques nécessaires à la remise en question du système.

“Dans quatre articles publiés par le journal suisse *L'Égalité* pendant l'été 1869, Bakounine présente les grandes lignes de ce que devrait être 'l'instruction intégrale' qui serait organisée par les communes autonomes et dispensée *inconditionnellement* à tous les enfants des deux sexes. Les grands principes en sont bien connus: un enseignement scientifique rationaliste, un apprentissage à la fois théorique et pratique, c'est-à-dire à la fois intellectuel, industriel et technique; pas de spécialisation précoce mais l'acquisition des bases générales dans tous les domaines; enfin, une morale qui valorise le travail en tant que condition de la dignité humaine. Le but de cette instruction est de faire advenir des hommes complets, préparés à la vie de la pensée autant qu'à celle du travail.”¹²

11 Pierre Bourdieu parle “intellectuels prolétaroïdes” que “tout [...] incline à mettre au service de l'indignation et de la révolte populaires leurs capacités d'explicitation et de systématisation”, Bourdieu Pierre, “Le champ littéraire” (1982), *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 89, septembre 1991, p. 32.

12 Annick Stevens, “Bakounine et les conditions de l'émancipation, Séance inaugurale du Colloque ‘El Bicentenario de Bakunin’, Université Nationale de Colombie à Bogotá, 4 novembre 2014.

Voir Bakounine, “L'Instruction intégrale”. Bakounine critique le “socialisme bourgeois” et ses méthodes d'émancipation de la classe ouvrière, notamment l'instruction populaire. Il considère que cette approche ne vise qu'à maintenir le statu quo et à éviter une révolution sociale. Bien qu'il ne perçoive pas l'instruction comme l'outil principal de transformation sociale, il en reconnaît l'importance pour la création de l'égalité sociale et la lutte contre les inégalités. Bakounine dénonce l'accès limité au savoir, le contenu élitiste de l'éducation et la subordination des sciences au capital et à l'État. Bakounine plaide pour une instruction intégrale qui brise les hiérarchies entre les savoirs, soit accessible à tous, et s'adresse également aux deux sexes. Cette instruction devrait être à la fois scientifique, technique et morale. Il anticipe des objections sur la capacité des individus à atteindre le même niveau d'instruction et répond en affirmant que l'égalité est nécessaire pour permettre le véritable développement des capacités individuelles. Bakounine souligne que l'instruction intégrale est essentielle pour lutter contre les inégalités et favoriser le développement des

Les bourses du travail, dont l'anarchiste Fernand Pelloutier fut l'un des principaux animateurs, s'étaient donné pour tâche la formation à la fois intellectuelle et professionnelle des adhérents. Lorsque la CNT espagnole s'implantait dans une localité, elle créait aussitôt une école, une bibliothèque, un athénée. En d'autres termes, le mouvement anarchiste s'est constamment donné pour objectif d'encourager la création par la classe ouvrière de ses propres intellectuels (organiques). Ces pratiques culturelles sont une constante dans le mouvement libertaire au niveau international.

Guerre de position, guerre de mouvement

Gramsci évoque la notion de “guerre de position”, qu'il oppose à la “guerre de mouvement”.

La “guerre de position” chez Gramsci désigne sa vision de la lutte politique et sociale dans le cadre du capitalisme avancé. Cette approche nécessite une stratégie complexe et durable, axée sur l'édification d'une hégémonie culturelle et idéologique. Dans des sociétés où le pouvoir est solidement ancré, il est essentiel de mener des actions sur divers fronts, notamment dans les domaines culturel, éducatif et institutionnel. Cela implique un travail à long terme pour influencer l'opinion publique, établir des alliances et créer des institutions alternatives qui remettent en question l'autorité existante.

Ce processus vise une transformation progressive des mentalités et l'établissement d'une nouvelle hégémonie au service des classes subalternes. Gramsci est convaincu que cette méthode est cruciale pour instaurer un changement social durable, surtout dans des contextes où la simple prise de pouvoir politique ne suffira pas. La guerre de position appelle à construire des structures sociales et politiques solides plutôt qu'à recourir à des insurrections violentes. Le changement social passe par la conquête d'espaces au sein de la société civile, comme les syndicats, les partis et les associations, en opposition à l'approche jacobine, qui privilégie des transformations rapides et radicales. Ainsi, cette guerre de position s'inscrit dans une stratégie à long terme visant à élaborer une alternative à l'hégémonie actuelle.

Cette démarche nécessite des luttes idéologiques, culturelles et sociales, ainsi qu'un engagement envers des réformes touchant à la fois les institutions et les mentalités. Il est crucial de promouvoir un projet alternatif capable de rallier les masses et de fonder une nouvelle hégémonie en lieu et place de l'ancienne. Toute transformation sociale dépendra de l'établissement préalable d'une hégémonie concurrente à celle en place,

individus dans une société juste, mais il ne considère pas que l'instruction seule puisse être suffisant.

signifiant qu'une révolution ne peut se limiter à un simple coup de force, mais doit s'inscrire dans une stratégie profonde et soutenue.

Gramsci souligne que la culture est un enjeu fondamental dans l'exercice du pouvoir. Grâce à sa capacité à façonner les croyances et perceptions des individus, l'État démontre que l'hégémonie culturelle est tout aussi importante que la domination politique. Les mouvements progressistes doivent donc s'efforcer de redéfinir les valeurs culturelles et les normes sociales.

A vrai dire, les anarchistes n'avaient pas attendu Gramsci pour constituer une contre-hégémonie et lutter sur le terrain culturel, à travers les bourses du travail, dans lesquelles les militants se sont investis. De création ancienne en France, dès 1887, les bourses du travail créeront une fédération en 1892 dont l'anarchiste Fernand Pelloutier prendra la direction.

“De la naissance de la Fédération des bourses du travail en 1892 jusqu'en 1906, le syndicalisme sera marqué d'une empreinte profonde par les anarchistes au travers d'un type d'action et d'une idéologie. Si le rôle premier d'une Bourse du travail, et sa justification au niveau des institutions, est son rôle dans l'organisation du placement des travailleurs par l'intermédiaire de ses bureaux de placement pour hommes et femmes, de nombreux autres services sont mis en place. Ces services peuvent varier d'une bourse à l'autre mais ils s'inscrivent tous dans la même démarche : répondre aux besoins de la population ouvrière tout en assurant son éducation primaire, professionnelle, sociale mais aussi socialiste.

“Les Bourses du travail ont mis en place des services aussi riches et variés que le secours de route (versement d'une allocation appelée viaticum) pour les ouvriers de passage en quête d'ouvrage, des bibliothèques, parfois d'une impressionnante composition pour l'époque, comme celle de Paris qui contenait 2 700 ouvrages au tournant du siècle, destinées à l'élévation des connaissances ouvrières dans tous les domaines, mais aussi à la distraction. Les services des bourses furent marqués par des réalisations considérables, comme les cours d'enseignement professionnel et d'enseignement général, les dispensaires médicaux chargés de lutter lors d'accidents du travail contre les compagnies d'assurances trop complaisantes avec le patronat, et encore les services de renseignements juridiques afin de renseigner

les travailleurs sur les nouvelles lois à caractère social florissant sous la III^e République.”¹³

Des structures équivalentes existaient en Italie, dont Gramsci ne parle pas: les “camere del lavoro” (Chambres du travail), qui remplissaient une série de fonctions fondamentales pour la protection et la promotion des droits des travailleurs. Elles offraient notamment une assistance juridique et une aide dans le règlement des litiges du travail, s’engageaient à améliorer les conditions de travail et à défendre les droits des travailleurs dans divers secteurs. Elles organisaient également des cours et des séminaires pour informer les travailleurs sur leurs droits et les questions liées au travail. Elles travaillaient également à représenter les travailleurs auprès des institutions et des organismes publics et étaient présentes sur tout le territoire italien, où elles opéraient aux niveaux national, régional et local. En outre, elles pouvaient organiser des événements et des initiatives, tels que des conférences, des débats et des expositions, afin de sensibiliser l’opinion publique aux questions sociales et liées au travail. Enfin, elles soutenaient des initiatives artistiques et culturelles, en collaborant avec des artistes et des associations pour promouvoir des œuvres qui reflètent les expériences et les luttes des travailleurs. De cette manière, elles représentaient non seulement les intérêts des travailleurs, mais contribuaient également à la croissance culturelle et sociale des communautés dans lesquelles elles opéraient.

Gramsci ne semble pas percevoir les “camere del lavoro” comme des instruments contribuant à la formation d’une “contre-hégémonie”, comme le faisaient les anarchistes: comme les syndicats, les fédérations syndicales industrielles, il les percevait simplement comme “le type d’organisation prolétarienne spécifique de la période de l’histoire dominée par le capital. Dans un certain sens, on peut soutenir qu’il fait partie intégrante de la société capitaliste et a une fonction inhérente au régime de propriété privée.”¹⁴ En bon marxiste, Gramsci considère que la construction d’une “contre-hégémonie” ne saurait émaner que du parti.

La “guerre de mouvement” au contraire évoque des actions rapides et directes pour renverser le pouvoir en place. Cette approche est plus pertinente dans des contextes où l’État est faible ou en période de crise majeure. Le cas de la révolution russe représenterait le cas typique de la “guerre de mouvement”; Gramsci souligne que cette stratégie peut ne pas être viable dans des sociétés où l’État est solidement ancré et où la

13 David Rappe, “Histoire des Bourses du travail”, <https://monde-nouveau.net/rechArt.php?art=900>

14 Gramsci, “Sindacati e consigli” (I), *L’Ordine Nuovo*, 11 octobre 1919. Einaudi, p. 36.

résistance populaire est fragmentée. Lénine l'avait d'ailleurs parfaitement compris:

“La révolution ne viendra pas aussi vite que nous l'espérions. Cela, l'histoire l'a prouvé, il faut savoir l'accepter comme un fait, il faut savoir tenir compte de ce que la révolution socialiste mondiale dans les pays avancés ne peut commencer avec la même facilité qu'en Russie, pays de Nicolas II et de Raspoutine, où une partie énorme de la population se désintéressait complètement de ce qui se passait à la périphérie et de ce qu'étaient les peuples qui l'habitaient. Il était facile, en ce pays-là, de commencer la révolution ; c'était soulever une plume.

“Mais commencer sans préparation une révolution dans un pays où s'est développé le capitalisme qui a donné une culture et une organisation démocratiques à tous les hommes jusqu'au dernier, ce serait une erreur, une absurdité. Ici, nous ne faisons qu'aborder la période douloureuse du début des révolutions socialistes.”¹⁵

Ce qui fera dire à Gramsci douze ans plus tard:

“Il me semble qu'Ilitch avait compris qu'il fallait passer de la guerre de manœuvre, appliquée victorieusement en Orient en 17, à la guerre de position qui était la seule possible en Occident où, comme le fait remarquer Krasnov, les armées pouvaient accumuler en peu de temps des quantités infinies de munitions, où les cadres sociaux étaient encore capables de se transformer en tranchées fortifiées.”¹⁶

Les réflexions de Lénine se situent dans le cadre de la politique de “front unique” qui impose aux courants révolutionnaires et aux partis communistes de participer à la stratégie parlementaire des organisations réformistes, et qui correspondait bien aux principes de la “guerre de position”: alors qu'à l'Est “l'État était tout, la société civile était primordiale et gélatineuse”, à l'Ouest “il existait un rapport équilibré entre l'État et la société civile, et malgré les fluctuations de l'État, on percevait immédiatement une structure solide de la société civile.”¹⁷

15 Lénine, Discours au VII^e congrès extraordinaire du PC(b)R, 6-8 mars 1918, Œuvres complètes, Moscou, t.27, p. 95.

16 Gramsci, *Quaderni del carcere*, Einaudi, vol 2, p.866.

17 *Ibid.*

La révolution russe a beaucoup marqué Gramsci. Dans le sillage de cette révolution, des grèves de masse ont produit des structures autonomes de travailleurs dans de nombreux pays, notamment en Allemagne où la révolution sociale a échoué et où les organisations réformistes se sont renforcées. L'histoire de la révolution allemande illustre parfaitement le propos de Gramsci sur la guerre de position et la guerre de mouvement, et sur la difficulté de réussir une révolution dans un pays dans lequel les institutions sont profondément ancrées: après une courte période de tourmente révolutionnaire, l'écrasante majorité de la classe ouvrière allemande a rallié les organisations réformistes.

Au niveau mondial, la révolution a échoué. Gramsci est l'un des rares marxistes à avoir posé les bonnes questions sur l'échec du mouvement en Europe... et à avoir fait le lien avec le schéma exposé dans *Le Capital* de Marx. Il pense que la Révolution russe était anachronique, qu'elle était une exception, et il tente de comprendre pourquoi. Certes, elle a montré que les travailleurs pouvaient s'organiser, mais la valeur d'exemple reste limitée car les conditions qui l'ont rendue possible sont particulières et n'ont rien de comparable avec la situation des pays industrialisés. La Russie était une société très majoritairement paysanne, dominée par l'aristocratie: c'était, dit Gramsci, un État "arriéré".¹⁸

Le mouvement réel de l'histoire se passe dans les pays industrialisés qui ont une position dominante sur la scène mondiale et qui "sont définitivement sortis de la "*phase de transition*" avec l'Ancien Régime : la bourgeoisie a réussi à chasser la noblesse du pouvoir et a fondé un État économiquement et politiquement structuré par le capitalisme industriel, qu'il appelle l'"État moderne" ou l'"État avancé".¹⁹

Selon Sarah Benichou, Gramsci s'est rendu compte que les communistes européens avaient commis l'erreur de sous-estimer la spécificité historique de la révolution russe et "de croire, fondamentalement, que la révolution russe était généralisable presque '*telle qu'elle*' à l'ensemble de l'Europe. La tâche des révolutionnaires dans les États '*modernes*' aurait dû être de '*traduire*' la révolution russe, et non de la répéter." La société russe représentait un stade arriéré du développement de la société et le schéma révolutionnaire de la révolution ne pouvait pas être appliqué aux sociétés de l'occident où la nature même de l'État était différente et le niveau d'industrialisation plus développé.

18 "La Russie est trop rurale et son agriculture trop primitive pour pouvoir 'facilement' organiser un État moderne : son industrialisation est le processus de sa modernisation." *Quaderni del carcere*, Einaudi, Vol I, p. 196.

19 Sarah Benichou, "Antonio Gramsci, penser la révolution au présent", <https://quefaire.lautre.net/que-faire/que-faire-lcr-no08-mai-juillet/Antonio-Gramsci-penser-la>

Résumant le propos de Sarah Benichou, disons que la bourgeoisie a transformé les structures sociales et politiques en établissant sa domination économique. La socialisation du travail a renforcé les liens entre les travailleurs. La gestion de la production, nécessitant des spécialistes et des liaisons administratives, a également joué un rôle clé. Ces changements, combinés aux luttes des différentes classes, ont conduit à une reconfiguration des repères économiques, politiques et sociaux, incluant le parlementarisme et le développement des infrastructures.

Christine Buci-Glucksmann écrit que la guerre de position exige “une grande masse d’hommes” et que, “comme lutte populaire avec sa concentration inouïe d’hégémonie”, elle “rompt avec l’illusion lyrique des grands soirs”.²⁰

Gramsci note qu’après 1870, avec l’expansion coloniale, les rapports organisationnels internes et internationaux de l’État deviennent plus complexes et “massifs” : la guerre de mouvement devient de plus en plus une guerre de position. Or on peut dire qu’un État gagne une guerre quand il la prépare minutieusement et techniquement en temps de paix. “La structure massive des démocraties modernes, aussi bien que les organisations étatiques que comme ensemble d’associations dans la vie civile, sont pour l’art politique comme les ‘tranchées’ et les fortifications permanentes du front dans la guerre de position : elles ne rendent que ‘partielles’ l’élément du mouvement qui auparavant était ‘toute’ la guerre.”²¹

Dans le §7 du Cahier 13, Gramsci dit que la révolution en tant qu’insurrection a fonctionné pour la bourgeoisie de la Révolution française jusqu’au moment où la classe ouvrière fit irruption comme nouvelle classe révolutionnaire en 1848. Après cette date, la bourgeoisie cessa d’être une classe révolutionnaire en lutte contre le clergé et les nobles et se posa en situation de guerre contre la classe ouvrière. On retrouve presque mot pour mot ce raisonnement chez Bakounine.²²

20 C. Buci-Glucksmann, *Gramsci et l’État*, Fayard, p.324.

21 *Quaderni del carcere*, Einaudi, III 1566-1567.

22 Voir R. Berthier, “La Révolution française dans la formation de la théorie révolutionnaire chez Bakounine”.

[https://www.monde-nouveau.net/rechArt.php?](https://www.monde-nouveau.net/rechArt.php?rub0=2&rub1=7&rub=11&art=141)

[rub0=2&rub1=7&rub=11&art=141](https://www.monde-nouveau.net/rechArt.php?rub0=2&rub1=7&rub=11&art=141)

“...de son propre point de vue, la bourgeoisie a créé une société sans classes, à condition de ne regarder qu’en amont. Car, en aval, on peut voir ‘poindre à l’horizon comme une masse noire, ces innombrables millions de prolétaires exploités’. La bourgeoisie comprend que ce ‘spectre naissant’, ce ‘fantôme terrible du droit de tout le monde opposé aux privilèges d’une classe d’heureux’ est une menace.

“La bourgeoisie que Bakounine met en scène en 1789 n’est pas celle de la bourgeoisie industrielle, ce n’est pas une classe aux contours stables qui

La bourgeoisie prépare minutieusement et techniquement la guerre contre la classe ouvrière en temps de paix, avec des tranchées et des fortifications au sein de la structure massive des démocraties modernes, à la fois comme organisations étatiques et comme ensemble d'associations dans la vie civile.

La théorie de Gramsci nécessite une approche multidimensionnelle de la lutte politique. Les mouvements doivent non seulement aspirer à des changements institutionnels, mais également œuvrer à la transformation des mentalités. Cela exige un engagement à long terme, souvent en dehors des institutions politiques traditionnelles, ainsi qu'un travail de base pour mobiliser et éduquer les masses.

La théorie de l'État élaborée par Gramsci fournit un cadre analytique intéressant pour appréhender les dynamiques de pouvoir dans nos sociétés contemporaines. En mettant l'accent sur l'hégémonie, la société civile et les luttes idéologiques, Gramsci nous invite à réfléchir sur les modalités d'exercice et de contestation du pouvoir. En définitive, la réflexion de Gramsci nous rappelle que la quête d'un changement authentique nécessite à la fois des actions politiques concrètes et une transformation des mentalités et des valeurs culturelles.

Bien que la théorie de Gramsci ait suscité un intérêt considérable, elle a également fait l'objet de critiques. Certains analystes soutiennent que sa distinction entre société politique et société civile pourrait apparaître comme trop simpliste; d'autres ont souligné que l'accent mis sur l'hégémonie pourrait conduire à une minimisation des aspects purement économiques de la domination. Certains marxistes orthodoxes estiment que l'accent mis sur la culture et l'idéologie pourrait détourner l'attention des

reverse l'Ancien régime, et les formes successives de pouvoir que décrit le révolutionnaire russe, de l'Empire à la Restauration, montrent bien que la nouvelle classe dominante cherche, tâtonne, avant de trouver les institutions les plus adéquates.

Pourtant, cette classe ascendante devient aux yeux de Bakounine une classe réactionnaire dès lors qu'elle a fait sa révolution. Son déclin s'amorce en 1789 ; elle continue d'être une classe progressiste jusqu'en 1830 mais, à partir de cette date, son rôle historique est terminé, ce qui ne signifie pas qu'elle ne puisse se maintenir encore longtemps, mais le souffle historique qui jusqu'alors l'avait portée est épuisé. Elle est encore capable d'imagination pour conserver sa position dominante, mais ses facultés créatrices ont disparu.

“Néanmoins, la bourgeoisie possède sur le prolétariat un avantage décisif : “Avant même que les travailleurs aient compris que les bourgeois étaient leurs ennemis naturels, encore plus par nécessité que par mauvaise volonté, les bourgeois étaient arrivés à la conscience de cet antagonisme fatal.” [Bakounine, “Lettre aux Internationaux du Jura.”]

questions économiques fondamentales. De plus, la stratégie de la guerre de position peut être perçue comme un réformisme qui pourrait retarder la nécessité d'un changement radical.

Cependant, la théorie de l'État chez Antonio Gramsci représente pour le marxisme une avancée significative dans la compréhension des relations entre pouvoir, culture et société. En soulignant l'importance du consentement et de l'hégémonie, Gramsci nous fournit des outils analytiques pour examiner les dynamiques de pouvoir, tant dans le passé que dans le présent. Son approche rappelle que l'État n'est pas seulement un lieu de coercition, mais aussi un espace de lutte pour des idées et des valeurs. Dans un monde où les rapports de pouvoir continuent d'évoluer, la réflexion gramscienne sur l'État demeure pertinente pour appréhender les défis politiques et sociaux contemporains. En définitive, la théorie de l'État chez Gramsci nous incite à concevoir le pouvoir comme un phénomène complexe, enraciné dans des luttes culturelles et idéologiques, et nous encourage à élaborer des stratégies favorisant une véritable démocratie participative et inclusive.

Le Concept d'hégémonie

Le concept d'hégémonie est essentiel dans l'examen de la notion d'État chez Gramsci. En effet, sa théorie de l'État se distingue par son analyse des relations de pouvoir et par l'importance de la culture et de l'idéologie dans le maintien de l'hégémonie. L'État est défini non seulement comme une institution politique, mais comme un ensemble complexe qui outre les institutions politiques, contient la société civile et les forces économiques. Selon lui, l'État est le lieu où se manifeste l'hégémonie de la classe dominante, c'est-à-dire sa capacité à imposer ses valeurs et ses intérêts à la société dans son ensemble. L'hégémonie se construit à travers le consentement et non seulement par la coercition: elle comprend en fait deux éléments: 1) "diriger" les alliés; 2) mener avec eux une action de force contre une ou plusieurs parties adverses.

Il apparaît donc que le concept d'hégémonie, dans sa double articulation, implique la recherche d'un consensus à l'intérieur d'un bloc d'alliances, et de domination sur les adversaires à obtenir par la force; elle ne se limite pas à un simple pouvoir coercitif, mais implique également une domination culturelle et intellectuelle.

Gramsci propose une vision de l'hégémonie qui transcende les notions traditionnelles de domination économique et politique. L'hégémonie est définie comme la capacité d'une classe dominante à imposer sa vision du monde, ses valeurs et ses intérêts comme universels, ce qui implique que les classes dominées acceptent cette vision comme étant naturelle, sans

résistance, souvent de manière inconsciente. L'hégémonie ne se limite pas à une domination matérielle, mais inclut également une domination idéologique, les idées de la classe dominante étant perçues comme naturelles et évidentes. Alors que la domination peut s'exercer par la force, l'hégémonie repose sur le consentement, que Gramsci estime plus efficace que la coercition.

Le concept d'hégémonie, tel qu'exposé par Gramsci dans ses *Cahiers de prison*, est fondamental pour appréhender les mécanismes de pouvoir dans les sociétés contemporaines, par lesquels une classe sociale, ou un groupe de classes, réussit à établir sa domination sur d'autres. L'État est perçu comme un ensemble complexe, intégrant non seulement des institutions politiques, mais aussi les organisations de la société civile et les forces économiques qui influencent la vie des citoyens, entraînant une reconsidération des modes d'exercice du pouvoir. Bien que l'influence de Karl Marx soit manifeste, Gramsci enrichit l'analyse de la lutte des classes en intégrant les dimensions culturelles et idéologiques, affirmant que la lutte ne se limite pas à des enjeux économiques, mais englobe également un combat pour les idées et les valeurs.

Dans l'exercice du pouvoir, il faut distinguer entre direction – l'hégémonie intellectuelle et morale – et domination (*dominio*) – l'exercice de la force répressive.

“Un groupe social est dominant des groupes adverses qu'il tend à 'liquider' ou à soumettre même avec la force armée, et il est dirigeant des groupes affinitaires et alliés. Un groupe social peut et même doit être dirigeant avant même de conquérir le pouvoir gouvernemental (c'est là une des conditions principales de la conquête même du pouvoir); après, quand il exerce le pouvoir, et même s'il le tient fortement en mains, il devient dominant mais il doit continuer à être 'dirigeant'.”²³

Le concept, dans sa double articulation, implique à la fois la recherche d'un consensus au sein d'un bloc d'alliances et la domination sur les adversaires, englobant des dimensions culturelles et intellectuelles. Il se différencie ainsi de la dictature du prolétariat, qui désigne une phase où la classe ouvrière exerce un pouvoir politique direct après avoir renversé la bourgeoisie, utilisant la force pour défendre ses acquis révolutionnaires.

Gramsci distingue la société politique, représentant le pouvoir coercitif de l'État, de la société civile, qui englobe les institutions non étatiques façonnant la culture et l'opinion publique, telles que les écoles,²⁴ les Églises et les médias. Ces deux dimensions interagissent, et l'État devient un champ

23 *Quaderni del carcere*, Einaudi, vol. pp, 2010-2011.

de bataille pour la lutte des classes.

Pour contester l'hégémonie de la classe dominante, les classes subalternes doivent organiser et articuler leurs propres revendications. Cela implique non seulement une lutte politique, mais aussi une lutte culturelle. La société civile est le terrain où se confrontent les idées et les valeurs, et c'est dans cette sphère que l'hégémonie se construit, conditionnant ainsi les esprits et établissant une domination perçue comme légitime par les masses. Par conséquent, la lutte pour l'hégémonie est à la fois culturelle et politique.

Loin d'être statique, l'hégémonie est le résultat de luttes idéologiques continues, où l'État sert de cadre pour les oppositions entre classes sociales. Gramsci met l'accent sur la dynamique de l'État, qui combine coercition et consentement, et souligne que l'hégémonie repose sur un consensus autour de valeurs culturelles. En intégrant des dimensions culturelles et idéologiques, il enrichit l'analyse des classes en affirmant que la lutte dépasse les enjeux économiques.

Dans ses *Cahiers de prison*, Gramsci explore comment une classe sociale réussit à imposer sa domination sur d'autres, en examinant les formes, stratégies et limites de cette hégémonie. Il aborde spécifiquement l'hégémonie du prolétariat italien, soulignant la nécessité d'une stratégie visant à accéder au pouvoir politique tout en s'imposant idéologiquement dans la société. Ce processus demande une transformation culturelle et un travail constant pour façonner les valeurs et croyances sociales.

L'hégémonie est ainsi la capacité d'une classe à imposer sa vision du monde, ses valeurs étant perçues comme naturelles par les classes dominées. Elle inclut une domination idéologique qui va au-delà de la simple coercition. Gramsci souligne que l'hégémonie est subtile et durable, car elle influence les mentalités et comportements des individus. Les idées dominantes, diffusées par les institutions culturelles, façonnent la perception des individus et créent un terrain propice aux luttes de pouvoir. L'adhésion aux normes de la classe dominante se traduit par un soutien, souvent obtenu par la persuasion et la légitimation.

Pour contester cette hégémonie, les classes subalternes doivent développer une contre-hégémonie, nécessitant un travail de conscientisation et d'éducation. Notons que nous touchons ici un des fondements du syndicalisme révolutionnaire qui, avant Gramsci, s'est efforcé de construire une contre-société au capitalisme: la fondation des Bourses du travail en 1892 avait pour objectif de fournir aux travailleurs un ensemble complet de "services" en termes de formation, d'éducation, de culture et d'entraide.

Aujourd'hui, l'hégémonie est particulièrement pertinente dans les luttes

24 Gramsci écrit que "l'école comme fonction éducative positive, et les tribunaux comme fonction répressive et négative, sont les deux activités étatiques les plus importantes". *Quaderni del carcere*, Cahier 8 Einaudi vol. II, p 1049.

contemporaines pour la justice sociale et les droits humains, où la capacité des mouvements à établir une hégémonie alternative repose sur leur aptitude à créer un consensus autour d'un projet. Des critiques se revendiquant de la tradition marxiste soulignent toutefois que l'accent mis sur l'hégémonie pourrait mener à un réformisme, en détournant l'attention des luttes économiques nécessaires.

Dans un monde globalisé, la question de l'hégémonie s'est complexifiée, les luttes se déroulant à une échelle mondiale. La montée des multinationales et la mondialisation posent de nouveaux défis aux mouvements cherchant à établir une contre-hégémonie. Ils doivent naviguer dans un paysage médiatique dominé par des narrations établies, tout en faisant face à la fragmentation des luttes qui peut compliquer la construction d'un projet unificateur, capable de rassembler des forces diverses autour d'une vision commune.

Le concept d'hégémonie chez Gramsci offre un cadre pour comprendre les dynamiques de pouvoir contemporaines. En intégrant les dimensions culturelles et idéologiques à l'analyse des rapports de force, Gramsci incite à repenser les stratégies de lutte et à construire des alternatives viables à l'hégémonie dominante.

Concept central dans la pensée d'Antonio Gramsci, la crise de l'hégémonie fait référence à une situation où la classe dominante perd sa capacité à maintenir le consensus et l'acceptation de son pouvoir par les classes subalternes. Une crise de l'hégémonie se produit lorsque cette acceptation et ce consentement commencent à se fissurer. La légitimité de l'hégémonie peut être remise en question lorsque les inégalités sociales et économiques deviennent trop évidentes. Des transformations dans les structures économiques, comme une crise économique, peuvent également affaiblir la position de la classe dominante et susciter des mécontentements parmi les classes subalternes. L'émergence de mouvements de contestation, de nouvelles idéologies ou de nouvelles organisations politiques peut également déclencher une crise dans l'hégémonie existante. Ces mouvements peuvent proposer des visions alternatives qui contestent l'ordre établi.

Les classes dominantes peuvent alors tenter de rétablir leur hégémonie en formant de nouvelles alliances, en changeant leur discours ou en adoptant des réformes. Cela peut inclure des concessions pour apaiser les mécontentements ou, lorsque les tensions sont trop fortes, des alliances avec des partis peu regardants en termes de respect des règles parlementaires. La crise de l'hégémonie peut engendrer une instabilité politique, où différentes forces sociales et politiques se disputent le pouvoir et la légitimité. Gramsci a observé que des crises de l'hégémonie avaient eu lieu dans divers contextes historiques, notamment en Italie au début du XX^e siècle. Il a

analysé comment, après la Première Guerre mondiale, la classe dirigeante italienne a été confrontée à une montée des mouvements ouvriers et socialistes.

À ce moment-là, la classe sociale subalterne, si elle parvient à indiquer des solutions concrètes aux problèmes laissés non résolus par la classe dominante, peut devenir dirigeante et, en élargissant sa conception du monde à d'autres couches sociales également, créer un nouveau "bloc social", c'est-à-dire une nouvelle alliance de forces sociales, devenant hégémonique. Le changement de l'exercice de l'hégémonie est un moment révolutionnaire qui se produit initialement au niveau de la superstructure - dans le sens marxiste, c'est-à-dire politique, culturel, idéal, moral -, mais qui pénètre ensuite dans la société dans son ensemble en investissant également la structure économique, "bloc historique", terme qui, chez Gramsci, désigne l'ensemble de la structure et de la superstructure, c'est-à-dire les rapports sociaux de production et leurs reflets idéologiques.

Ainsi, la crise de l'hégémonie est essentielle pour comprendre les dynamiques de pouvoir et de résistance dans la société, mettant en lumière la fragilité du consentement à la domination. Gramsci propose une analyse dynamique, prenant en compte à la fois les aspects coercitifs et consensuels du pouvoir, tout en soulignant l'importance des luttes culturelles et idéologiques pour transformer la société.

Le rapport État-économie

Gramsci ne cherche pas à remplacer l'économie par la politique: il affirme le lien et l'action réciproque entre ces deux niveaux, en examinant le niveau "superstructurel" à partir du point de vue de Marx. Il refuse de faire de l'État le sujet de l'histoire; il le définit comme l'"élément qui assure la propriété, c'est-à-dire le monopole des moyens de production" – une référence explicite à la théorie de l'État de Ricardo. Mais il ajoute: "il est vrai que l'État *ut sic* [comme ça] ne produit pas la situation économique mais est l'expression de la situation économique, toutefois on peut parler de l'État comme agent économique puisque l'État est précisément synonyme de cette situation"²⁵.

En fait cette question – l'importance respective des déterminations économiques et des déterminations politiques – a déjà été soulevée par Marx dans *Le Capital* lorsqu'il évoque les différentes méthodes d'accumulation primitive: "quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'État, la force organisée et concentrée de la société". Et pour ne pas avoir l'air d'abandonner le principe de la primauté du fait économique, il ajoute :

25 *Quaderni del carcere*, Einaudi vol. III, p. 1310.

“La force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. La force est un agent économique.”²⁶ En d'autres termes le fait politique est un agent économique.

Concernant l'interaction du politique et de l'économique, Engels reconnaîtra bien après la mort de son ami que l'un et l'autre portent la responsabilité du fait que “parfois, les jeunes donnent plus de poids qu'il ne lui est dû au côté économique.” C'est que, explique-t-il, “face à nos adversaires il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas toujours le temps, le lieu ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action.”²⁷

Dans le Cahier 10, Gramsci écrit que la “conception de l'État selon la fonction productive des classes sociales ne peut pas être appliquée mécaniquement à l'interprétation de l'histoire italienne et européenne”:

“Bien qu'il soit certain que pour les classes productives fondamentales (bourgeoisie capitaliste et prolétariat moderne) l'État ne soit concevable que comme forme concrète d'un monde économique déterminé, d'un système de production déterminé, il n'est pas dit que le rapport de milieu et de fin²⁸ soit facilement déterminable et prenne l'apparence d'un schéma simple et évident à première vue.”²⁹

Entre les déterminations économiques – définies comme décisives par le marxisme “classique” – et leur expression au niveau de l'État, le rapport n'est pas nécessairement immédiat. Gramsci conteste la validité de la distinction entre société politique et société civile, l'affirmation selon laquelle “l'activité économique est propre à la société civile et la société politique ne doit pas intervenir dans sa réglementation”. Cette distinction, dit-il, est purement formelle: “dans la vie historique concrète, société politique et société civile sont une même chose”. Gramsci fait remarquer qu'en réalité le libéralisme doit être garanti par la loi, c'est-à-dire le pouvoir politique.³⁰ En d'autres termes, le libéralisme qui affirme la nécessité de réduire l'État au minimum, ne survivrait pas sans les lois et règlements dictés par l'État, sans le cadre légal régulant les marchés.

C'est à partir de la conscience qu'il n'y a pas de séparation fondamentale entre l'État et la société civile, d'une part, entre le politique et l'économique, d'autre part, que Gramsci peut saisir le nouveau rôle que le

26 Marx, *Le Capital*, Pléiade, I, p. 1213.

27 Lettre à J. Bloch, 21 septembre 1890.

28 C'est-à-dire entre politique et économie.

29 *Quaderni del carcere*, Einaudi 10 II, p. 1359-60

30 *Quaderni del carcere*, Einaudi, Vol. I, Einaudi, p. 460.

politique a acquis, tant en ce qui concerne la production économique, qu'en ce qui concerne la composition de classe de la société. Ce qui le rapproche de Bakounine qui disait qu'il n'y aurait pas de classes sans l'État.

Gramsci constate une profonde mutation du système capitaliste après la crise de 1929; "On peut observer que la chute du marché boursier a entraîné un déplacement démesuré de richesse et un phénomène jamais vu, d'expropriation 'simultanée' de très larges masses de la population, surtout en Amérique, mais un peu partout."³¹ Le public cherche à se défaire complètement des actions, "dévalorisées dans une mesure jamais vue"; il préfère les obligations d'État: "on peut dire que le public rompt tout lien direct avec le régime capitaliste, mais ne refuse pas sa confiance envers l'État; il veut participer à l'activité économique, mais à travers l'État, qui garantit un intérêt modique, mais sûr".

"L'État assume ainsi une fonction de premier ordre comme capitaliste, comme entreprise qui concentre l'épargne à mettre à la disposition de l'industrie et de l'activité privée, comme investisseur à moyen et long terme."³²

L'État devient ainsi le garant du régime capitaliste, et Gramsci pense même que si l'État collecte et garantit l'épargne, il finira inéluctablement par entrer dans "l'organisation productive"³³, devenant ainsi un puissant poumon financier au service du capital.

Nous sommes dans les années qui ont immédiatement suivi le grand "krach de Wall Street". La confiance dans le système capitaliste est profondément ébranlée, mais le public "ne refuse pas la confiance dans l'État; il veut participer à l'activité économique, mais par l'État".³⁴ Et si l'État collecte l'épargne, pense Gramsci, il ne pourra, tôt ou tard, s'empêcher d'entrer directement dans l'"organisation productive"³⁵. L'État, dit-il, doit intervenir s'il veut éviter une nouvelle dépression. Il saisit donc avec lucidité le passage de l'économie capitaliste vers sa phase "keynésienne" des années 1930, en affirmant dans la même page :

"Il ne s'agit pas de conserver l'appareil productif tel qu'il est à un moment donné. Il faut le développer parallèlement à l'augmentation de la population et des besoins collectifs. Dans ces développements nécessaires, le plus grand danger

31 *Quaderni del carcere*, Einaudi, vol. II, Einaudi, p. 1100.

32 *Quaderni del carcere*, Einaudi, vol. II, p. 1101.

33 *Quaderni del carcere*, Einaudi, vol. II, p. 1101

34 *Quaderni del carcere*, Einaudi, vol. II, p. 1100-1.

35 *Quaderni del carcere*, Einaudi, vol. II, p. 1101.

réside dans l'initiative privée et là, il y aura une plus grande intervention de l'État.”³⁶

Dans le Cahier 22, Gramsci précise que l'État est poussé à intervenir pour “le sauvetage des grandes entreprises en faillite ou en difficulté; c'est-à-dire, comme cela a été dit, la ‘nationalisation des pertes et des déficits industriels’.”³⁷ Gramsci n'est pas seulement critique à l'égard de la version fasciste de la nouvelle relation entre politique et économie qui se met en place face à la “grande crise” mondiale qui a débuté en 1929; il souligne la “structure ploutocratique” et les “liens avec le capital financier” de l'État fasciste.³⁸

Gramsci critique ici la version fasciste de la nouvelle relation entre politique et économie qui se dessine à la suite de la crise de 1929. Il souligne la “structure ploutocratique” et les “connexions avec le capital financier” propres à l'État fasciste.³⁹

Selon Gramsci, l'État influence la composition de classe de la société: il joue un rôle dans la “production de la société”⁴⁰ en distribuant des revenus, directement et indirectement, à un nombre croissant de personnes. Ce n'est d'ailleurs pas absolument une innovation théorique car chez Marx la bureaucratie d'État est un instrument de la classe dominante chargé de protéger les intérêts de la classe capitaliste. La bureaucratie d'État peut influencer la distribution des revenus à travers des politiques fiscales, des programmes sociaux, et des réglementations du marché du travail. Ces interventions ne remettent pas en cause les fondements du système capitaliste.

Les classes subalternes

Gramsci développe sa conception des classes subalternes dans le contexte historique de l'Italie de son époque, marquée par des luttes sociales vives, des mouvements ouvriers et des tensions politiques. Son analyse s'inscrit dans une perspective plus large des luttes de classes, où les classes subalternes cherchent à s'affirmer et à revendiquer leurs droits.

La notion de “classes subalternes” constitue un élément fondamental de la pensée gramscienne, désignant des groupes sociaux dépourvus de pouvoir économique et politique. Les classes subalternes englobent non seulement la classe ouvrière, mais également d'autres segments de la population en situation de subordination face aux classes dominantes, tels que les paysans,

36 *Quaderni del carcere*, Einaudi, vol. II, p. 1101.

37 *Quaderni del carcere*, Einaudi, vol. III, p. 2176.

38 *Quaderni del carcere*, Einaudi, vol. II, p. 1101.

39 *Ibid.*

40 *Quaderni del carcere*, Einaudi, vol. III, p. 2358.

les intellectuels, les minorités ethniques, les femmes, ainsi que d'autres groupes marginalisés. Ces classes subalternes sont caractérisées par leur expérience de l'oppression et de la domination, ce qui les rend souvent incapables de faire entendre leur voix dans les processus décisionnels les concernant.

Les classes dominantes exercent un contrôle sur les ressources économiques, les institutions politiques et, par extension, sur les idées prévalentes dans la société. À l'inverse, les classes subalternes se définissent par leur absence de pouvoir et leur lutte pour la reconnaissance et la légitimité. Cette distinction est cruciale pour appréhender les dynamiques de pouvoir qui traversent la société.

Au sein de la société, les classes subalternes sont souvent reléguées à la marge, tant sur le plan économique que culturel. Leur exclusion des espaces décisionnels et de représentation entrave leur capacité à défendre leurs intérêts et à exprimer leurs préoccupations. Gramsci met en avant l'importance de la conscience de classe parmi ces groupes, considérant qu'elle est essentielle à leur émancipation et à leur capacité à contester l'hégémonie des classes dominantes. Une conscience de classe bien développée permet aux classes subalternes de s'organiser, de revendiquer leurs droits et de devenir des acteurs politiques.

Ces classes ne se contentent pas d'accepter leur situation ; elles s'engagent dans des luttes visant à contester l'hégémonie des classes dominantes. Ces luttes se manifestent sous diverses formes, allant de la mobilisation politique à la résistance culturelle, avec pour objectif la création de contre-narrations et l'établissement d'une nouvelle hégémonie.

Gramsci perçoit les classes subalternes comme des agents essentiels du changement social, leur quête de reconnaissance et de justice sociale constituant un moteur de transformation sociétale. Les mouvements ouvriers, féministes et anti-coloniaux illustrent comment ces classes peuvent revendiquer leurs droits et s'opposer aux structures de domination existantes.

Pour contester les idées dominantes et construire une alternative viable, les classes subalternes doivent développer une contre-hégémonie. Cela implique la production de nouvelles idées, valeurs et représentations qui résonnent avec leurs expériences et aspirations. Les luttes féministes, par exemple, ont joué un rôle déterminant dans la redéfinition des normes de genre et dans la revendication des droits des femmes. Gramsci souligne également l'importance de la solidarité entre les différentes classes subalternes. L'efficacité des luttes requiert une unification des efforts, ce qui nécessite de surmonter les divisions internes et d'établir des alliances entre les divers groupes marginalisés, qu'il s'agisse de la classe ouvrière, des paysans, des minorités ethniques ou des femmes.

En tant que nouveau paradigme de la lutte des classes, la notion de classes subalternes proposée par Gramsci remet en question les modèles classiques qui se concentrent exclusivement sur la classe ouvrière. Elle élargit le champ d'analyse pour inclure d'autres formes de domination et d'oppression, reflétant ainsi la complexité des relations de pouvoir dans la société contemporaine. Gramsci accorde également une importance primordiale à la culture dans le cadre de la lutte des classes. Les classes subalternes doivent non seulement revendiquer des droits politiques et économiques, mais aussi contester l'hégémonie culturelle. Cela implique l'établissement d'espaces de production culturelle où leurs voix et expériences peuvent être exprimées et valorisées.

L'éducation est considérée par Gramsci comme un outil fondamental pour les classes subalternes, la conscientisation des populations marginalisées étant essentielle à leur émancipation. Cela nécessite des efforts visant à élever la conscience politique et sociale des classes subalternes, afin qu'elles puissent revendiquer leurs droits et s'organiser efficacement.

Gramsci et Lénine

Les interprètes des écrits de Gramsci sont souvent tentés de les considérer soit comme "autoritaires", comme une tendance vers un "marxisme libertaire".⁴¹ En vérité, la pensée de Gramsci n'est pas un bloc homogène, comme le suggère Joseph Femia:

"C'est une erreur, à mon avis, d'ignorer son évolution en tant que penseur et de traiter l'ensemble de son œuvre comme un bloc homogène [...]. La discontinuité de sa pensée, sa progression à travers différentes phases seront mises en évidence."⁴²

Toutefois, il est crucial de distinguer entre les choix théoriques et les pratiques concrètes des penseurs. Par exemple, bien que certains soulignent le caractère libertaire de la pensée de Marx, il est essentiel de rappeler que, dans les faits, Marx a bureaucratiquement exclu presque l'ensemble du mouvement ouvrier organisé de la Première Internationale,⁴³ qu'il a soutenu

41 Pour un examen des interprétations autoritaires vs libertaires de la pensée de Gramsci, voir: Mer Moussaly, *Influence et critique du courant libertaire dans la pensée politique de Gramsci*, Université du Québec à Montréal, <https://archipel.uqam.ca/6133/1/D2582.pdf>

42 Joseph V. Femia, "Gramsci's Patrimony", *British Journal of Political Science*, vol. 13, no 3, juillet 1983.

43 Voir R. Berthier, *La fin de la Première Internationale*, Éditions du Monde libertaire.

en 1848-1849 une politique d'alliance avec les démocrates libéraux⁴⁴ et qu'il a soutenu la stratégie parlementaire de la social-démocratie, ce qui ne correspond pas précisément à une vision anarchiste.

De manière comparable, même si le Lénine théorique de *L'État et la Révolution* a pu être interprété, de manière surprenante par les militants européens de l'époque, comme ayant un caractère libertaire, le Lénine historique est celui qui a instauré un régime de répression jamais vu contre la classe ouvrière et la paysannerie. Il y a donc quelque chose d'irritant à lire les productions d'universitaires glosant sur la théorie de l'État de Lénine en se fondant sur ses écrits, sans tenir compte de ce qu'il a fait de cet État.

Il en va de même pour Gramsci. Le Gramsci théorique préconise un ensemble de mesures dont une partie pourrait facilement être intégrée dans une pratique libertaire, mais le Gramsci réel est celui qui, dès qu'il a été investi à la direction du parti, y a restreint la liberté d'expression et qui a critiqué mesquinement Armando Borghi en tant que dirigeant de l'USI pour ses positions critiques concernant l'Internationale communiste. Les auteurs qui soulignent la "portée libertaire" des idées de Gramsci devraient également tenir compte de l'impact autoritaire de ses actions. Néanmoins, il est indéniable que les *idées* de Gramsci ont contribué à remettre en question les doctrines marxisantes dominantes, ouvrant la voie à une vision moins déterministe, partagée par des penseurs comme Lukács et Korsch, et préparant le terrain pour des figures comme Althusser, Miliband et Poulantzas.

Dans la mesure où sa présence à la direction du parti fut brève et que son œuvre reste considérable, elle demeure une contribution appréciable à la pensée socialiste.

Gramsci a oscillé entre différentes positions, passant d'une critique du jacobinisme à une réévaluation de son utilité, tout en distinguant la société civile de la société politique, mais en les réunissant dans sa conception de l'État. Joseph Femia souligne que la pensée de Gramsci repose sur la croyance en la capacité d'action humaine et l'importance de la conscience collective. Gramsci se distingue des marxistes radicaux en ce sens qu'il ne voit pas l'effondrement du capitalisme comme inéluctable, ce qui le distingue de la tradition marxiste occidentale et le rapproche de Bakounine qui, tout en ne contestant pas dans l'absolu le principe des phases d'évolution historique des sociétés, en limite l'application à l'Europe

44 René Berthier, "Le Printemps de quels peuples ? La question des nationalités en 1848-1849 dans les écrits de Bakounine, Marx et Engels", [https://www.academia.edu/125428645/Le Printemps de quels peuples La question des nationalit%C3%A9s en 1848 1849 dans les %C3%A9crits de Bakounine Marx et Engels](https://www.academia.edu/125428645/Le_Printemps_de_quels_peuples_La_question_des_nationalit%C3%A9s_en_1848_1849_dans_les_%C3%A9crits_de_Bakounine_Marx_et_Engels)

occidentale⁴⁵ (comme le fera d'ailleurs Marx bien après la mort de Bakounine, donnant raison à ce dernier).

Selon le révolutionnaire russe, l'application mécaniste et naïve d'un des principes de la dialectique (une chose se transforme en son contraire) évacue le fait qu'une chose ne se transforme pas *nécessairement* en son contraire, elle le fait sous certaines conditions; par ailleurs cette transformation n'est pas *nécessairement* un progrès: Bakounine envisage la possibilité d'involutions historiques.

Le fondement de la théorie évolutionniste de Marx repose sur l'idée qu'un type de société ne disparaît jamais avant d'avoir développé toutes les forces productives qu'il peut contenir, et qu'un système nouveau et supérieur ne prend jamais sa place avant que les conditions matérielles de ce nouveau système ne se soient développées au sein de l'ancienne société (Préface à la *Critique de l'économie politique*). Marx n'a jamais abandonné l'idée qu'il développa dès 1847 dans "La Critique moralisante et la morale critique": il est nécessaire de passer par un stade de domination bourgeoise avant que les conditions soient réalisées pour l'instauration du communisme; c'est encore ce que dit Marx dans le *Manifeste*: "en Allemagne, la révolution bourgeoise sera le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne".

En 1848 Marx et Engels tentent de mobiliser l'ensemble des forces anti-absolutistes autour de la question de la démocratie politique, en subordonnant l'action du prolétariat à cette revendication : plus vite cette dernière sera satisfaite, plus rapidement serait accomplie la transformation de la révolution bourgeoise en révolution sociale. C'est en cela que les Mencheviks étaient les *vrais* marxistes, les bolcheviks n'étant qu'une déviation populiste. L'idée générale est qu'un changement est le résultat d'une évolution interne, et que ce changement est nécessairement un progrès. À cette théorie, Bakounine oppose des faits: les nombreux exemples historiques dans lesquels une mutation a été le résultat d'une violence externe, et non d'une évolution interne (ou du moins dans lesquels la violence externe a été aussi importante que l'évolution interne). Il remet également en question le fait que ces évolutions aient nécessairement été un progrès. La destruction de la civilisation grecque par Rome était un fait logique et inévitable, dit-il, mais l'humanité n'a rien gagné au triomphe des Romains. Les chrétiens ont détruit les bibliothèques des païens, les trésors de l'art antique, de la philosophie et de la science, ce qui était également inévitable, mais il ne peut "voir les avantages qui en ont résulté pour notre développement économique et social".

Bakounine revient fréquemment sur le long travail de préparation idéologique qui, à son avis, a rendu la Révolution française effective dans

45 Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Champ libre, IV, 116-118

les esprits avant que de la rendre possible dans les faits. Loin d'être une affirmation idéaliste, il s'agit là, au contraire, du constat du long travail souterrain d'une idée qui, lorsqu'elle s'empare des masses, devient une force matérielle. Toute la littérature du XVII^e siècle et celle du XVIII^e, dit Bakounine, a produit les "filières souterraines"⁴⁶ qui, en développant l'idée du matérialisme, du rationalisme et de la libre pensée, ont abouti à l'embrasement de la Révolution. Ces filières semblent tellement évidentes à Bakounine que Robespierre est présenté comme l'héritier de Rousseau et Mirabeau comme celui de Voltaire.⁴⁷ Ces "filières souterraines" montrent que la bourgeoisie a développé progressivement au sein de la société féodale les bases de son pouvoir.

Kropotkine de son côté s'attarde longuement sur les Communes du Moyen Âge, qu'il idéalise certes un peu mais dont il montre sans ambiguïté que les hommes et les institutions qu'ils ont créées au sein de la société féodale constituent l'embryon du système capitaliste.

La notion d'État intégral, précisément, en établissant un lien entre société civile et État, en intégrant la société civile dans l'État, souligne que la bourgeoisie, avant d'accéder au pouvoir politique, a développé progressivement ses propres formes de pouvoir au sein de la société civile:

"La société civile devra être pensée comme partie intégrante de l'État, puisque déjà au sein de la société civile, avant la conquête du pouvoir étatique, la bourgeoisie a progressivement construit de manière autonome, au cours de plusieurs siècles, ses propres formes de pouvoir étatique (des formes d'organisation de la production à celle de la vie culturelle)."⁴⁸

Gramsci introduit le concept de "Prince Moderne",⁴⁹ qui incarne la

46 Bakounine, Fragment formant suite de *L'Empire knouto-germanique*, Œuvres, Stock, IV, p. 490.

47 Bakounine, *Étatisme et anarchie*, Champ libre, IV, p. 288.

48 **Fabio Frosini**, "[Dilatation sémantique et approximation de la réalité : l'État au sein de la société civile](https://journals.openedition.org/mefrim/2918#tocto1n1)", <https://journals.openedition.org/mefrim/2918#tocto1n1>

49 Référence au *Prince* de Machiavel, qui revêt une signification particulière dans le contexte de sa réflexion sur le pouvoir, l'État et la stratégie politique. Gramsci, en tant que théoricien marxiste, s'intéresse à la manière dont Machiavel aborde la question de la domination et de l'hégémonie, ainsi qu'à l'importance de la conscience politique et de l'organisation dans la lutte pour le pouvoir. Il interprète le *Prince* comme un médiateur entre diverses classes sociales et groupes d'intérêts. Le "Prince" (par extension le détenteur du pouvoir) doit être capable de rassembler les forces hétérogènes sous un projet commun, ce qui est essentiel pour construire une hégémonie. Cela rejoint l'idée

volonté collective du Parti, agissant comme médiateur entre les intellectuels et les masses. Il insiste sur l'importance de l'éducation politique des masses pour qu'elles puissent participer activement à leur émancipation. Contrairement à Lénine, qui favorise une direction autoritaire, Gramsci avertit des dangers de la bureaucratie et de la manipulation des masses par une élite intellectuelle – bien que cela semble s'appliquer à d'autres qu'à lui-même lorsqu'il dirigeait le parti...

Le concept d'hégémonie, selon Gramsci, permet de comprendre les échecs des révolutions communistes en Europe de l'Ouest. Il conteste les idées de Rosa Luxembourg et de Lukács, qui attribuent l'échec des révolutions à l'immaturité de la classe ouvrière. Il soutient au contraire que la prise de conscience de classe et la lutte contre l'hégémonie bourgeoise sont des préalables nécessaires à la révolution, mettant ainsi l'accent sur l'engagement actif des masses – en quoi il rejoint Bakounine pour qui l'expérience quotidienne de la lutte est un facteur essentiel de la production de la conscience révolutionnaire.

“...ni les écrivains, ni les philosophes, ni leurs ouvrages, ni enfin les journaux socialistes, ne constituent encore le socialisme vivant et puissant. Ce dernier ne trouve une réelle existence que dans l'instinct révolutionnaire éclairé, dans la volonté collective et dans l'organisation propre des masses ouvrières elles-mêmes, — et quand cet instinct, cette volonté et cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants.”⁵⁰

On voit ici que le révolutionnaire russe désigne trois éléments nécessaires à la constitution du “socialisme vivant” : l'instinct de révolte, la volonté collective et l'organisation.

Gramsci élargit également le rôle des intellectuels, affirmant que tout membre de la classe ouvrière a le droit de se considérer comme un intellectuel s'il participe au processus de connaissance et d'émancipation. Gramsci privilégie les intellectuels issus de la classe ouvrière, qui

gramscienne que le leadership politique doit être en phase avec les aspirations des masses pour réussir. Gramsci voit également dans le travail du “Prince” une dimension éducative. Le dirigeant doit élever la conscience politique des masses et les aider à comprendre leurs propres intérêts. Cela rejoint l'idée gramscienne selon laquelle l'éducation des masses est essentielle pour qu'elles puissent s'engager activement dans leur émancipation.

50 Bakounine, “Lettres à un Français sur la crise actuelle”, Œuvres, Stock, 1910, p. 31

comprennent mieux les luttes et les aspirations des masses, par rapport à ceux de la bourgeoisie, souvent déconnectés de la réalité des travailleurs. Sans doute ne faut-il pas enfermer Gramsci dans une interprétation unique, mais reconnaître la richesse et la complexité de sa pensée.

Omer Moussaly écrit que pour comprendre la pensée politique de Gramsci, il est crucial de dissiper le malentendu qui le présente comme un épigone de Lénine. “Le malentendu provient, au départ, d’une erreur d’aiguillage faisant de Gramsci, à tort d’ailleurs, l’épigone d’un Lénine, réduit au préalable à sa plus simple expression en ne se référant qu’à son Que faire?” Avec Paul Piccone,⁵¹ Moussaly doute que Gramsci ait pris connaissance du livre de Lénine ou qu’il s’en soit inspiré.

En fait, Marx et Engels retireront plus tard une grande partie de leurs affirmations. En 1877, Marx écrit que c’est une erreur de transformer son “esquisse concernant la genèse du capitalisme en Europe occidentale en une théorie historico-philosophique du mouvement général fatalement imposé à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques dans lesquelles ils se trouvent”.⁵² Quelques années plus tard, il écrit à Vera Zassoulitch que la “fatalité historique” de la genèse de la production capitaliste est “expressément limitée aux pays d’Europe occidentale”.⁵³ Cela correspond exactement aux objections formulées par Bakounine en 1874 dans *Étatisme et anarchie* : il affirmait que la logique du développement des nations slaves, pour des raisons historiques, avait été entièrement différente de celle de l’Europe occidentale : les Slaves, disait-il, n’ont jamais été capables, de leur propre initiative, de créer ni un État ni une bourgeoisie nationale.⁵⁴

Les proclamations à caractère “libertaire” n’empêchèrent pas Gramsci, pendant la courte période – 1924-1926 – où il fut le patron du Parti communiste, de faire le contraire de ce qu’il préconisait : il avait remplacé Bordiga, à qui il reprochait de ne pas avoir gardé le contact avec la base, mais une fois à la tête du parti il s’empressa d’imprimer un caractère monolithique à l’appareil du parti et suspendit la liberté de discussion. Il est vrai que, une fois emprisonné par le régime fasciste, il redécouvrit dans ses *Cahiers de prison* les vertus de la démocratie à la base ; ce qui montre bien, comme le dit Bakounine, que ce sont les conditions matérielles que vivent les gens qui déterminent leurs opinions.

51 Paul Piccone, “Gramsci’s Hegelian Marxism”, *Political Theory*, vol. 2, no 1, fév. 1974.

52 Marx, *Lettre à Mikhaïlovski*, La Pléiade, II, p. 1555.

53 Marx, *Œuvres*, La Pléiade, II, p. 1559.

54 Bakounine, *éditions Champ libre*, Cf. III pp. 116-118.

Il faut se méfier des reconstructions *a posteriori* concernant le léninisme et, d'une façon générale, la politique mise en application par le gouvernement bolchevik après octobre 1917. On trouve nombre de textes émanant d'auteurs philo-communistes prenant au mot les déclarations de tel ou tel dirigeant bolchevik, ou analysant les décrets promulgués par les autorités soviétiques sur le "contrôle ouvrier" en considérant que ce qui est écrit correspond à la réalité, ou en ne tenant pas compte du fait que les actes des dirigeants politiques ne sauraient être mais en parallèle avec leurs écrits pour évaluer la nature de leur pensée. Ainsi lorsqu'on cite Lénine disant aux travailleurs, dix jours après le coup d'État: "Rappelez-vous que vous administrez maintenant vous-mêmes l'État. Personne ne vous aidera si vous ne vous unissez et ne prenez pas vous-mêmes en mains toutes les affaires de l'État", on trouve des auteurs convaincus que Lénine pense ce qu'il dit, alors même que la Tchéka va être créée deux mois plus tard et que toutes les fonctions élues sont remplacées par des fonctionnaires de l'État dès 1918. Il est faux de dire que la terreur bolchevique fut la manifestation de la "dictature du prolétariat" imposée par la guerre civile, que ce fut un "mal nécessaire", car la terreur apparut à partir de mars 1918, *avant la guerre civile*, comme simple moyen pour maintenir les bolcheviks au pouvoir contre une classe ouvrière qui leur était déjà massivement hostile. Sur simple soupçon, l'État fusille sans jugement les opposants.

La terreur devient la routine de l'État communiste. Zinoviev déclara en septembre 1918: "Pour défaire nos ennemis, nous devons avoir notre propre terreur socialiste. Nous devons entraîner à nos côtés, disons 90 des 100 millions d'habitants de la Russie soviétique. Quant aux autres, nous n'avons rien à leur dire. Ils doivent être anéantis".⁵⁵ Zinoviev, encore, déclare au 2^e congrès de l'Internationale communiste en juillet 1920 – auquel participèrent de nombreuses délégations étrangères: "la dictature du prolétariat est en même temps la dictature du Parti communiste." Il semble que beaucoup de délégués, en particulier certains délégués syndicalistes révolutionnaires français, ceux qui plus tard fondèrent le Parti communiste, n'entendirent pas ces paroles. Gramsci, qui a séjourné en Russie, savait-il?

Afin de donner aux socialistes italiens des informations précises, les dirigeants du Parti socialiste Italien adressèrent un télégramme à leur représentant Oddino Morgari, basé à La Hague, lui demandant de se rendre à Petrograd pour se renseigner. Cette initiative tourna court et Morgari rentra en Italie en juin. Comme tous les révolutionnaires du monde à l'époque, Gramsci était naturellement enthousiaste. Cependant, au fur et à mesure que de nouvelles informations parvenaient, il a commencé à

55 *Severnaia Kommuna* n°109, 19 septembre 1918, cité par Nicolas Werth, "Qui étaient les premiers tchékistes?" *Cahiers du monde russe et soviétique*, Année 1991, Volume 32, Numéro 32-4, pp. 503.

élaborer sa propre vision des événements en Russie. À la fin d'avril 1917, il publia dans *Il Grido del Popolo* un article intitulé "Note sulla rivoluzione russa" (Note sur la Révolution russe). Contrairement à la majorité des socialistes de son époque, qui considéraient la révolution russe comme une réplique de la Révolution française – c'est-à-dire une révolution bourgeoise – Gramsci la définit comme un "acte prolétarien".

Pour lui, la révolution russe se distinguait du modèle jacobin, considéré comme une "révolution bourgeoise". Il écrit que pour orienter la révolution vers les travailleurs, les socialistes russes doivent à tout prix se défaire du modèle jacobin, associé à une utilisation systématique de la violence et à une faible activité culturelle. Au cours des mois qui suivirent en 1917, Gramsci s'est rapidement rapproché des Bolcheviks, exprimant ainsi son affiliation aux courants les plus radicaux et pacifistes du PSI. Dans son article du 28 juillet intitulé "I massimalisti russi" (Les maximalistes russes), il manifeste son soutien total à Lénine et à ce qu'il définit comme la politique "maximaliste". Selon lui, cette politique représentait "la continuité de la révolution, ... le rythme de la révolution [et], par conséquent ...la révolution elle-même".

Gramsci affirme que la révolution ne doit pas être interrompue et qu'elle doit renverser le monde bourgeois. Pour lui, le principal danger de toute révolution, et en particulier de la révolution russe, résidait dans le risque que l'on considère que le processus révolutionnaire avait atteint son terme. Les maximalistes représentaient la force d'opposition à cette interruption, devenant ainsi "le dernier maillon logique de ce processus révolutionnaire". Selon Gramsci, l'ensemble du processus révolutionnaire était un mouvement dynamique où les plus forts et les plus déterminés entraînaient les plus faibles et les plus indécis.

"Gramsci a insisté sur le fait que la révolution ne devait pas être interrompue, pour vaincre l'univers bourgeois. Pour le journaliste de *Le Cri du peuple*, le plus grand risque de toutes les révolutions, et de la révolution russe en particulier, est la diffusion de la perception que le processus de transformation a atteint un point final. Les maximalistes étaient la force qui s'opposait à cette erreur, et constituaient donc eux-mêmes 'le dernier maillon logique de ce devenir révolutionnaire'. Dans le raisonnement de Gramsci, toutes les étapes du processus révolutionnaire sont liées entre elles, avec un mouvement dans la direction où les éléments les plus forts et les plus déterminés sont capables de pousser les plus faibles et les plus confus."⁵⁶

56 Alvaro Bianchi e Daniela Mussi, "Gramsci e la rivoluzione russa", *Assalto al Cielo*, <https://www.assaltoalcielo.it/2017/05/09/gramsci-e-la-rivoluzione-russa/>

En France, le mouvement libertaire et syndicaliste révolutionnaire s'enthousiasma d'emblée pour la révolution russe. Les militants ouvriers français furent informés relativement tôt de la situation en Russie, grâce à la presse libertaire. Pendant un temps prédomina au sein du mouvement libertaire et syndicaliste révolutionnaire le sentiment de solidarité envers une révolution prolétarienne imparfaite, certes, mais qui avait renversé l'État tsariste et instauré un régime fondé sur les soviets, c'est-à-dire des institutions qui ressemblaient à des bourses du travail. Pendant environ deux ans, très peu d'informations filtrent de Russie, soumise au blocus, mais les anarchistes se sentent tenus par une sorte de devoir de réserve, pour ne pas donner du grain à moudre à la réaction. Certains anarchistes ont tout simplement rallié les Bolcheviks, comme Victor Serge, qui déclara: "Le temps n'est plus où l'on pouvait se désintéresser de la mêlée sociale et se croire anarchiste parce qu'on était végétarien"⁵⁷. Pourtant, les informations critiques arrivent rapidement. *Le Libertaire* du 13 juillet 1919 reproduit un article signé Rhillon, "L'Avenir de la Révolution russe", dans lequel l'auteur déclare: "Toute liberté de discussion et de réunion, toute liberté de presse fut supprimée ; les moyens les plus abjects furent employés contre les opposants révolutionnaires."

Sébastien Faure était resté discret sur la répression anti-ouvrière en Russie pour ne pas donner d'arguments aux ennemis de la révolution, mais à partir du 19 décembre 1920 il publie une série d'articles publiés sous le titre *Mon opinion sur la dictature*⁵⁸, dans lesquels il attaque l'hégémonie du Parti communiste et l'idée de "période transitoire", en se fondant sur le constat qu'un parti qui exerce la dictature n'abandonnera jamais le pouvoir. Un système de répression est forcément pris dans une logique de renforcement permanent du pouvoir. C'est dans cet esprit que Sébastien Faure s'exprima le 11 février 1921: "En ce qui concerne la dictature, je m'étais personnellement promis de n'en rien dire, tant j'avais le désir de ne pas prononcer une parole, de ne pas écrire une ligne qui pût être prise pour une désapprobation."⁵⁹

Pour de nombreux militants, les soviets étaient apparus au début comme l'adaptation à la Russie des bourses du travail⁶⁰. Les comités d'usine n'étaient que la mise en application des principes du syndicalisme révolutionnaire. Le caractère particulier pris par la révolution à ses débuts, ainsi que l'éloignement, firent que beaucoup de militants étaient convaincus

57 Victor Serge Kibaltchiche, "Lettre de Russie", *Le Libertaire*, n°94, 7 novembre 1920.

58 Librairie sociale, 1921.

59 Cité par Maitron, *op. cit.*, p. 44.

60 Cf. Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Flammarion, 1969.

que les bolcheviks étaient des bakouniniens qui mettaient en place une authentique démocratie ouvrière à cent lieues du parlementarisme réformiste. Monatte pouvait ainsi écrire dans *L'Humanité* du 29 septembre 1920 que le soviétisme était “le frère de notre syndicalisme”. De même, dans un article de *La Vie ouvrière* du 10 septembre 1919 intitulé “Les idées dévastées”, Alfred Rosmer fait un parallèle entre la forme soviétiste et le syndicalisme révolutionnaire:

“Et la révolution russe, par la forme soviétiste qu'elle a revêtue et qui l'apparente si étroitement à ce qu'il [*le syndicalisme révolutionnaire*] avait conçu lui-même, ne devrait-elle pas lui être deux fois chère? Le Soviet local désigné par tous les travailleurs et par eux seuls, qui est le premier organe du nouveau régime, ne correspond-il pas au Conseil d'un Comité intersyndical ou d'une Bourse?” Pour Monatte, le système soviétique était le “frère de notre syndicalisme.”⁶¹

L'État et la Révolution de Lénine, dont la première traduction en français date de 1919⁶², et qui fut présenté comme l'expression de la doctrine léniniste de l'État, a sans doute considérablement contribué à accrédiéter la fable, qui frise l'escroquerie intellectuelle, d'un rapprochement avec les thèses anarchistes. Le livre de Lénine n'est qu'un recueil de textes de Marx tirés de *La Guerre civile en France*, livre qui lui-même est une escroquerie intellectuelle que Bakounine a qualifiée de “travestissement bouffon” de la pensée de Marx. *L'État et la Révolution* reste malgré tout assez subtil, dans la mesure où une lecture rapide du texte ne permet pas de percevoir, derrière des phrases en apparence “anarchistes”, la réintroduction en douce du pouvoir d'État. C'est ce qui explique que les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires ont accueilli favorablement le texte, qui a contribué à les convaincre du caractère libertaire de l'idéologie bolchevik, pour lequel l'État de transition commence à disparaître à peine créé.

Le livre de Lénine, dit Rosmer, fut “pour les révolutionnaires situés hors du marxisme orthodoxe, syndicalistes et anarchistes, une agréable révélation. Jamais pareil langage ne sortait de la bouche des marxistes qu'ils

61 *L'Humanité*, 29 septembre 1920.

62 Alfred Rosmer écrit que “quelques exemplaires d'un livre de Lénine intitulé: *L'État et la Révolution* étaient parvenus en France au début de 1920. C'était un livre extraordinaire et son destin était singulier: Lénine, marxiste et social-démocrate, était honni par les théoriciens des partis socialistes qui se réclamaient du marxisme: ‘Ce n'est pas du marxisme!’ s'écriaient-ils, c'est un mélange d'anarchisme, de blanquisme – du ‘blanquisme à la sauce tartare’, écrivait l'un d'eux pour faire un mot d'esprit.” (A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*.)

connaissaient. Ils lisaient et relisaient cette interprétation de Marx à laquelle ils n'étaient pas accoutumés".⁶³ Pour Joaquin Maurin, *L'État et la Révolution* était le livre qui créait un pont doctrinal qui reliait le bolchevisme au syndicalisme révolutionnaire et à l'anarchisme.⁶⁴ Les anarchistes, dit Jean Maitron, "virent dans la révolution de novembre 1917, leur révolution, celle dont ils rêvaient et qu'ils n'avaient pu jusqu'ici réussir, une révolution sans gouvernement, animée par ces conseils d'ouvriers, de paysans, de soldats réalisant une démocratie directe, les masses ne désignant pour les représenter que des 'commissaires du peuple' à tout instant révocables."⁶⁵ On mesure ainsi l'ampleur du décalage entre le mythe et la réalité, décalage qui ne peut pas manqué d'avoir affecté Gramsci.

Les militants syndicalistes révolutionnaires perçurent la constitution des soviets et le soutien que les bolcheviks y apportaient⁶⁶ comme un ralliement à leurs positions: ces instances n'étaient en somme qu'une application à la réalité russe des bourses du travail, toutes deux remplissant le même office: rassembler les travailleurs, et par extension la population laborieuse d'une localité sur des bases interprofessionnelles.

Au début de 1919 s'était créé en France un Parti communiste qui se déclarait section française de l'Internationale communiste, qui approuvait la "dictature momentanée du prolétariat" et ne comptait quasiment que des anarchistes. En décembre 1919 ce parti communiste se transforme en une Fédération communiste des soviets ayant une structuration fédérale. Inutile de dire que cette organisation ne fut pas reconnue par Moscou... Peu après l'arrestation de Monatte, le 3 mai 1920, pour complot contre la sûreté de l'État, la police arrêta des dirigeants de la Fédération communiste des soviets et d'un "Parti communiste", tous deux de tendance... anarchiste!

Le soutien à la révolution russe persista dans le mouvement anarchiste et syndicaliste révolutionnaire jusqu'en 1921, malgré l'expression de quelques réserves. Avec la fin de la guerre civile, les communications furent rétablies: des observateurs furent envoyés en Russie et les témoignages affluèrent. La répression prendra une telle ampleur en Russie que le *Libertaire* ouvrira en 1921 une rubrique intitulée "Dans les prisons russes"... Mais la Russie est assiégée par les troupes alliées et il faut malgré tout défendre la révolution. Les anarchistes français participent aux mouvements de protestation contre l'intervention des troupes alliées. Ce n'est qu'après la défaite de la contre-révolution que le silence sera rompu.

Hors de Russie, l'examen des positions prises par les militants révolutionnaires est confronté à une difficulté: quel est leur degré réel de

63 A. Rosmer, *Moscou sous Lénine*.

64 *España Libre*, 6 Nov. 1960, cité par W. Thorpe.

65 Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, II, p. 41.

66 Ils ignorant que les bolcheviks y avaient été opposés en 1905.

connaissance de la nature du système qui se met en place et sont-ils dupes, ou naïfs? En effet, les informations venant de Russie sont au début peu nombreuses et mythifiées. Dans le mouvement anarchiste et syndicaliste révolutionnaire français l'illusion s'est rapidement dissipée, mais elle fut un moment forte. La fracture définitive entre anarchistes et syndicalistes révolutionnaires d'une part, et communistes, se fit lorsque se posa la question de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge: le constat de l'impossibilité de travailler avec les communistes russe d'une part, les informations de plus en plus précises sur la répression contre les travailleurs en Russie aboutit à la création à Berlin, le 22 décembre 1922, de l'Association internationale des travailleurs seconde manière.⁶⁷

Ces quelques réflexions sur la réception de la révolution russe par le mouvement syndicaliste révolutionnaire et par les anarchistes français s'appliqueraient tout aussi bien à leurs équivalents italiens.⁶⁸ On comprend donc que les militants communistes italiens, et en particulier Gramsci, ne pouvaient pas ignorer le réalité de la société russe des années 1920 et des pratiques du gouvernement mis en place après le coup d'État d'octobre 1917. Il va de soi que les anarchistes ne sont pas plus intelligents que les communistes: si de nombreuses raisons peuvent expliquer les différences d'approche, il en est une qui me paraît essentielle: le parti-pris des intellectuels marxistes d'aborder les faits historiques d'un point de vue idéologique, alors que les anarchistes les abordent.

Concernant le point de vue de Gramsci. Deux faits doivent être pris en compte :

a) Ce que Gramsci et l'ensemble du mouvement ouvrier international pouvait savoir de la révolution russe correspondait à la phase initiale de la révolution, quasi libertaire : c'était l'époque des "Thèses d'avril" et du mot d'ordre "tout le pouvoir aux soviets", alors que la réalité de cette révolution dans sa phase bolchevique achevée est la liquidation totale de toute instance autonome de la classe ouvrière.

67 Arthur Lehning, *La naissance de l'Association internationale des travailleurs de Berlin : du syndicalisme révolutionnaire à l'anarchosyndicalisme*, <https://fr.anarchistlibraries.net/library/arthur-lehning-la-naissance-de-l-association-internationale-des-travailleurs-de-berlin-du-syndi>

68 Pour la réception de la révolution russe par les anarchistes italiens, voir: Giorgio Sacchetti: "Les anarchistes italiens et la révolution russe", article faisant partie d'un numéro thématique du *Monde libertaire* sur la révolution russe (n° 1790 du 4 juillet 2017) Cependant, dès 1918 on pouvait lire sous la plume de Luigi Fabbri: "Si les rapports des journaux ne sont pas totalement mensongers, on répète à Petrograd l'erreur de la Commune de Paris contre la liberté de la presse, et l'erreur de la première révolution française, la persécution des révolutionnaires qui ne sont pas tout à fait d'accord avec le gouvernement..." "I fatti di Russia", *L'Avvenire Anarchico*, 1918.

b) Ce que Gramsci pouvait savoir de Lénine, avant la prise du pouvoir, correspondait à une représentation totalement étrangère au corpus bolchevik produite par la publication de *L'État et la révolution*, qui est une mystification, une compilation de citations de Marx tirées de *La Guerre civile en France*, ouvrage qui est lui-même une mystification et dont Bakounine disait qu'il était un "travestissement bouffon" de la pensée de Marx.⁶⁹

En résumé, pour l'opinion ouvrière mondiale, la révolution des soviets apparaissait comme une révolution beaucoup plus proche de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire que du marxisme. Contrairement à ce que les dirigeants du Parti communiste italien ont voulu faire croire, Alastair Davidson montre qu'à la mi-1921, le nombre d'ouvrages de Lénine que Gramsci a pu lire était limité : Lénine était plus connu comme un révolutionnaire que comme un théoricien marxiste.⁷⁰

"Il semble, d'après une reconstruction historique, que le léninisme que Gramsci connaissait avant 1921 et qu'il acceptait était un léninisme 'soviétiste' (ou, comme le diraient les critiques, une déviation 'syndicaliste révolutionnaire' qui soulignait qu'une révolution se fait d'en bas par des masses d'hommes apprenant, dans la pratique, à s'organiser pour une action unie. Son Lénine était un homme qui n'a jamais perdu de vue 'la force motrice de toute activité politique et économique : la lutte des classes'. Cette lutte des classes — parce qu'elle n'a jamais perdu de vue 'le seul impératif catégorique chez Marx : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*' — se déroulait sous une forme particulière : à travers des conseils de travailleurs organisés sur les lieux de travail."

A. Davidson s'interroge : ce léninisme "soviétiste", tel qu'il est perçu à l'Ouest, est-il réellement du léninisme ? "Nous ne pouvons pas identifier le léninisme avec une conception de la révolution par en bas, avec un processus moléculaire de la formation de l'État ouvrier, que Gramsci place à la base de sa théorie du pouvoir", écrit Paolo Spriano.⁷¹

Christine Buci-Glucksmann écrit que Gramsci a adhéré avec enthousiasme à la Révolution russe, qui lui "paraît démentir tous les schémas critiques tirés dogmatiquement du *Capital*, tous les 'canons' du

69 Voir R. Berthier, "Sur *La Guerre civile en France* et sur *L'État et la révolution*, <https://monde-nouveau.net/spip.php?article780> et "A propos de *L'État et la révolution*" <https://monde-nouveau.net/spip.php?article303>

70 Alastair Davidson, "Gramsci and Lenin 1917-1922", [file:///C:/Users/berth/Downloads/titusland,+SR_1974_Davidson%20\(2\).pdf](file:///C:/Users/berth/Downloads/titusland,+SR_1974_Davidson%20(2).pdf)

71 Paolo Spriano, *Storia del Partito Comunista Italiano*, I, p. 62

‘matérialisme historique’.⁷² Il est vrai que la révolution russe elle-même dément le schéma marxiste classique, celui des Mencheviks, qui sont alors les *vrais* marxistes : en effet l’orthodoxie veut que le socialisme ne peut être instauré que lorsque les forces productives ont été suffisamment développées et que s’est constitué un prolétariat concentré, ce qui n’était évidemment pas le cas de la Russie. Les mencheviks étaient le courant du socialisme russe qui partageait ce point de vue; ajoutons que c’était également le cas de la plus grande partie des bolcheviks avant les “Thèses d’avril”. C’est Lénine qui dévie de l’orthodoxie : il a imposé au parti quelque peu éberlué la prise du pouvoir dans un contexte où aucune des conditions “objectives” définies par Marx ne permettait. Pour prendre le pouvoir, lui et les bolcheviks ont dû adopter le programme d’action des anarchistes (tout le pouvoir aux soviets), le programme agraire des socialistes révolutionnaires (la terre aux paysans) et le programme industriel des mencheviks (industrialiser le pays).

Glauco Bertani nous parle de “l’anti-autoritarisme” de Gramsci, qui serait différent de sa version libertaire car il s’identifie à l’autodiscipline, et par conséquent à la conscience de la nécessité. En quoi Bertani connaît mal Bakounine, qui identifiait la conscience de la nécessité à la liberté.⁷³ Selon Bertani, Gramsci rejette l’idée que la révolution russe soit de nature jacobine parce que si les bolcheviks ont conquis le pouvoir par la violence, leur objectif est de substituer à l’autoritarisme du tsarisme la liberté du peuple à travers le suffrage universel. L’article dans lequel Gramsci expose ces vues date du 29 avril 1917, c’est-à-dire pendant la révolution de février.

Le coup d’État bolchevik d’octobre 1917 et la dissolution de l’Assemblée constituante par un acte de force du 18-19 janvier 1918 n’atténueront pas sa conviction que les bolcheviks ne sont pas des jacobins. C’est ainsi qu’il écrit: Christine Buci-Glucksmann :

“Le prolétariat russe nous a offert un premier modèle de représentation directe des producteurs: les Soviets. Maintenant, la souveraineté est revenue aux Soviets. Définitivement ? ... Une minorité qui est sûre de devenir la majorité absolue, voire la totalité des citoyens, ne peut pas être jacobine, elle ne peut pas avoir comme programme la dictature perpétuelle. Elle exerce provisoirement la dictature pour permettre à la majorité effective de s’organiser, de prendre conscience de ses nécessités intrinsèques, et

72 Christine Buci-Glucksmann, *op. cit.*, p.149.

73 *Guerra e Rivoluzione, 1917-1921*, a cura di Glauco Bertani, <https://www.istoreco.re.it/wp-content/uploads/2017/08/GRAMSCI-GuerraRivoluzione-L.pdf>

d'instaurer son ordre en dehors de tout apriorisme, selon les lois spontanées de cette nécessité.”⁷⁴

L'argument est étonnamment idéaliste. On comprend que les soviets sont devenus souverains grâce à une minorité qui est “sûre de devenir la majorité absolue”, et que cette minorité ne peut pas envisager d'instaurer une “dictature perpétuelle”. Cette dictature n'a pour fonction que de donner le temps à la majorité de s'organiser. Comme si une minorité qui exerce une dictature n'aurait pas envie de conserver sa domination.

On voulu associer la pensée politique de Gramsci à celle de Lénine. Naturellement les événements révolutionnaires de Russie n'ont pas manqué de marquer le révolutionnaire italien mais dire, comme l'écrit Christine Buci-Glucksmann, que “la tâche historique ouverte par les effets conjugués de la guerre impérialiste et de la révolution bolchevique victorieuse trouva sa traduction concrète dans le mouvement des Conseils d'usine” mérite un examen critique.⁷⁵ Il est vrai que Gramsci partage avec Lénine l'affirmation de la lutte des classes, de la nécessité du parti, qu'il développe un concept d'hégémonie qui ferait écho aux idées léninistes; mais tout cela semble le minimum qu'on puisse exiger d'un communiste, tout simplement, et ces “rapprochements” s'appliquent à tous les courants marxistes. Quant aux Conseils d'usine italiens, qu'on pourrait rapprocher des soviets russes, la réalité (contestable) de leur filiation avec le léninisme se mesure *ex post* en ayant à l'esprit que les bolcheviks en Russie ont très rapidement exercé un contrôle totalitaire sur toute structure de classe telle que soviets, comités d'usine et syndicats.

Les intellectuels communistes ont la fâcheuse tendance à examiner ce que leurs auteurs ont dit en omettant ce qu'ils ont fait. Ainsi, on oublie que lorsque les premiers soviets sont apparus en 1905, le parti bolchevik s'est trouvé complètement dérouteré, à tel point que le comité du parti de Petersbourg ne trouva rien de mieux que d'adresser un ultimatum aux soviets: adopter le programme du parti ou se dissoudre. Un militant bolchevik, P. Mendeleïev, déclara: “Le Conseil des députés ouvriers ne saurait exister en qualité d'organisation politique et les social-démocrates devraient s'en retirer attendu qu'il nuit, par son existence, au développement du mouvement social-démocrate.”⁷⁶ En d'autres termes, le soviet fait double emploi avec le parti. Plus grave encore, il nuit au développement du parti. Dans un texte daté du 7 décembre 1905, Lénine écrit :

74 A. Gramsci, “Costituente e Soviet”, in *Il Grido del Popolo*, 26 gennaio 1918, ora in *Scritti giovanili*, pp. 160-161.

75 P. 143.

76 Cité par Oskar Anweiler, *Les soviets en Russie*. Gallimard, p. 95.

“Le comité exécutif du Soviet des députés ouvriers a décidé hier, 23 novembre, d’opposer un refus aux anarchistes qui demandaient à être représentés au Comité exécutif et au Soviet des députés ouvriers. Le comité exécutif lui-même a exposé comme suit les motifs de sa décision :

“1) d’après l’usage international, les anarchistes ne reconnaissant pas la lutte politique comme un moyen d’atteindre leur idéal, ne sont pas représentés dans les congrès et les conférences socialistes;⁷⁷

“2) toute représentation doit émaner d’un parti; or, les anarchistes ne forment pas un parti.”

Le soviet, une importation récente dans l’idéologie bolchevik, ressurgit en 1917. L’histoire de la révolution russe révèle le conflit permanent entre les formes organisationnelles naturelles du prolétariat, ses organisations de classe, créées par les besoins de la lutte ou par le besoin de survivre, et les groupements idéologiques, les partis, qui vont tenter en permanence d’en capter la force collective pour mettre en œuvre une politique décidée en dehors des organisations de classe. Il s’agit littéralement d’un conflit entre la société civile en construction et l’État en projet. Ce conflit allait très rapidement trouver son issue, dès la fin de 1918, par la subordination complète de la société civile et des institutions révolutionnaires à l’appareil d’État et au parti communiste. Cette subordination de la société civile, des institutions naturelles du prolétariat, se fit, dès le début, avec la violence la plus extrême.

“Le porteur de la science n’est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois : c’est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu’est né le socialisme contemporain, et c’est par eux qu’il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés...” La conscience socialiste est “un élément importé du dehors dans la lutte du prolétariat.”⁷⁸

“Les humeurs changeantes des travailleurs se répandent dans les rangs inférieurs du Parti. Des groupes d’opposition sont

77 Affirmation totalement fautive: après la fin de l’AIT dite “anti-autoritaire”, le courant fédéraliste, ou anarchiste était en quelque sorte “orphelin” d’Internationale et participa pendant des années aux congrès internationaux organisés par la social-démocratie, sans que cela ne pose de problème aux militants. Ce sont les dirigeants socialistes, en particulier les Allemands, qui s’efforcèrent par tous les moyens de les exclure et n’y parvinrent qu’en 1907 au congrès de Stuttgart.

78 Lénine, *Que faire?* Précisons que Lénine ne fait que paraphraser Kautsky.

nés et ont pris de la force. Leur mécontentement s'est aiguisé.”⁷⁹

Trotsky dénonce l'Opposition ouvrière lors du 10^e congrès du parti en mars 1921 parce qu'ils ont “placé le droit des ouvriers de faire élire leurs représentants au-dessus du Parti. Comme si le Parti n'avait pas le droit d'affirmer sa dictature, même si cette dictature était en conflit temporaire avec les humeurs changeantes de la démocratie ouvrière!”⁸⁰

Citons également Radek, qui se plaint de la classe ouvrière:

“Le parti est l'avant-garde politiquement consciente de la classe ouvrière. Nous en sommes maintenant au point où les ouvriers, à la fin de leurs épreuves, refusent désormais de suivre une avant-garde qui les mène à la bataille et au sacrifice... Devons-nous céder aux clameurs des travailleurs qui ont atteint les limites de leur patience mais qui ne comprennent pas leurs vrais intérêts comme nous le faisons ? Leur état d'esprit est maintenant franchement réactionnaire. Mais le parti a décidé que nous ne devons pas céder, que nous devons imposer notre volonté de vaincre à nos partisans épuisés et démoralisés.”⁸¹

Ces quelques déclarations de dirigeants bolcheviks (et il en existe bien d'autres), prononcées à une époque où Gramsci multipliait son soutien au régime soviétique, soulèvent une question : savait-il ce qui se passait réellement sur le terrain en Russie? En affirmant que pour Gramsci et le groupe d'*Ordine Nuovo*, le “léninisme” (ce terme étant significativement entre guillemets) coïncidait avec la nécessité d’“instaurer les bases d'un État de type nouveau, tel l'État des soviets, mais en partant d'une analyse de la réalité italienne”, Christine Buci-Glucksmann confirme que Gramsci faisait référence à une version mythifiée de la révolution russe, où les soviets demeuraient des soviets et non des simples chambres d'enregistrement des décisions du parti, et où toute voix discordante avait été éliminée.

Les principes d'autogestion et de démocratie directe sur lesquels se fondaient les conseils d'usine italiens, mais aussi les soviets et comités d'usine en Russie, ne concordaient ni avec le projet réel des bolcheviks, qui a toujours été la nationalisation pure et simple, ni avec la réalité de leurs pratiques: l'idée de donner aux travailleurs le pouvoir de gérer eux-mêmes

79 Léon Trotsky, lettre du 8 octobre 1923 au Comité central et à la Commission de contrôle centrale du Parti communiste russe.

80 Cité par Maurice Brinton, *The Bolsheviks and Workers' Control*, brochure de Solidarity Londres 1970, cité également par *Socialisme ou Barbarie*, 35, p. 119.

81 Cité par Robert Conquest, *The Great Terror*, Pelican Book, 1971, p. 24.

leur production et leurs conditions de travail s'inscrit plutôt dans la tradition anarchiste. Lénine quant à lui s'est abondamment exprimé contre l'auto-gouvernement des travailleurs, qui va à l'encontre d'une direction centralisée et du rôle dirigeant du parti.

Naturellement, on ne peut pas reprocher à Gramsci de ne pas avoir prévu les dérives totalitaires du régime soviétique et, comme les anarchistes français, faute d'informations venant de Russie jusqu'au début des années 1920, il a vécu dans l'illusion de la démocratie ouvrière en Russie. Rappelons qu'en France nombre d'anarchistes, sur la foi des déclarations de Lénine dans *L'État et la révolution*, ont cru qu'il était un bakouninien et que les soviets étaient l'équivalent russe des ¹⁸²

Gramsci lui-même vit dans la même illusion en écrivant dans *Démocratie ouvrière* que "le soviet est une forme universelle, ce n'est pas une institution russe, uniquement russe ; le soviet est la forme à travers laquelle, partout où se trouvent des prolétaires en lutte pour conquérir l'autonomie industrielle, la classe ouvrière manifeste sa volonté d'émancipation ; le soviet est la forme d'autogouvernement des masses ouvrières." Ainsi, en disant que le soviet – et, on peut le supposer, le conseil d'usine – est la forme *naturelle* d'organisation de la classe ouvrière en lutte, Gramsci "émancipe" de ce fait le soviet de toute filiation léniniste.

Faut-il rappeler que le concept de soviet était tellement étranger à la doctrine bolchevik que lorsque Lénine a parlé en avril 1917 de "tout le pouvoir aux soviets" les dirigeants du parti y étaient opposés et qu'il a dû menacer de démissionner pour qu'ils l'acceptent ; et qu'un vieux militant du parti, Goldenberg, accusa Lénine de bakouninisme : "La place laissée vacante par le grand anarchiste Bakounine est de nouveau occupée. Ce que nous venons d'entendre constitue la négation formelle de la doctrine social-démocrate et de toute la théorie du marxisme scientifique. C'est l'apologie la plus évidente qu'on puisse faire de l'anarchisme."⁸³

L'image d'un Gramsci prenant ses distances avec le bolchevisme, l'Internationale communiste et ses diktats, et préoccupé de garantir les spécificités locales et la liberté de parole doit être considérablement relativisée à l'examen de son attitude en tant que dirigeant du parti.

Luciano Atticiati écrit ce sujet :

"Antonio Gramsci a souvent été considéré comme un penseur autonome, loin du conformisme communiste et favorable à un certain degré de démocratie. Contrairement à ses écrits jusqu'en 1926, année de son incarcération, on note avec

82 Voir R. Berthier, *Octobre 1917, le Thermidor de la révolution russe*. Éditions du Monde libertaire.

83 Cité par David Shub, *Lénine*, Idées-Gallimard, p. 173.

évidence une tendance progressive vers l'idée d'un État et d'un parti fortement autoritaires, l'utilisation d'un style prolix et le recours à une terminologie forcée, typique de tout le monde communiste de ces années."

Atticiati ajoute que pour comprendre la pensée de Gramsci il faut faire référence à la naissance de la III^e Internationale et aux 21 conditions d'admission des partis à l'Internationale communiste, adoptées lors de son troisième congrès 1920. En tant que membre de la direction du Parti communiste italien, Gramsci a approuvé ces dispositions, qui imposaient la soumission absolue des partis membres, de leur presse et de toutes leurs instances aux injonctions de l'IC. On pouvait lire notamment : "Le parti communiste sera en mesure de remplir son devoir seulement s'il est organisé de la manière la plus centralisée possible, si une discipline de fer y domine." Ainsi écrira-t-il le 13 septembre 1919 dans *L'Ordine Nuovo* que "le Parti communiste ne peut avoir de concurrent dans le monde intime du travail".⁸⁴ De telles prises de position ont conduit très rapidement les communistes russes à liquider toute pensée divergente et à limiter la "démocratie ouvrière" à la seule voix du parti.

Gramsci plaide la formation d'un parti révolutionnaire en Italie qui "lutte pour l'avenir de la société communiste à travers l'État ouvrier, un parti homogène, cohérent, avec sa propre doctrine, sa tactique, sa discipline rigide et implacable. Les non-communistes révolutionnaires doivent être éliminés du parti."

La défaite remportée par la gauche avec l'occupation des usines par des groupes armés d'ouvriers (Gardes rouges) à l'été 1920 ne changea pas l'attitude de Gramsci sur la nécessité d'une organisation centralisée du prolétariat:

Dans un article sur le parti communiste, Gramsci déclare en 1920 que "la fraction communiste doit se constituer avec un appareil dirigeant organique et fortement centralisé, avec ses propres structures disciplinées dans tous les milieux où elle travaille."⁸⁵

Le Parti communiste d'Italie se constitue en janvier 1921 en tant que section de la Troisième Internationale. L'Internationale communiste ordonna quelques mois plus tard la formation de "Fronts unis" avec les socialistes, ce qui suscita d'intenses controverses chez les militants révolutionnaires. Cette stratégie, qui visait à établir des alliances avec d'autres forces de gauche, y compris des partis socialistes, a été perçue par certains comme un compromis avec des organisations considérées comme réformistes ou bourgeoises. En Italie, le secrétaire du parti, Amedeo

84 Gramsci, "Lo sviluppo della rivoluzione", *L'Ordine Nuovo*, 13 septembre 1919.

85 Gramsci, "Il partito comunista", *L'Ordine Nuovo*, 9 octobre 1920.

Bordiga, se montra très réticent envers cette stratégie. Gramsci, au contraire, estimait qu'il fallait respecter la hiérarchie du commandement ;: il écrit ainsi en 1924 :

“Les camarades de la Gauche contestent la discipline envers l'Internationale. Nous leur disons : Il ne suffit pas de déclarer qu'on est discipliné. Il faut respecter le plan de travail indiqué par l'Internationale”.⁸⁶

C'est une façon très claire d'indiquer que l'Internationale communiste n'est pas constituée de partis égaux entre eux mais de partis subordonnés aux impératifs de la politique de la direction du parti soviétique.

Après la constitution du Parti Communiste d'Italie–Section de la Troisième Internationale en janvier 1921, il y eut dans les mois qui suivirent immédiatement l'ordre de l'Internationale Communiste de recréer un front commun avec les socialistes, Le secrétaire du parti lui-même, Amedeo Bordiga, s'est montré très réticent à ce changement singulier. Antonio Gramsci estimait au contraire qu'il fallait respecter la hiérarchie de commandement et en 1924 il écrit:

Les camarades de la Gauche protestent contre leur discipline à l'Internationale. Nous leur disons : Il ne suffit pas de déclarer qu'on est discipliné. Il faut respecter le plan de travail indiqué par l'Internationale”.⁸⁷

En 1924 les communistes russes imposèrent des restrictions supplémentaires à l'autonomie des partis en ordonnant leur “bolchevisation”. Il s'agissait d'adapter les partis nationaux aux pratiques du parti bolchevik ; ils devaient adopter la structure centralisée du parti russe et une forte discipline impliquant un strict contrôle des décisions politiques et la soumission totale des militants à la direction de leur parti et une soumission tout aussi totale du parti à la direction de l'Internationale communiste. L'autre aspect de la bolchevisation consistait à prendre ses distances avec les partis social-démocrates considérés comme contre-révolutionnaires. La critique du “réformisme” s'accompagnait paradoxalement de la stratégie de “front uni” consistant à former des alliances circonstancielle avec les partis communistes et les mouvements progressistes pour lutter contre le fascisme et le capitalisme, l'idée étant d'attirer les masses réformistes vers les positions communistes.

Cette politique fut accueillie avec enthousiasme par Gramsci, qui écrit :

86 Gramsci 1924 “Conferenza di Como, Pubblicato per la prima volta nel “*Lo Stato operaio*”, 29 maggio 1924.

87 Gramsci 1924 “Conferenza di Como, Pubblicato per la prima volta ne “*Lo Stato operaio*”, 29 maggio 1924.

“La bolchevisation pour ce qu’elle a reflété dans le domaine organisationnel est une nécessité incontournable... Chaque communiste doit toujours sentir qu’il est subordonné à la volonté de son parti et doit juger tout du point de vue de son parti... Notre Parti a suffisamment développé le sens de la discipline, c’est-à-dire que chaque membre reconnaît sa subordination à l’ensemble du Parti, mais on ne peut pas en dire autant pour ce qui concerne les relations avec l’Internationale communiste.”⁸⁸

Dans cet article, Gramsci réaffirme les tendances intransigeantes de la gauche face à la “droite” communiste, qui préconise des initiatives avec d’autres groupes de gauche contre le gouvernement fasciste.

“Il existe une tendance de droite, dont les éléments, démoralisés par l’apparente domination du parti au pouvoir, désespérant que le prolétariat puisse rapidement renverser le régime dans son ensemble, commenceront à penser qu’il serait peut-être préférable d’adopter une tactique qui mène, sinon à un bloc bourgeois-prolétaire pour l’élimination constitutionnelle du fascisme, du moins à une tactique de passivité réelle, de non-intervention active de notre parti, qui permette à la bourgeoisie de se servir du prolétariat comme d’une masse de manœuvre électorale contre le fascisme.”⁸⁹

“Le fait que le pays se dirigeait vers une dictature n’inquiétait pas particulièrement le révolutionnaire sarde”, commente [Luciano Atticciati](#) dans son article. Gramsci rejetait catégoriquement toute forme d’accord entre les partis antifascistes : “Placée entre l’organisation sectaire ‘bordigienne’ et les formations politiques contre-révolutionnaires en déliquescence (maximalistes, [communistes] unitaires, aventiniens⁹⁰ et similaires), la classe ouvrière retomberait dans la passivité” écrit Gramsci.⁹¹

88 Gramsci, “La situazione interna del nostro partito ed i compiti del prossimo Congresso” [I cinque punti di Lenin per un buon partito bolscevico] Relazione al C.C. dell’11-12 maggio 1925; Pubblicato per la prima volta nel “*L’Unità*”, 3 luglio 1925.

89 *Ibid.*

90 Le terme “aventinien” a une résonance avec un épisode spécifique de l’histoire du Parti communiste italien. Dans les années 1920, après la montée du fascisme en Italie, certains membres de l’opposition, incluant des socialistes et des communistes, se sont retirés du Parlement en signe de protestation contre la violence et la répression exercées par le régime fasciste de Benito Mussolini. Ce retrait est connu sous le nom de “sécession aventinienne”.

91 Gramsci “Sull’operato del Comitato centrale del partito”, Pubblicato per la prima volta ne “*L’Unità*”, 20 dicembre 1925.

En 1925 se tint Lyon, en France, un congrès du Parti Communiste italien. Gramsci fut l'auteur d'un rapport connu sous le nom de "Thèses de Lyon" dans lequel on peut lire :

"Un compromis entre le fascisme et l'opposition bourgeoise est en cours et inspirera la politique de toute formation de 'centre' qui surgira des décombres de l'Aventin... La social-démocratie, bien qu'elle ait encore sa base sociale, en grande partie, dans le prolétariat quant à son idéologie et à la fonction politique qu'elle remplit, doit être considérée non comme une aile droite du mouvement ouvrier, mais comme une aile gauche de la bourgeoisie et, en tant que telle, doit être démasquée."⁹²

C'est dans ce contexte que la bolchevisation du Parti fut développée : "Il revient au Parti russe une fonction prédominante et dirigeante dans la construction d'une Internationale communiste... L'organisation d'un parti bolchevique doit être, à chaque moment de la vie du parti, une organisation centralisée, dirigée par le Comité central non seulement en paroles, mais dans les faits. Une discipline prolétarienne de fer doit régner dans ses rangs... ⁹³

"La centralisation et la cohésion du parti exigent qu'il n'existe pas en son sein de groupes organisés qui prennent le caractère de fraction. C'est en cela qu'un parti bolchevique se distingue profondément des partis social-démocrates."⁹⁴

Le thème du front unique, que l'Internationale communiste avait posé immédiatement après la fondation du Parti Communiste d'Italie, fut repris, mais avec une intention particulière : "La tactique du front unique comme action politique (manœuvre) destinée à démasquer des partis et groupes prétendument prolétariens."⁹⁵ Le même comportement ambigu envers les socialistes fut maintenu par la suite, en 1926, Gramsci écrit :

"Le camarade Lénine avait formulé la ligne de notre ancien parti comme une alliance avec la social-démocratie, non comme une fusion. La fusion viendrait plus tard, lorsque le processus de prédominance du regroupement communiste se

92 Gramsci, Tesi del III Congresso del Partito comunista d'Italia, <https://www.marxists.org/italiano/gramsci/26/01-lione.htm>

93 Tesi del III Congresso del Partito comunista d'Italia, Lyon, janvier 1926 (thèse 31)

94 *Ibid*, thèse 32

95 *Ibid*, thèse 42

serait développé à une échelle plus large dans le domaine de l'organisation du parti, de l'organisation syndicale et de l'appareil d'État, c'est-à-dire avec la séparation organique et politique des ouvriers révolutionnaires des chefs opportunistes.”⁹⁶

Dans le même article, Gramsci réaffirme l'idée d'un parti rigidement hiérarchisé :

“La soumission complète de toutes les énergies du parti ainsi socialement unifié à la direction du Comité central... L'autorité du Comité central, entre un congrès et l'autre, ne doit jamais être mise en question... Le parti ne souhaite pas permettre que l'on joue plus longtemps au fractionnisme et à l'indiscipline.”⁹⁷

Gramsci aborda le problème de l'association des luttes ouvrières avec celles des paysans d'une manière plutôt singulière : “Le seul organisateur possible de la masse paysanne du sud est l'ouvrier industriel, représenté par notre parti.”⁹⁸ Il n'est pas certain qu'expliquer aux paysans que la seule forme d'organisation à laquelle ils puissent s'associer doit se faire sous la forme d'une subordination aux ouvriers industriels soit la meilleure façon de les attirer.

Toujours en 1926, Gramsci écrit :

“Dans notre Motion, nous avons indiqué deux éléments fondamentaux : 1) l'existence dans le Parti d'une complète homogénéité idéologique, résultant d'un consensus actif sur le principe du marxisme révolutionnaire et du léninisme ; 2) l'existence et le respect par chaque camarade d'une discipline de travail de fer. (...) Dans un parti bolchevique, il ne doit pas exister de fractions et il ne doit pas non plus exister un état de fractionnisme caché, lequel détruit les bases de l'unité idéologique et d'action nécessaires au Parti.”⁹⁹

À plusieurs reprises, Gramsci se déclara opposé à des initiatives conjointes de la Gauche contre la dictature naissante :

96 Gramsci, “Cinque anni di vita del partito”, “*L'Unità*”, 24 febbraio 1926, <https://www.marxists.org/italiano/gramsci/26/02-partito.htm>

97 *Ibid.*

98 *Ibid.*

99 Walter Manfredo, *La Sinistra comunista e il Comitato d'Intesa*, https://www.academia.edu/29793285/Comitato_dIntesa

“Au début de la crise Matteotti, la déviation de droite était représentée par ces camarades qui pensaient que le Parti devait lier sa tactique à celle des oppositions bourgeoises... Dans le Parti, il y a des éléments de droite, réticents à notre politique, ou réticents à la discipline rigoureuse qui nous est propre, mais ce sont des individus dispersés, capables peut-être d’exprimer leur mécontentement sous forme de murmures et de commérages, mais incapables de se montrer au grand jour.”¹⁰⁰

Même face aux violences et à la coercition exercées sur les ouvriers et les paysans par le gouvernement de Lénine en Russie, Gramsci ne changea pas d’avis :

“Aucun parti et aucun prolétariat européen n’a réussi jusqu’à aujourd’hui et ne réussira pendant longtemps encore à accumuler un patrimoine aussi précieux que celui représenté par l’autorité et le prestige que le Parti russe s’est acquis au sein de l’Internationale des travailleurs. Ce n’est pas un patrimoine russe, mais celui de tout le prolétariat révolutionnaire. C’est un ennemi du prolétariat révolutionnaire celui qui le gaspille, que ce soit par légèreté ou pour favoriser sa lutte de fraction.”

Lorsque Gramsci écrit *en avril 1917* que la Révolution russe a “ignoré le jacobinisme”, c’est à la révolution de février qu’il fait allusion, c’est-à-dire une révolution qui n’est en rien marquée par le bolchevisme.¹⁰¹ Il poursuit d’ailleurs en disant que “la révolution russe a détruit l’autoritarisme et lui a substitué le suffrage universel, l’étendant même aux femmes”. On comprend que cette révolution russe-là n’a rien à voir avec celle qu’on connaît *ex post*, celle d’après Octobre. La révolution dont parle Gramsci en avril 1917 ne s’est pas inspirée des modèles politiques et organisationnels typiques du jacobinisme, qui se caractérise par un centralisme autoritaire et une concentration du pouvoir entre les mains d’un comité révolutionnaire ou d’une élite dirigeante – traits caractéristiques du bolchevisme.

Dans ses “Notes sur la révolution russe”, rédigées rappelons-le, bien avant le coup d’État des bolcheviks d’octobre, Gramsci pense que

100 Gramsci Circolare del Comitato esecutivo sulle modalità della discussione interna, circ N9, marzo 1925; cité dans *La sinistra comunista e il Comitato d’Intesa*,

101 Gramsci, “Note sulla rivoluzione russa”, *Il Grido del Popolo*, 29 avril 1917, S 2, p. 255-257.

<https://www.gramscionline.org/2021/11/07/antonio-gramsci-note-sulla-rivoluzione-russa/>

contrairement aux jacobins de la Révolution française qui ont cherché à imposer un modèle de gouvernement centralisé et souvent autoritaire au nom de la démocratie, les bolcheviks ont tenté de construire leur pouvoir en s'appuyant sur les conseils ouvriers et en cherchant à mobiliser les masses populaires. Cela reflète, à ses yeux, une approche plus décentralisée et une volonté de donner une voix aux travailleurs et aux paysans. Gramsci a eu connaissance des fameuses "Thèses d'avril" de Lénine, ainsi que de *l'État et la Révolution*, deux textes qui, chacun à sa manière, donne un vernis "libertaire" à sa pensée mais qui sont en réalité des mystifications. Évidemment, on ne peut pas lui reprocher de ne pas avoir anticipé la suite des événements...

"Lorsque Lénine arrive, (...) ses positions sont nettes: aucun appui au gouvernement; aucun rapprochement avec les autres partis; armement du prolétariat; tout le pouvoir aux soviets; la terre aux paysans. La quasi-totalité des 25 dirigeants bolcheviks s'oppose aux thèses d'avril de Lénine. Ses mots d'ordre sont en contradiction totale avec tout ce que les bolcheviks ont pu dire jusqu'alors. Le parti était alors opposé à l'idée d'un pouvoir exclusivement bolchevik. Lozovski et Riazanov dénoncent 'la politique catastrophique du Comité central' et 'le maintien d'un gouvernement purement bolchevik par le moyen de la terreur politique'. Les 'thèses d'avril', exposées par Lénine le 4 avril 1917 lors d'une réunion des bolcheviks et des mencheviks au palais de Tauride, et qui ont fourni la base des mots d'ordre à partir desquels les bolcheviks ont pris le pouvoir, ont été imposées au parti éberlué par Lénine. C'est à cette occasion-là que Goldberg, un bolchevik, s'exclama: 'La place laissée vacante par le grand anarchiste Bakounine est de nouveau occupée. Ce que nous venons d'entendre constitue la négation formelle de la doctrine social-démocrate et de toute la théorie du marxisme scientifique. C'est l'apologie la plus évidente qu'on puisse faire de l'anarchisme'."¹⁰²

Malgré son soutien initial à la révolution russe de 1917, Antonio Gramsci a reconnu certaines dérives du bolchevisme et de la politique soviétique. Dans ses *Cahiers de prison*, il exprime ses préoccupations concernant la centralisation du pouvoir, le manque de démocratie interne au sein du Parti communiste, et la tendance à l'autoritarisme qui pouvait se développer dans le contexte soviétique. Gramsci a également mis en

102 R. Berthier, *Octobre 1917, le Thermidor de la Révolution russe*, Éditions du Monde libertaire.

lumière la nécessité d'une approche plus démocratique et pluraliste dans la construction du socialisme, en insistant sur l'importance de la culture, de l'éducation et des mouvements sociaux. Il a souligné que la révolution ne devait pas se limiter à un changement de régime politique, mais devait également impliquer une transformation profonde des structures sociales et culturelles.

“Le ‘léninisme’ de Gramsci (en particulier dans sa phase précoce de la période du ‘Biennio rosso’, alors que les Thèses d’Avril et *l’État et la Révolution* de Lénine et le mot d’ordre ‘tout le pouvoir aux Soviets!’ jouaient un rôle central) semble être déterminé dans une large mesure par sa connaissance limitée de la réalité soviétique, identifiée par lui au gouvernement par les travailleurs et les citoyens (par exemple dans son article ‘Démocratie Ouvrière’. (...) l’usage du terme de ‘dictature du prolétariat’ dans ce contexte, correspond au concept du règne des producteurs ou de la démocratie ouvrière, comme cela apparaît évident dans plusieurs de ses écrits. La conception gramscienne de ‘l’État’ socialiste est radicalement différente de la machine d’État exploiteuse, qu’elle soit capitaliste ou bureaucratique-collectiviste, considérée par lui comme inutilisable pour le nouvel ordre social. Pourtant, il est facile de critiquer Gramsci pour son suivisme partiel par rapport au jeune État soviétique et au parti bolchevique et plus particulièrement son manque de position critique envers la théorie et la pratique du de l’Internationale communiste.”¹⁰³

Le fait que Gramsci ait perçu la révolution russe comme l’antipode du modèle jacobin est normal. Dans ses “Notes sur la Révolution russe”, il ne voit pas dans les événements de Russie une Révolution française nouvelle manière mais un acte prolétarien. Il s’aligne sur les bolcheviks: dans un article du 28 juillet 1917, “I massimalisti russi”, il affirme son soutien à Lénine. Comme les jacobins, les “maximalistes” [c’est-à-dire les bolcheviks] représentent la garantie que la révolution ne s’interromprait pas.

Après le coup d’État d’Octobre, le point de vue de Gramsci évolue. Il écrit un curieux article, “La Révolution contre le Capital”. Le *Capital* dont il s’agit est le livre de Marx. Dans la préface de 1867 au *Capital*, Marx affirmait que les nations où le capitalisme était plus développé pavaient le chemin pour les moins développées. Or la révolution russe donnait un démenti éclatant à Marx. A ce moment-là, les vrais marxistes étaient les

103 Dan Jakopovich, “La Révolution et le parti dans la pensée de Gramsci, une actualisation”, *Inprecor*, 1 septembre 2008.

mencheviks, qui affirmaient la nécessité que se forme une bourgeoisie et que se constitue une société industrielle développée avant que le socialisme devienne possible.

Les maximalistes, qui avaient été les garants que “la course vers le futur ne s'arrête pas”, se sont maintenant emparés du pouvoir. Et ils ont “stabilisé leur dictature”.

“La révolution bolchevique est davantage nourrie d'idéologies que de faits (c'est pourquoi, au fond, nous ne tenons guère à en savoir plus que ce que nous savons déjà). C'est la révolution contre *Le Capital* de Karl Marx. *Le Capital* de Marx était, en Russie, le livre des bourgeois plutôt que celui des prolétaires. Il démontrait de manière critique la nécessité fatale pour la Russie de former une bourgeoisie, d'entrer dans l'ère capitaliste, d'instaurer une civilisation de type occidental, avant que le prolétariat ne puisse même songer à sa revanche, à ses revendications de classe, à sa révolution. Les faits ont dépassé les idéologies. Les faits ont fait éclater les schémas critiques dans lesquels l'histoire de la Russie aurait dû se dérouler selon les canons du matérialisme historique. Les bolcheviks renient Karl Marx, ils affirment, par le témoignage de leur action, de leurs conquêtes, que les canons du matérialisme historique ne sont pas aussi féroces qu'on pourrait le penser et qu'on l'a pensé.”¹⁰⁴

Gramsci conclut que les révolutionnaires qui suivent Lénine ne sont pas “marxistes” – il met le mot entre guillemets – au sens strict du terme. Tout en niant certaines affirmations du *Capital*, les bolcheviks ne rejettent pas la pensée marxiste vivante, qui dépasse les dogmes et qui est – selon Gramsci – “la continuation de la pensée idéaliste italienne et allemande qui chez

104 Publié dans *Avanti*, 24 novembre 1917 et dans *Il Grido del Popolo* le 5 janvier 1918.

En réalité Marx avait modifié sur le tard son point de vue sur cette question:

– en 1877 il écrit à un correspondant russe, Mikhaïlovski, que c'est une erreur de transformer son “esquisse de la genèse du capitalisme dans l'Europe occidentale en une théorie historico-philosophique de la marche générale fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques où ils se trouvent placés” (Pléiade III, 1555).

– en 1881 il écrit à Vera Zassoulitch que la “fatalité historique” de la genèse de la production capitaliste est expressément restreinte aux pays de l'Europe occidentale” (Pléiade, II, 1559).

C'était là, de la part de Marx, un hommage posthume – et involontaire – à Bakounine, qui disait que la logique du développement historique de la Russie ne suivait pas les mêmes lois que celle de l'Europe occidentale.

Marx a été contaminée par des incrustations positivistes et naturalistes”. Pour cette pensée, le facteur suprême de l’histoire n’est pas l’économie brute, mais l’homme et sa société. Les interactions humaines créent une volonté sociale collective qui façonne et adapte les faits économiques à ses propres désirs, devenant ainsi le moteur dynamique de la réalité. Gramsci nous livre ici sa propre interprétation du marxisme.

Marx a “prévu le prévisible”, mais il n’a pas pu prévoir l’ampleur et les conséquences de la guerre européenne, notamment son impact en Russie.

Pour justifier la pertinence de la révolution en Russie Gramsci nous explique qu’il n’y a pas de raison d’attendre que la Russie ait atteint le niveau de développement de l’Angleterre pour construire le socialisme: il bénéficie de l’expérience du prolétariat des autres pays grâce à la “prédication socialiste” qui a “créé la volonté sociale du peuple russe” et l’a mis “en contact avec les expériences des autres prolétaires”. Le peuple russe n’a donc pas besoin de passer par les mêmes phases historiques qui ont créé le capitalisme anglais car il a “traversé ces expériences par la pensée” et il s’en sert aujourd’hui, “comme il se servira des expériences capitalistes occidentales pour se mettre rapidement à la hauteur de la production du monde occidental”. Gramsci donne l’exemple de l’Amérique du Nord, qui est “capitalistiquement plus avancée que l’Angleterre, parce qu’en Amérique du Nord les Anglo-Saxons ont commencé d’un coup à partir du stade où l’Angleterre était arrivée après une longue évolution.” Aussi le prolétariat russe commencera son histoire “à partir du stade maximal de production auquel est arrivée l’Angleterre aujourd’hui” et les révolutionnaires créeront les conditions nécessaires “la réalisation de leur idéal.

Gramsci anticipe ici les thèses que développera Trotski en 1930 dans *La Révolution permanente* sur la loi du développement combiné, selon laquelle chaque société n’évolue pas dans un vase clos, qu’elle est influencée par le contact des autres qui la pousse à évoluer. Une société en retard sur le plan économique peut, sous l’influence d’une autre, voir apparaître en son sein des modes de production et des rapports sociaux nouveaux, sans avoir à passer par toutes les étapes que la première a dû franchir.

Le jacobinisme

Tout en étant un modèle d’engagement révolutionnaire, le jacobinisme est également un sujet de critique pour Gramsci. Il représente un effort pour établir un État unifié et moderne, capable de représenter les intérêts des classes populaires, mais il est aussi perçu comme un mouvement qui, dans sa quête de centralisation, a souvent réprimé les voix dissidentes et les pluralismes politiques, conduisant ainsi à une forme de domination qui aliène davantage ceux qu’il prétendait libérer.

Gramsci écrit dans les années 1920 et 1930, une période marquée par des luttes sociales et politiques intenses en Europe, notamment en Italie où le fascisme est en ascension. Emprisonné par le régime fasciste en 1926, cela lui permet de réfléchir à la stratégie révolutionnaire dans des conditions d'oppression. C'est dans ses *Cahiers de prison*, qu'il développe sa réflexion sur la théorie politique, le rôle de l'État et la culture.

Le jacobinisme émerge pendant la Révolution française (1789-1799) avec les Jacobins, qui prônent des idéaux de démocratie, d'égalité et de souveraineté populaire. Ils sont souvent associés à des mesures radicales, telles que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, mais aussi à des pratiques autoritaires comme la Terreur.

Cependant le jacobinisme, en insistant sur une centralisation autoritaire, peut échouer à établir une véritable Hégémonie car il impose des idées sans créer de consensus. C'est pourquoi Gramsci critique la tendance jacobine à centraliser le pouvoir, arguant que cela peut mener à une forme de dictature. Au lieu d'une centralisation rigide, il favorise une approche décentralisée qui permet aux mouvements populaires de se développer et de s'affirmer.

Gramsci défend une conception de la démocratie qui va au-delà de la simple participation électorale. Il prône une démocratie active, où les citoyens sont impliqués dans la construction des politiques qui les concernent. Le jacobinisme, selon lui, peut réduire la démocratie à une simple formalité en négligeant les processus de participation populaire.

Accordant une grande importance à la culture dans la lutte pour **l'hégémonie**, il critique le jacobinisme pour sa tendance à imposer une culture unifiée qui peut éclipser les cultures locales et les expressions populaires. Au lieu d'une imposition, il appelle à une révolution dans la culture qui valorise les traditions et les expériences des classes populaires; plaide pour une éducation qui favorise la pensée critique et l'autonomie des individus.

Les conceptions de Gramsci sur le jacobinisme révèlent une critique profonde des approches autoritaires et centralisées dans la lutte politique. En insistant sur l'importance de **l'hégémonie**, de la culture et de la participation populaire, il propose un modèle alternatif qui valorise la diversité et l'engagement des classes subalternes.

Gramsci nous invite à réfléchir à la manière dont les mouvements sociaux peuvent construire une véritable Hégémonie en intégrant les voix et les expériences des différents groupes, plutôt que de recourir à des stratégies imposées de manière autoritaire.

Le “Nouveau prince”

Le concept de “Nouveau Prince” chez Antonio Gramsci s’inspire de la réflexion de Nicolas Machiavel sur le pouvoir et la gouvernance. Gramsci considère que Machiavel a révélé des techniques politiques pertinentes non seulement pour les “groupes dirigeants conservateurs”, mais également pour les révolutionnaires qui cherchent à instaurer un nouveau type de société. Dans *Le Prince*, Gramsci décrit les stratégies qu’un dirigeant doit adopter pour acquérir et maintenir le pouvoir. Il voit dans ces stratégies une pertinence contemporaine, car elles peuvent être adaptées et utilisées par ceux qui aspirent à renverser l’ordre existant.

Gramsci souligne que la compréhension machiavélienne du pouvoir n’est pas intrinsèquement immorale, qu’elle peut être employée à des fins progressistes et émancipatrices, en s’appuyant sur une analyse pragmatique des dynamiques sociales et politiques.

Contrairement à la vision machiavélienne d’un prince individuel, le “nouveau prince” de Gramsci est un “être collectif”, incarné par un parti politique. Ce parti est appelé à fonder un nouveau type d’État, qui ne se contente pas de reproduire les structures de pouvoir existantes, mais qui s’efforce d’émanciper les classes subalternes.

Ce “Nouveau Prince” représente donc l’unité et l’organisation des différentes forces sociales, en se posant comme un acteur capable de rassembler les aspirations des masses. Il incarne en particulier l’“intellectuel collectif”, une notion centrale dans la pensée gramscienne. Les intellectuels collectifs émergent des classes populaires et, grâce à leur expérience et à leur engagement, sont en mesure d’articuler les luttes et les besoins de ces classes.

Gramsci insiste sur l’importance d’une direction politique qui soit enracinée dans la réalité vécue des travailleurs, plutôt que d’être déconnectée comme cela peut l’être dans les élites traditionnelles.

Au sein de ce “Nouveau Prince”, il y a des “capitaines”, qui sont les leaders du parti, responsables de la centralisation et de la coordination des efforts révolutionnaires. Ils ont la responsabilité de maintenir la cohésion et la centralisation sans tomber dans l’autoritarisme.

L’“armée diffuse” est une métaphore qui décrit les “hommes communs”, c’est-à-dire les masses populaires qui, bien que n’étant pas des leaders, jouent un rôle essentiel dans le soutien et la mise en œuvre des idées du parti. Cette armée, qui incarne la force collective des masses, est composée de travailleurs, de paysans et d’autres segments de la population qui doivent être mobilisés et engagés dans le processus révolutionnaire.

Il existe aussi des éléments intermédiaires qui assurent le lien entre les capitaines et les masses: ils jouent un rôle de médiation, à la fois moral et intellectuel, facilitant la communication et la compréhension mutuelle entre les différents niveaux de l’organisation. Ces éléments intermédiaires

peuvent inclure des militants, des éducateurs, et des organisateurs communautaires qui œuvrent à la conscientisation et à la formation politique des masses. Gramsci insiste sur la nécessité de la formation militante pour que ces individus soient capables d'articuler et de défendre les intérêts des classes subalternes dans le processus de changement social.

Ainsi, le concept de "Nouveau Prince" chez Gramsci représente une relecture de la pensée machiavélienne à travers le prisme des luttes de classes et de la nécessité d'un changement social radical. En plaçant le parti comme un acteur collectif, Gramsci souligne l'importance de l'organisation et de la direction tout en préservant le lien avec les masses. Le "nouveau prince" transcende l'idée d'un pouvoir centralisé et autoritaire pour proposer un modèle d'organisation politique qui privilégie la collectivité, la participation des masses et la construction d'une hégémonie culturelle. En adaptant les leçons de Machiavel, Gramsci ouvre la voie à une réflexion sur la manière de construire un mouvement révolutionnaire efficace, capable de répondre aux aspirations des classes opprimées tout en naviguant dans le paysage politique complexe de son époque.

Consensus à la domination: le rôle de l'idéologie

L'idée de consensus à la domination chez Antonio Gramsci est un concept central dans sa théorie de l'hégémonie, qui explore comment les classes dominantes maintiennent leur pouvoir non seulement par la force, mais aussi par le consentement des classes subalternes. La société civile est le lieu où se construit le consensus, c'est à ce niveau que les idées dominantes sont diffusées et que les individus intègrent ces idées dans leur quotidien.

Gramsci accorde une grande importance au rôle des intellectuels dans la formation du consensus et dans la constitution de l'hégémonie. Il distingue entre:

- Les intellectuels traditionnels, qui servent les classes dominantes et qui, par leur position, soutiennent l'ordre établi et les valeurs des classes dominantes. Ils sont souvent perçus comme des experts et des figures d'autorité: "Chaque groupe social, né sur le terrain originel d'une fonction essentielle dans le monde de la production économique, crée ensemble, de manière organique, une ou plusieurs classes d'intellectuels qui lui confèrent homogénéité et conscience de sa fonction non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans les domaines social et politique."¹⁰⁵

105 Gramsci, *Quaderni del carcere*, III, Einaudi, p.1531.

• Et les intellectuels organiques qui émergent des classes subalternes et qui travaillent à articuler leurs intérêts et aspirations. Ils jouent un rôle essentiel dans la création d'une contre-hégémonie; Ils articulent les aspirations et les luttes des classes populaires, contribuant ainsi à développer une conscience collective. Contrairement aux intellectuels traditionnels, souvent déconnectés des réalités des masses, les intellectuels organiques sont enracinés dans leur communauté et s'efforcent d'articuler les besoins et les aspirations de leur classe. Pour Gramsci, l'éducation et la culture sont des champs de bataille essentiels. Les intellectuels organiques doivent s'engager dans le processus éducatif pour élever la conscience politique des masses, leur permettant ainsi de reconnaître leur oppression et de se mobiliser pour le changement. Cela nécessite un dialogue constant entre les intellectuels et les masses, favorisant une dynamique de participation et d'engagement.

Dans le Cahier 12, Gramsci pose la question de savoir si les intellectuels constituent un groupe autonome ou si chaque groupe social a son propre noyau d'intellectuels. Il pense que chaque classe produit ses propres intellectuels, qui ont un rôle spécifique dans l'organisation de l'hégémonie sociale et politique de la classe à laquelle ils sont rattachés. La classe dominante dispose des moyens pour former et entretenir une hiérarchie d'intellectuels qui contribuent au fonctionnement du pouvoir.

Les intellectuels "organiques" issus des classes subalternes sont essentiels pour créer un contre-consensus qui peut défier **l'hégémonie** dominante. Ils jouent un rôle clé dans la conscientisation des classes subalternes. Ils participent à la création d'un débat public et à l'élaboration de nouveaux discours qui peuvent contester les valeurs dominantes.

“Le rapport entre les intellectuels et le monde de la production n'est pas immédiat, comme cela se produit pour les groupes sociaux fondamentaux, mais il est 'médié', à des degrés divers, par tout le tissu social, par l'ensemble des superstructures, dont les intellectuels sont précisément les 'fonctionnaires'. On pourrait mesurer 'l'organicité' des différentes strates intellectuelles, leur plus ou moins étroite connexion avec un groupe social fondamental, en fixant une gradation des fonctions et des superstructures de bas en haut (de la base structurelle vers le haut). On peut, pour l'instant, fixer deux grands 'plans' superstructurels, celui que l'on peut appeler de la 'société civile', c'est-à-dire de l'ensemble des organismes vulgairement dits 'privés' et celui de la 'société politique ou État' et qui correspondent à la fonction d' 'hégémonie' que le groupe dominant exerce dans toute la société et à celui de 'domination directe' ou de

commandement qui s'exprime dans l'État et le gouvernement 'juridique'.¹⁰⁶

La théorie des intellectuels engendre une révision de la conception de l'État commune à la fois à la pensée libérale et au marxisme. L'État, selon Gramsci, résulte de l'"unité de la société politique et de la société civile" et repose sur un "équilibre de compromis" entre les groupes sociaux.

"Le fait de l'hégémonie suppose indubitablement qu'on tienne compte des intérêts et des tendances des groupes sur lesquels l'hégémonie sera exercée, qu'il se forme un certain équilibre de compromis, c'est-à-dire que le groupe dirigeant fasse des sacrifices d'ordre économique-corporatif..."¹⁰⁷

Mais Gramsci précise que de tels sacrifices (concessions) "ne peuvent s'appliquer à l'essentiel", c'est-à-dire que le capital cède un peu pour préserver l'essentiel. Le lieu le plus emblématique du lien entre la conception de l'État et la théorie des intellectuels est la lettre à Tania Schucht du 7 septembre 1931, dans laquelle, accédant aux demandes insistantes de Piero Sraffa qui le pressait pour connaître les développements de sa réflexion, Gramsci écrit :

"L'étude que j'ai menée sur les intellectuels est très vaste dans sa conception et, en réalité, je ne pense pas qu'il existe en Italie des ouvrages sur ce sujet. [...] d'ailleurs, j'étends beaucoup la notion d'intellectuel et ne me limite pas à la notion courante qui se réfère aux grands intellectuels. Cette étude conduit aussi à certaines déterminations du concept d'État qui est habituellement entendu comme société politique (ou dictature ou appareil coercitif pour conformer la masse populaire selon le type de production ou l'économie d'un moment donné) et non comme un équilibre de la Société politique avec la Société civile (ou hégémonie d'un groupe social sur l'ensemble de la société nationale exercée à travers les organisations dites privées, telles que l'église, les syndicats, les écoles etc.) C'est précisément dans la société civile que les intellectuels opèrent en particulier."¹⁰⁸

La révision du marxisme opérée par Gramsci concerne avant tout le "marxisme officiel" focalisé sur le lien unilatéral et mécanique entre l'État

106 Gramsci, *Quaderni del carcere*, Einaudi, III 1518-1519.

107 Gramsci, "Notes sur Machiavel" in *Lettere del carcere*, Einaudi vol. 3, p. 1591.

108 Lettera a Tania Schucht, 7 septembre 1931, *Lettere dal carcere*, a cura di Francesco Giasi, con la collaborazione e i contributi di Maria Luisa Righi, Eleonora Lattanzi e Delia Miceli, Collezione *I Millenni*, Torino, Einaudi, 2020

et la classe dominante, c'est-à-dire la conception de l'État comme une "dictature de classe" tant pour la bourgeoisie capitaliste que pour le prolétariat moderne. Dans une célèbre note intitulée "La conception de l'État selon la productivité (fonction) des classes sociales", Gramsci écrit :

"La conception de l'État selon la fonction productive des classes sociales ne peut être appliquée mécaniquement à l'interprétation de l'histoire italienne et européenne depuis la Révolution française jusqu'au XIX^e siècle. Bien qu'il soit certain que pour les classes fondamentales productives (bourgeoisie capitaliste et prolétariat moderne) l'État n'est concevable que comme forme concrète d'un monde économique déterminé, d'un système de production déterminé, il n'est pas dit que le rapport du milieu et de la fin soit facilement déterminable et prenne l'aspect d'un schéma simple et évident à première vue. [...] On pose le problème complexe des rapports des forces internes du pays donné, du rapport des forces internationales, de la position géopolitique du pays donné."¹⁰⁹

Le rappel au "rapport des forces internationales" apporte une nouvelle dimension à la vision gramscienne de l'histoire contemporaine en introduisant le principe d'interdépendance. Ce principe, déjà présent dans la dynamique interne de l'État pour réguler les relations entre les classes, se distingue particulièrement dans le contexte des relations internationales. Cela permet de reconsidérer le concept d'hégémonie et de critiquer le caractère anachronique de la "révolution en permanence", concept hérité de 1848 et qui ne correspond plus aux réalités politiques d'une économie mondiale unifiée. "La formule [de la 'révolution en permanence'", écrit Gramsci "est propre à une période historique où n'existaient pas encore les grands partis politiques de masse et les grands syndicats économiques et où la société était encore, pour ainsi dire, dans un état de fluidité à bien des égards".¹¹⁰

Gramsci évoque également "l'autonomie accrue des économies nationales par rapport aux rapports économiques du marché mondial", et observe que "dans la période après 1870, avec l'expansion coloniale européenne, tous ces éléments changent, les rapports organisationnels internes et internationaux de l'État deviennent plus complexes et massifs, et la formule quarante-huitarde de la 'révolution permanente'.est élaborée et dépassée en science politique dans la formule d'hégémonie civile".¹¹¹

109 Gramsci, *Quaderni del carcere*, vol II, Einaudi, p. 1359-1360.

110 Gramsci, *Quaderni del carcere*, vol III, Einaudi, p. 1566.

111 *Ibid.*

Giuseppe Vacca écrit que au-delà du lien entre société politique et société civile, le lien national et international est décisif dans la conception de l'État après 1870. Si le terrain de la lutte pour l'hégémonie est national, dit-il, "la lutte se décide en fonction des différentes combinaisons possibles de politique intérieure et politique internationale, et prévalent les forces capables d'envisager les 'combinaisons' les plus avantageuses." Le lien national-international rentre donc dans la définition de l'État comme équilibre entre les groupes sociaux qui le composent, car l'exercice de l'hégémonie ne peut se dissocier de l'interdépendance qui définit les relations entre les nations dans le monde actuel. Cela ne peut être ignoré ni en tant que contrainte, ni comme une opportunité de propager à l'extérieur les valeurs éthiques et civiques sur lesquelles elle repose.¹¹²

Ainsi, le point d'arrivée de la conception gramscienne de l'État est éloigné aussi bien du "marxisme officiel" que du contractualisme libéral : l'État est pour Gramsci "tout l'ensemble des activités pratiques et théoriques par lesquelles la classe dirigeante non seulement justifie et maintient sa domination, mais parvient à obtenir le consensus actif des gouvernés".¹¹³

"Alors qu'au Moyen Âge, une alliance entre les prolétaires et le peuple était possible, et plus encore, le soutien des prolétaires à la dictature d'un prince, rien de tel n'existait dans le monde classique pour les esclaves. L'État moderne remplace le blocage mécanique des groupes sociaux par leur subordination à l'hégémonie active du groupe dirigeant et dominant, abolissant ainsi certaines autonomies, qui renaissent cependant sous une autre forme, comme les partis, les syndicats, les associations culturelles. Les dictatures contemporaines abolissent légalement ces nouvelles formes d'autonomie et s'efforcent de les intégrer dans l'activité de l'État : la centralisation légale de toute la vie nationale entre les mains du groupe dominant devient 'totalitaire'."¹¹⁴

Cependant, il ne faut pas croire que cette unité soit seulement juridique et politique, même si cela a son importance. L'unité historique essentielle vient des relations entre l'État ou la société politique et la "société civile". Les classes subalternes, par définition, ne sont pas unifiées et ne pourront le devenir que si elles accèdent au statut d'"État". Leur histoire est donc liée à

112 Giuseppe Vacca, "La filosofia della praxis di Antonio Gramsci", <http://educa.fcc.org.br/pdf/educfil/v28n56/v28n56a03.pdf>

113 A. Gramsci, *Quaderni del carcere*, Vol. III, Einaudi, Torino 1975, p. 1765.

114 *Lettere del carcere*, III, Einaudi, p. 2287.

celle de la société civile, formant une partie disjointe et discontinue de cette histoire et, à travers cela, de l'histoire des États ou des groupes d'États.

Le passage de la domination à la construction du consensus est un processus complexe. Gramsci souligne que les classes dominantes doivent constamment travailler à maintenir ce consensus, car il est fragile et peut être remis en question. Les dominants utilisent des stratégies telles que la manipulation des idéologies, l'éducation et la culture pour s'assurer que leur vision du monde est perçue comme naturelle et légitime.

Bakounine avait écrit que si l'État, c'est la force qui a pour lui le droit de la force, cet argument ne suffit pas à la longue: pour pouvoir imposer le respect, l'État a besoin d'une "sanction morale quelconque": "Il faut de plus que cette sanction soit tellement évidente et simple qu'elle puisse convaincre les masses qui, après avoir été réduites par la force de l'État, doivent être amenées maintenant à la reconnaissance morale de son droit."¹¹⁵ Pour le révolutionnaire russe, la fonction de l'idéologie est d'obtenir l'acquiescement des opprimés: l'idéologie se voit ainsi assigner une double tâche :

- la dépréciation de la classe dominée, qui doit avoir d'elle-même une image partielle, fausse, qui confirme sa condition subordonnée ;
- l'exaltation de la classe dominante à qui on doit fournir une bonne conscience à bon compte ainsi qu'une justification de sa domination.

Cette double tâche revient évidemment à des spécialistes qui maîtrisent l'instrument permettant de l'accomplir : le langage. Ils sont ainsi désignés par Bakounine : théologiens, politiciens, juristes, avocats, prêtres de la religion juridique, métaphysiciens ; tels sont les "représentants officiels et officieux de toutes ces belles abstractions", et ils concourent avec une efficacité plus grande que celle de la force brutale à maintenir les masses dans l'acceptation de leur sort.

L'idée de consensus à la domination chez Gramsci offre un cadre analytique permettant de comprendre les mécanismes de pouvoir dans la société. En mettant en lumière la manière dont le consentement est construit et maintenu, il nous invite à réfléchir sur les dynamiques de l'hégémonie, sur le rôle de la culture et des intellectuels, ainsi que sur les possibilités de résistance et de transformation sociale.

115 Bakounine, *Œuvres*, Paris, Champ libre, tome VIII, 143. En lui-même, le pouvoir, pour reprendre les termes de Pierre Legendre, est "un fait sauvage, quelque chose comme un fait brut, et son discours s'adresse à des brutes" (*Jouir du pouvoir*, Éditions de Minuit, 1976, p. 153).

Gramsci aborde la question des crises de l'hégémonie, lors desquelles les valeurs et les institutions dominantes sont remises en question, peuvent ouvrir des espaces pour des transformations sociales et politiques:

“Si science politique signifie science de l'État et si l'État est l'ensemble des activités pratiques et théoriques par lesquelles la classe dirigeante non seulement justifie et maintient sa domination mais parvient aussi à obtenir le consensus actif des gouvernés, il est évident que toutes les questions essentielles de la sociologie ne sont rien d'autre que des questions de science politique. S'il subsiste un résidu, il ne peut s'agir que de faux problèmes, c'est-à-dire des problèmes oiseux.”¹¹⁶

Giuseppe Vacca nous dit que c'est à partir de la rédaction des *Cahiers de prison* que Gramsci élabore une pensée politique systématique et qu'il entreprend une “profonde révision du marxisme”, une “réélaboration originale de la philosophie que Marx n'avait pu ou voulu développer, condensant son noyau fondamental en quelques formules”. Il s'agissait de combattre le scientisme positiviste qui caractérisait le marxisme soviétique, que Gramsci critiquait en tant que “divagations d'esprits étroits et mesquins, qui, par leur position dogmatique, ne parviennent qu'à se maintenir non pas dans le domaine scientifique, mais dans la bibliographie marginale des sciences”.¹¹⁷ IL ajoute, avec un peu de malice croirait-on: “Une forme de pensée figée est le plus grand danger dans ces questions : il vaut mieux préférer une certaine désinvolture désordonnée à la défense philistine des positions culturelles établies.”

Lorsque le consensus des classes subalternes commence à se fissurer, cela peut entraîner des crises politiques et sociales. Ces moments sont propices à l'émergence de nouveaux mouvements sociaux et à des changements dans l'hégémonie. Cela se produit lorsque les classes subalternes commencent à contester les valeurs et les normes dominantes, souvent à la suite de crises économiques ou politiques. Gramsci cite en exemple la Révolution russe qui illustre comment une crise de l'hégémonie peut conduire à un bouleversement radical. Dans ce cas, les bolcheviks ont réussi à articuler les aspirations des classes ouvrières et paysannes, remettant en question l'ancien ordre.

116 A. Gramsci, *Quaderni del carcere*, III, Einaudi, p. 1765.

117 A. Gramsci, *Quaderni del carcere*, III, Einaudi, pp. 1805-06

Gramsci et l'anarchisme

Dans le contexte tumultueux qui a suivi la Première Guerre mondiale et la Révolution russe, la lutte des classes s'est intensifiée dans de nombreux pays, y compris en Italie, où l'ordre bourgeois était confronté à une crise profonde. En 1919-1920 eut lieu à Turin un mouvement d'occupation des usines qui représentait l'avant-garde de la lutte de classe prolétarienne dans toute l'Italie, mouvement qui échoua à cause de l'isolement des travailleurs turinois et du refus des hiérarchies syndicales et du parti socialiste de contribuer à l'extension du mouvement.

Les représentants des grands groupes industriels (Agnelli, Pirelli, etc.) voulaient à tout prix conserver leurs monopoles tandis que les directions syndicales entendaient conserver l'équilibre des forces instauré dans les rapports de travail en préservant leur droit exclusif de représenter les travailleurs face au capital et à l'État.

Or que faisaient les conseils?

“Ils brisaient cet équilibre désormais éprouvé, ils mettaient en crise l'organisation capitaliste en excluant les organisations syndicales, en les remplaçant par une formule d'organisation ouvrière plus adaptée au moment révolutionnaire. Les réactions furent vives de la part des chefs d'entreprise et non moins celles des syndicats.”¹¹⁸

Antonio Gramsci et son équipe autour du journal *L'Ordine Nuovo* jouèrent un rôle clé dans l'essor du mouvement des conseils. Gramsci avait déjà relayé les expériences des soviets, terme russe signifiant “conseils”, en provenance de Russie et de Hongrie dans les pages de leur journal tout au long de l'été. Il était persuadé qu'à Turin, l'énergie des masses prolétariennes devait simplement trouver une forme adéquate pour se manifester.

Il voyait dans les conseils d'usine le germe d'un futur État ouvrier. Pour lui, l'objectif n'était pas de s'emparer de l'État existant, mais de le remplacer par un “véritable” État ouvrier, où la majorité de la population, composée de la classe ouvrière et des paysans pauvres, s'auto-gouvernerait à travers des conseils démocratiques.

C'est une période pendant laquelle l'Union syndicale italienne (USI), organisation syndicaliste révolutionnaire, connut une forte croissance, en particulier en raison des bouleversements sociaux et économiques qui suivirent la Première Guerre mondiale. À cette époque, les effectifs de l'USI

118 Giuseppe A. Manias, “L'esperienza dei consigli di fabbrica? Gramsci e il movimento anarchico nel periodo dell'*Ordine Nuovo*”, https://www.igsitalia.org/images/Allegati/Terzo_Convegno_Internazione_IGS/manias.pdf

étaient estimés à environ 300 000 membres. Cette période a été marquée par des revendications importantes pour les droits des travailleurs et une forte mobilisation syndicale.¹¹⁹

C'est dans ce contexte que Gramsci ouvrit les colonnes de l'*Ordine Nuovo* au dialogue avec les anarchistes et sur l'anarchisme. Il intervint parfois pour clarifier les positions du marxisme, qu'il considérait fondamentalement ouvertes aux éléments prolétariens de l'anarchisme. Il estimait même qu'il était nécessaire d'encourager leur intégration au sein du communisme. Dans toutes les activités de l'*Ordine Nuovo* et du groupe gramscien qui lui était associé, il y avait une volonté évidente de récupérer les anarchistes tout en dénonçant les limites de l'anarchisme. Comme le souligne Pier Carlo Masini, Gramsci utilise l'adjectif *libertaire* pour exprimer sa réflexion sur certaines questions fondamentales:¹²⁰ dans l'*Ordine Nuovo*, il reconnaît que les conseils d'usine ont une matrice libertaire.

“Dans la création historique, tous les ouvriers sont libertaires, la méthode bolchevique est libertaire; les ouvriers russes sur la voie de la mise en œuvre communiste procèdent libertairement; le samedi communiste est une production libertaire, spontanée, de l'esprit révolutionnaire et en tant que tel est historiquement réel et comme tel, le camarade Lénine l'a exalté. Les conseils d'usine à Turin ont été une création libertaire de la classe ouvrière ; ils ont leur loi en eux-mêmes et, dans la mesure où ils répondent à une exigence vitale du prolétariat, dans la mesure où ils sont l'expression historique de forces et de volontés immanentes dans la classe ouvrière d'usine, ils sont vivants et viables”.¹²¹

Les “samedis communistes” dont parle Gramsci furent instaurés par le pouvoir communiste en 1919 dans le cadre du communisme de guerre. Le premier samedi communiste panrusse eut lieu le 1^{er} mai 1920. Le samedi étant un jour travaillé, ces activités avaient lieu ce jour-là en dehors des

119 Voir :

- Antonioli Maurizio, *Armando Borghi e l'Unione Sindacale Italiana*, Lacaïta, 1990.
- Antonioli Maurizio, *Azione diretta e organizzazione operaia. Sindacalismo rivoluzionario e anarchismo tra la fine dell'Ottocento al fascismo*, Lacaïta, 1990.
- Borghi Armando, *Mezzo secolo d'anarchia*, Anarchismo, 1978

120 Masini, P.C. : “Antonio Gramsci e l'ordine Nuovo visti da un libertario.” L'Impulso.

121 Gramsci, A.: “Cosa intendiamo per Demagogia?” 29 Agosto 1920 - L'*Ordine Nuovo*.

heures de travail. C'est également à cette époque, notamment lors du X^e congrès du parti, que Trotski lança l'idée de militarisation du travail.

Si lors des premières années de la révolution russe les classes ouvrières de tous les pays connurent un enthousiasme compréhensible dû à l'absence d'information sur ce qui se passait réellement en Russie, en 1920 il était impossible d'ignorer la répression exercée par le pouvoir soviétique contre toute expression libre au sein de mouvement ouvrier.

Giorgio Sacchetti écrit que "ce fut réellement une 'brève illusion' que celle des anarchistes concernant Octobre Rouge. Jusqu'à l'aube des années 1920, on peut dire que, pour ce qui concerne le mouvement ouvrier italien dans toutes ses composantes, ils étaient encore peu nombreux ceux qui avaient entrepris une critique sérieuse du bolchevisme."¹²² Parmi ceux-ci, citons Errico Malatesta et Luigi Fabbri dans le mouvement anarchiste.

"(...) Nous nous gardons bien d'émettre un quelconque jugement sur leurs intentions, que nous croyons honnêtes. Mais nous constatons encore une fois la contradiction irréconciliable entre les principes idéaux du socialisme et la conquête du pouvoir politique. [...] Si les rapports des journaux ne sont pas totalement mensongers, on répète à Petrograd l'erreur de la Commune de Paris contre la liberté de la presse, et l'erreur de la première révolution française, la persécution des révolutionnaires qui ne sont pas tout à fait d'accord avec le gouvernement..."¹²³

Les voix qui se montraient sceptiques étaient peu nombreuses: "Il s'agit en grande partie de voix isolées, et souvent pas écoutées", dit Giorgio Sacchetti: "Avec la majorité de ses dirigeants, la masse laborieuse semblait plutôt suivre de manière compacte le mythe révolutionnaire bolchevik."

Parmi les militants qui ont pu constater la situation en Russie, il y avait Armando Borghi, qui s'est rendu dans le pays pour participer au congrès de fondation de l'Internationale syndicale rouge – voyage qu'il dut écourter à cause des événements d'Italie. Précisons qu'après la prise du pouvoir des bolcheviks, Borghi était en relation avec Zinoviev, Lénine et Boukharine. Ce n'est donc pas un observateur de seconde main.

Les Conseils italiens réunissaient presque toutes les caractéristiques du Conseil, telles que le définit assez justement Arthur Lehning dans *Anarchisme et marxisme dans la Révolution Russe* :

¹²² Giorgio Sacchetti, "Les anarchistes italiens et la Révolution russe, *Le Monde libertaire* n°1790 4 juillet 2017. Édition spéciale sur la révolution russe.

¹²³ Luigi Fabbri, "I fatti di Russia", *L'Avvenire Anarchico*, 1918.

“Les Conseils ont pour caractère particulier de ne prendre naissance que pendant la révolution, d'être des organes fonctionnels de la vie sociale et économique, d'être incompatibles avec la nature et les buts de tout parti politique, enfin DE N'AVOIR UNE VIE EFFECTIVE QU'APRES LA DESTRUCTION DE TOUTE FORME D'APPAREIL D'ETAT CENTRALISTE ET BUREAUCRATIQUE. Les Conseils réalisent la gestion autonome des usines par des Conseils d'Entreprise élus et celle de l'Agriculture par des Conseils et coopératives de paysans: le tout dans le cadre d'une CONSTRUCTION FEDERALISTE de la société fondée sur l'autonomie des communes.”

Le Conseil est une structure organisationnelle née directement des luttes de classes. Le prolétariat dans l'histoire crée spontanément ses propres organes de lutte et de gestion, rompant avec les formes organisationnelles traditionnelles. Le Conseil ne peut donc naître qu'en période révolutionnaire. Pier Carlo Masini dans son étude: “Anarchistes et communistes dans le mouvement des conseils” écrit: “Les conseils représentent la réelle préfiguration de la société socialiste. Le mouvement des conseils constitue le processus de formation moléculaire de la société socialiste”.

En Italie, les Conseils étaient en passe d'assurer le passage de la société capitaliste à la société socialiste. L'économie bourgeoise était court-circuitée. La production continuait sur des bases autogestionnaires. Ainsi Masini cite le cas des usines Galileo de Florence qui maintinrent la production à 90% de la normale en surmontant les difficultés techniques, financières, organisationnelles de toutes sortes et en assurant la défense armée de l'entreprise. Nous pouvons également citer le cas de l'usine FIAT-Centre à Turin qui produisait quotidiennement 37 voitures par jour contre 67-68 en temps normal. Malheureusement la révolution n'était pas faite et détacher la phase de production de la phase de la distribution revient à nier tout processus économique dans sa globalité. L'économie italienne durant cette période n'était ni capitaliste, ni socialiste malgré l'appropriation collective des moyens de production et la gestion directe des entreprises.

L'anarchiste Luigi Fabbri rapporte: “On tenta également de continuer les services d'échange et de vente des produits et de fournitures en matières premières. On réussit en certains endroits, mais sur une petite échelle, malgré l'aide des cheminots et des ouvriers du transport. On vit que c'était là le point faible qui empêchait la prolongation du mouvement et le limitait aux seules industries de la métallurgie” (*Umanita Nova*, sept. 54)

La distribution sur des bases socialistes n'était aucunement possible dans la mesure où l'État, avec sa police et son armée, n'avait pas été détruit. Les

ouvriers italiens sous-estimèrent l'importance de l'État en pensant abattre le système capitaliste par le seul moyen des occupations. Ainsi n'y eut-il jamais qu'une situation de "double pouvoir" alors que tout était possible. Les anarchistes étaient parfaitement conscients des insuffisances du mouvement et ils intervinrent dans les conseils pour qu'elles soient dépassées. Masini se faisait leur interprète:

“Les Conseils résolvent à moitié le problème de l'État: ils exproprient l'État de ses fonctions sociales, mais ils ne lèsent pas l'État dans ses fonctions anti-sociales. Ils réduisent l'État à un pléonasme mais ils n'éliminent pas ce pléonasme, ils vident l'appareil étatique de son contenu mais ils ne le détruisent pas. Mais puisqu'on ne peut vaincre l'État en l'ignorant, du fait qu'il peut faire sentir à tout moment sa présence en mettant en marche son mécanisme de contrainte et de sanction, il faut détruire aussi ce mécanisme. Les Conseils ne peuvent accomplir cette opération et pour cela ils demandent l'intervention d'une force politique organisée: le mouvement spécifique de la classe, qui porte à terme une telle mission. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut éviter que le bourgeois, jeté par la porte dans ses vêtements d'industriel, ne rentre par la fenêtre déguisé en policier.”¹²⁴

Une des autres causes de l'échec du mouvement est le manque de coordination des conseils entre eux. La plupart des villes industrielles possédaient des conseils mais la Fédération des Conseils ne vit jamais le jour. Luigi Fabbri note à ce propos: “Dans les grandes villes il y avait également des organes embryonnaires de liaison entre les usines, mais à vrai dire bien insuffisants. Les liaisons entre les usines des différentes provinces étaient encore plus insuffisantes, et au mieux, faites par la presse et des envoyés.” Toutes les tentatives visant à fédérer les Conseils échouèrent, d'une part à cause de l'encerclement militaire des usines et, d'autre part, à cause du travail de sabotage systématique développé par les syndicats et le P.S.I.

Les Conseils, isolés les uns des autres, ne purent passer à l'offensive de façon cohérente et les appareils politiques et syndicaux plus solidement structurés purent confisquer la parole aux travailleurs. Les efforts des bureaucrates tendirent continuellement à perpétuer l'isolement des Conseils; ainsi, dans les usines, les militants anarchistes et socialistes révolutionnaires

124 Cité par “Les Conseils ouvriers italiens”, Série Histoire, La Mèche, BP 3020, 31024 Toulouse Cedex. https://cras31.info/IMG/pdf/serie-histoire_no1.pdf
J'emprunte à cette intéressante brochure l'essentiel de l'argumentaire sur les causes de l'échec des Conseils ouvriers italiens.

se heurtèrent constamment à l'inertie ou à l'hostilité des appareils. La politique criminelle des dirigeants syndicaux et des bureaucrates du PSI devait être sanctionnée, deux ans plus tard, par la prise du pouvoir par Mussolini.

Préjugés

Le discours gramscien sur l'anarchisme est intéressant en ce qu'il révèle à la fois les préjugés du militant italien sur le mouvement libertaire et syndicaliste révolutionnaire, et sa méconnaissance de la situation en Russie (ou le refus de la voir) en dépit du fait qu'il était impossible qu'un militant averti l'ignore, même si la masse de la classe ouvrière était maintenue dans l'ignorance.

Ainsi, écrire en août 1920, comme le fait Gramsci, que “la méthode bolchevique est libertaire” et que “sur la voie de la réalisation du communisme” les ouvriers “procèdent de manière libertaire” relève d'une attitude complètement décalée, ou délibérément manipulatrice.

En août 1920 il écrit dans *Ordine Nuovo*;

“Quelle est la différence entre un anarchiste et un communiste marxiste? L'anarchiste ressemble à celui qui, avant de parler... regarde sa langue : il fait de la liberté un programme politique qui n'est tel que parce qu'elle ne peut être réduite à un programme, c'est-à-dire qu'il appelle liberté l'arbitraire, en se confondant avec le chrétien ou avec le bourgeois libéral. Le communiste marxiste est un matérialiste de l'histoire : liberté signifie pour lui l'organisation des conditions dans lesquelles la liberté pourra être réalisée.”¹²⁵

Le propos est tout simplement incompréhensible. On croit comprendre ce qu'il veut dire (a contrario) lorsqu'il donne la version du “communiste marxiste” pour qui la liberté est liée aux conditions matérielles dans lesquelles elle pourrait être réalisée. Mais les anarchistes ne disent pas autre chose: Bakounine écrit que “la liberté n'est point un fait individuel, c'est un fait, un produit collectif” (Oeuvres, Éditions Champ libre V, 318-320); “être libre dans l'isolement absolu est une absurdité inventée par les théologiens et les métaphysiciens” (*Ibid.*, V, 321). Ou encore, dans *Dieu et l'État*:

“On voit que la liberté, telle qu'elle est conçue par les matérialistes, est une chose très positive, très complexe et surtout éminemment sociale, parce qu'elle ne peut être

¹²⁵ Gramsci, A., “Cosa intendiamo per Demagogia?” 29 Agosto 1920, *L'Ordine Nuovo*.

réalisée que par la société et seulement dans la plus étroite égalité et solidarité de chacun avec tous.”¹²⁶

En dépit des critiques que Gramsci a pu formuler à l’égard du mouvement anarchiste de son époque, il est essentiel d’examiner quelle pourrait être la dimension libertaire de sa pensée, indépendamment de ces critiques. Giuseppe Manias¹²⁷ suggère qu’il faut analyser la “matrice libertaire” de Gramsci sans se laisser influencer par les conflits historiques qu’il a pu avoir avec l’anarchisme: il s’agit de reconnaître et d’explorer les éléments de liberté et d’émancipation présents dans la pensée de Gramsci, sans se focaliser sur ses désaccords avec l’anarchisme. En d’autres termes, le contenu des divergences de Gramsci avec l’anarchisme n’a pas à être examiné, il y aurait chez le militant communiste italien un fondement néanmoins anarchiste en dépit du fait qu’il parle très souvent de dictature du prolétariat: on nous répond que lorsqu’il le fait il en donnerait une interprétation “libertaire”, en ce sens que les organisations de base et de masse de la classe ouvrière exercent directement le pouvoir sous forme d’“autogouvernement des masses par leurs propres organes électifs”.

“Ce nouveau gouvernement prolétarien est la dictature du prolétariat industriel et des paysans pauvres, qui doit être l’instrument de la suppression systématique des classes exploiteuses et de leur expropriation. Le type d’État prolétarien n’est pas la fausse démocratie bourgeoise, forme hypocrite de la domination oligarchique financière, mais la démocratie prolétarienne qui réalisera la liberté des masses laborieuses; non pas le parlementarisme, mais l’auto-gouvernement des masses par leurs propres organes électifs; non pas la bureaucratie de carrière, mais des organes administratifs créés par les masses elles-mêmes, avec la participation réelle des masses à l’administration du pays et à l’œuvre socialiste de construction. La forme concrète de l’État prolétarien est le pouvoir des conseils ou d’organisations similaires.”¹²⁸

On croit lire *L’État et la révolution*, le livre avec lequel Lénine tenta d’amadouer les anarchistes russes (et il y a réussi, et pas seulement les

126 Bakounine, Dieu et l’État, *Œuvres*, P.-V. Stock (Bibliothèque sociologique, N° 4), 1895.

127 Giuseppe A. Manias, Gramsci e il movimento anarchico nel periodo dell’*Ordine Nuovo*.

128 Gramsci, A.: L’internazionale comunista – 24 Maggio 1919 – *L’Ordine Nuovo*. Einaudi, https://www.abruzzoinmostra.it/letteratura/gramsci_09/scritti-politici-01-di-antonio-gramsci-pagt0235.htm

anarchistes russes) en compilant toutes les citations vaguement libertaires dont Marx nous a gratifiés dans *La Guerre civile en France*.

Il ne fait pas de doute cependant que pour Gramsci les conseils ouvriers constituent le fondement de sa conception de la société socialiste, et dans ce sens il se rapproche du syndicalisme révolutionnaire pour qui l'organisation de classe du prolétariat (qu'il soit un conseil ouvrier ou un syndicat) représente le modèle de la société communiste; celle-ci, écrit-il dans *L'Ordine Nuovo*, "ne peut être conçue que comme une formation naturelle adhérant à l'instrument de production et d'échange; et la révolution peut être conçue comme l'acte de reconnaissance historique du naturel de cette formation".¹²⁹ Cela ressemble fortement à un ralliement sans conditions au syndicalisme révolutionnaire. Est-ce sincère? Ou veut-il, comme Lénine, rallier à lui les anarchistes?

Le mouvement des conseils, une irruption d'anarchisme

Le mouvement des conseils fut soumis à de violentes attaques et fut dénoncé comme une irruption d'anarchisme – une méthode habituellement employée par la social-démocratie européenne pour accuser tout mouvement révolutionnaire qui préconisait la grève générale. Les dirigeants social-démocrates allemands, inspirés en particulier par Engels, procédèrent ainsi pour justifier l'expulsion des anarchistes des congrès socialistes internationaux. C'est ainsi que Rosa Luxembourg fut qualifiée d'anarchiste, à son grand déplaisir, elle qui les haïssait.

“À l'époque, il était très courant, dans tout le mouvement réformiste européen, d'accuser d'anarchisme tout mouvement révolutionnaire, du spartakisme en Allemagne au bolchevisme en Russie : signe évident du rôle prépondérant que jouait alors l'anarchisme dans les luttes de classe.”¹³⁰

Même le groupe d'*Ordino Nuovo*, ajoute Masini, et avec lui toute la section turinoise du Parti socialiste, furent âprement critiqués, moins pour la présence des anarchistes dans le mouvement des conseils que pour leur “énergique défense du droit de tous les travailleurs, même non organisés syndicalement, de faire partie des Conseils”.

L'*Ordine Nuovo* répondait à ces critiques en dénonçant les responsables syndicaux qui cherchaient partout des adhérents, des suiveurs et non des militants déterminés à défendre et à affirmer concrètement dans l'usine les droits de leur classe.

129 Gramsci, A.: “Il partito e la rivoluzione”, 27 Dicembre 1919- *L'Ordine Nuovo*. Einaudi,

130 Masini, “Anarchici e comunisti nel movimento dei consighi a Torino”, Quaderni di studi anarchici 3, page 13.

Par la suite, avec l'aggravation des tensions entre la gauche, le centre et la droite au sein du Parti socialiste, la polémique s'est étendue et approfondie jusqu'au Congrès de Livourne, qui a toutefois vu le réel contraste entre la gauche et la droite faussé par la question formelle de l'adhésion ou non à l'Internationale de Moscou, à laquelle anarchistes et syndicalistes révolutionnaires étaient opposés.

La polémique fut en revanche plus riche au sein même du mouvement des conseils ou dans son entourage immédiat.

“En effet, au sein des groupes qui, avec l'*Ordine Nuovo* de Turin et *Il Soviet* de Naples, convergeaient vers la fondation du Parti communiste italien, et au sein des groupes qui se rassemblaient autour de l'U.S.I. (syndicaliste révolutionnaire) et de l'U.A.I. (anarchiste), le débat fut très vif et fructueux.”¹³¹

Il y avait une tendance, représentée par Angelo Tasca, qui entendait soumettre les conseils aux organisations syndicales, à quoi Gramsci s'est vigoureusement opposé. Il y eut une polémique entre Tasca et l'anarchiste Garino au sujet de l'affirmation selon laquelle “la fonction principale du syndicat n'est pas de former la conscience du producteur chez l'ouvrier, mais de défendre les intérêts de l'ouvrier en tant que salarié”. Garino avait participé en décembre 1919 au congrès extraordinaire de la Confederazione del Lavoro de Turin et avait présenté une motion en faveur des conseils, considérés, “au regard des principes communistes anti-autoritaires, comme des organes totalement anti-étatiques et des cellules possibles de la future gestion de la production agricole et industrielle”.¹³²

Gramsci commenta le point de vue de Garino:

“Lorsque Garino, syndicaliste anarchiste, présenta cette thèse lors du congrès extraordinaire de la Chambre du travail en décembre 1919, avec une grande efficacité dialectique et beaucoup de chaleur, nous, contrairement à notre camarade Tasca, fûmes très agréablement surpris et profondément émus.”¹³³

Ainsi, les points de vue entre l'anarchiste Garino et le marxiste Gramsci convergeaient relativement puisque le second concevait le conseil d'usine comme le début d'un processus “qui doit nécessairement conduire à la fondation de l'État ouvrier”. Certes, fonder un État ouvrier n'entraîne pas

131 Masini, *op. cit.*

132 Biographie de Maurizio Garino, biblioteca Franco Serantini, <https://www.bfscollezionidigitali.org/entita/13535-garino-maurizio>

133 Gramsci, A.: La relazione Tasca e il congresso camerale di Torino – 5 Giugno 1920, *L'Ordine Nuovo*. Einaudi, Torino, 1954. p.129-130.

dans le projet de Garino, mais malgré leurs divergences sur ce point, les deux hommes voyaient dans le conseil d'usine l'organisation de classe qui devait préfigurer l'organisation de la société émancipée.

Gramsci proposa dans un éditorial de *L'Ordine Nuovo* une fédération des Conseils, Tasca répliqua que c'était une idée anarchiste et l'accusa d'anarcho-syndicalisme: Tasca avait parfaitement raison de dire que c'était une position contraire au marxisme: au même moment en Russie, les communistes s'efforçaient de retirer le moindre pouvoir à toutes les organisations de classe du prolétariat.

Le 5 juin 1920, *L'Ordine Nuovo* publie deux articles de Gramsci, "Il Consiglio di fabbrica" et "La relazione Tasca e il congresso camerale di Torino", ainsi qu'un article de Tasca lui-même, dans lequel ce dernier affirme que Gramsci déduit sans justification que Conseil d'usine = Soviet ; Tasca propose plutôt une autre identité, celle de Syndicat = Conseil d'usine. En réalité, il s'agit "d'un organisme unique, car le conseil n'est que l'expression de l'activité syndicale sur le lieu de travail, et le syndicat est l'organe global qui regroupe les conseils par branche de production, en coordonnant et en réglementant leur action".

Le 15 juin, dénonçant l'éditorial de Gramsci sur le numéro précédent, Tasca affirme, avec quelque raison:

"... il y a dans cet article une description du concept proudhonien 'l'atelier se substituera au gouvernement', et la conception étatique qui y est véhiculée est anarchiste et syndicaliste, non marxiste [...]. L'État communiste est formé par les Soviets, les Conseils ouvriers et paysans, ce sont des organismes de type 'volontaire', qui seuls, par leur nature volontaire, peuvent nous donner un État. Le Conseil d'usine n'est que l'antithèse du pouvoir capitaliste, tel qu'il le trouve organisé sur le lieu de travail, c'est sa négation, et en tant que tel il est incapable de le surmonter."¹³⁴

Tasca considère que Gramsci a une conception abstraite et ahistorique des Conseils d'usine parce qu'il les considère comme l'origine de l'État ouvrier. Gramsci, dit-il "a répété l'erreur du syndicalisme [révolutionnaire], en l'aggravant, parce que les syndicats d'industrie sont, plus que des conseils d'usine, aptes à la gestion directe de la production". Tasca ajoute que le programme syndicaliste [révolutionnaire] avait une méthode, l'action

134 Cité par "Storia della Sinistra comunista Vol. II - Parte quarta. Dal Congresso di Bologna del PSI al Secondo Congresso dell'Internazionale Comunista", https://www.quinterna.org/archivio/1952_1970/storia_sinistra_2_04.htm

directe, “méthode qui manque absolument au ‘programme’ du camarade Gramsci”.¹³⁵

On voit clairement qu’il existait dans la gauche socialiste italienne un courant quelque peu hérétique de la révolution, qui insistait sur l’idée que les organisations de classe (c’est-à-dire regroupant les travailleurs sur la base de leur fonction dans le processus de production) constituaient une préfiguration de la société de demain qui rapprochait le incontestablement du syndicalisme révolutionnaire.

Cependant, le naturel revient vite au galop. Le 9 octobre 1920 Gramsci écrit dans *L’Ordine Nuovo*:

“Les tendances syndicalisantes de *L’Ordine nuovo* sont elles aussi un mythe. Nous avons simplement tort de croire que seule la masse peut mener à bien la révolution communiste ; ni un secrétaire du parti ni un président de la république ne peuvent y parvenir à coups de décrets ; il semble que c’était aussi l’opinion de Karl Marx et de Rosa Luxembourg...”

Rappelons qu’à la même époque Lénine faisait remarquer que si on donnait tout le pouvoir aux soviets, il s’était interrogé: “Alors, à quoi sert le parti?”

Le 27 mars 1920, *L’Ordine Nuovo* publie un manifeste “Pour le congrès des conseils d’usine. Aux ouvriers et paysans de toute l’Italie”. Le lendemain, les industriels turinois proclament le lock-out.

Le 3 avril 1920, Gramsci publie dans *L’Ordine Nuovo* son “Discours aux anarchistes”¹³⁶ dans un contexte social extrêmement tendu.

Le 4 avril 1920 Gramsci est réélu à la commission exécutive turinoise du PSI.

Le 13 avril la grève générale est proclamée, qui se termine le 24 avec une victoire substantielle des industriels.

Le 23-28 juin, le congrès de la bourse du travail de Turin approuve le rapport de Tasca sur les conseils d’usine et dans les mois suivants se développe le conflit entre Gramsci et Tasca sur la fonction et l’autonomie des conseils.

En septembre, Gramsci participe au mouvement pour l’occupation des usines et se rend également à Milan. En octobre, il travaille à la fusion des différents groupes (abstentionniste, communiste électoraliste et “éducation communiste”) de la section turinoise du PSI et en novembre, il participe au congrès d’Imola au cours duquel se constitue officiellement la fraction communiste du PSI. *Ordine Nuovo* – organe des communistes turinois –

135 https://www.quinterni.org/archivio/1952_1970/storia_sinistra_2_04.htm

136 Gramsci, A., “Discorso agli anarchici”, 3-10 avril 1920, *L’Ordine Nuovo*. Einaudi, p. 396 sq.

cesse de paraître; l'édition turinoise de *Avanti!* en prend la tête et la direction de *Ordine Nuovo* est confiée à Gramsci: le journal sort sous forme quotidienne le 1er janvier 1921.

Le 21 janvier au XVII^e congrès du PSI à Livourne les délégués de la fraction communiste délibèrent sur la constitution du Parti communiste d'Italie – Section de la III^e Internationale. Gramsci fait partie du comité central.

Pendant le “biennio rosso” – les deux années rouges –, les anarchistes avaient activement participé au mouvement populaire et ouvrier, se confondant avec lui, puis s'en distinguant. Ils sont présents dans les premières émeutes contre la vie chère, comme dans les conseils d'usine. L'influence de la Révolution russe est évidente.

En mars 1920 le groupe libertaire turinois (Maurizio Garino et Pietro Ferrero) signe le manifeste d'Antonio Gramsci publié par *l'Ordine Nuovo*¹³⁷. Les premiers actes consistants de différenciation, annoncés déjà par le congrès anarchiste régional émilien-romagnol (14 septembre 1919), se situent dans la première moitié environ de 1920, quand se fait sentir le travail de clarification de Malatesta et de Fabbri.

“C'est, du reste, le moment où le mouvement anarchiste connaît une croissance autonome que l'on pourrait qualifier de massive, à l'intérieur ou en marge de la vague générale et de l'avancée populaire qui continue à caractériser la situation sociale du pays. Pour la première fois, en effet, les anarchistes pourront disposer, à partir du 26 février 1920, d'un journal de petit format, mais quotidien, *Umanità nova*, alors qu'auparavant les tentatives faites en ce sens par *L'Agitazione* (en 1898) et *La Protesta umana* de Milan (en février-mars 1919) n'avaient été qu'épisodiques et éphémères.”¹³⁸

Malatesta est au centre de l'initiative, soutenue, appuyée, favorisée par un groupe assez nombreux; il est au centre aussi de la rectification des orientations qui prédominera au congrès national de Bologne (1-4 juillet), au cours duquel se constitue ou se reconstitue l'Union anarchiste italienne qui naît sur la base d'un “Programme” ou déclaration de principes rédigée par lui et d'un “Pacte d'Alliance” élaboré par Luigi Fabbri (25)

137 “Per il Congresso dei Consigli di Fabbrica. Agli operai e contadini di tutta Italia”, in *L'Ordine Nuovo*, 27 mars 1920. Da “Il Soviet” del 4 gennaio, 11 gennaio, 1 febbraio, 8 febbraio, 22 febbraio 1920.

138 Enzo Santarelli, “L'Anarchisme en Italie”, *Le mouvement social* n° 83, avril-mai 1973.

Le “Discours aux anarchistes”

Dans le “Discours aux anarchistes”, Gramsci soulève la question du rapport entre le parti socialiste et le mouvement anarchiste et, sans ménager les critiques envers celui-ci, il entend dépasser le problème en le situant en termes d’unité ouvrière et d’unité d’action. Comme c’est souvent le cas, les reproches qu’il fait sont des reproches qu’il pourrait adresser à son propre mouvement: les anarchistes italiens sont “présomptueux”, “toujours été persuadés d’être les dépositaires de la vérité révolutionnaire révélée”. Ils sont d’autant plus présomptueux que depuis la révolution russe ils se sont emparés de “certains points fondamentaux de la doctrine marxiste” et qu’ils les divulguent “de manière élémentaire et pittoresque au milieu des masses ouvrières et paysannes”.¹³⁹

Gramsci reproche aux anarchistes de ne pas reconnaître l’importance de l’État dans la construction du socialisme; il les accuse de mener une forme de subversion primitive et inefficace, au nom d’une utopie qui se rapproche objectivement du libéralisme bourgeois. Dans ses *Écrits de prison*, il reprend ces mêmes idées, de manière plus allusive: on y trouve de nombreux passages sur l’individualisme, l’arditisme,¹⁴⁰ le syndicalisme théorique et le volontarisme, ainsi que des mentions récurrentes de l’adjectif “anarchiste”, utilisées dans divers contextes mais toujours avec une connotation péjorative.

Gramsci pose cependant une question judicieuse aux anarchistes: pourquoi, alors qu’ils sont les “dépositaires de la vérité révolutionnaire révélée” ... “la majorité du prolétariat italien a-t-elle toujours suivi le Parti

139 “Discorso agli anarchici e Soviet e consigli di fabbrica”, 3-10 aprile 1920, *L’ordine Nuovo*, Einaudi, p. 396 sq.

140 Les “Arditi del Popolo” étaient une organisation paramilitaire d’anciens vétérans de la Grande Guerre, fondée à Rome le 17 juin 1921 par le vétéran de guerre lieutenant des Arditi et anarchiste Argo Secondari et des combattants qui avaient servi dans les unités d’assaut. Les Arditi, depuis leur fondation, étaient un mouvement de combattants hétérogène, qui réunissait entre ses rangs révolutionnaires, anarchistes, républicains, communistes et anticapitalistes. Les Arditi del Popolo ont été parmi les premières organisations italiennes antifascistes, ramifiées dans de nombreuses sections, bataillons et unités sur tout le territoire national, visant à protéger la population (surtout les ouvriers, les prolétaires et les couches les plus faibles de la société) de la violence des fascistes.

Pendant le conflit, une forte camaraderie élitiste s’est consolidée au sein des Arditi, caractérisée par l’habitude d’un usage désinvolte de la violence et du mépris des règles. Avec la fin des hostilités et le retour à la normalité civile, les Arditi démobilisés dirigèrent leur violence contre ceux qui avaient été neutralistes pendant la guerre, mais aussi contre les institutions et la grande bourgeoisie, en les identifiant comme les principaux adversaires de la patrie pour laquelle ils se sont battus. Le mouvement finit par se rapprocher du fascisme.

socialiste et les organismes syndicaux alliés du Parti socialiste?” Pour répondre à cette question, il faudrait que les anarchistes reconnaissent “qu’ils ont eu tort quand... ils avaient raison” et qu’ils admettent que “la vérité absolue ne suffit pas pour entraîner les masses à l’action”.

Selon Gramsci les anarchistes italiens doivent abandonner leur quête de vérité absolue pour comprendre que la mobilisation des masses nécessite des actions concrètes. Le Parti socialiste a évolué avec le prolétariat et a développé une doctrine originale, tandis que les anarchistes restent figés dans leurs certitudes. En réfléchissant, ils pourraient constater que la véritable liberté de la classe ouvrière s’est toujours manifestée à travers le Parti socialiste plutôt que dans les groupes libertaires.

Il est curieux que dans son “Discours aux anarchistes” le révolutionnaire italien ne fasse pas mention des syndicalistes révolutionnaires. Cela est peut-être dû au fait qu’il considère que l’anarchisme “n’est pas une conception qui soit le propre de la classe ouvrière et de la seule classe ouvrière” (en quoi il serait tout à fait en accord avec Malatesta...)

Ainsi Gramsci opère-t-il un glissement dans la définition de l’anarchisme, qui serait, selon lui,

“la conception subversive élémentaire de toute classe opprimée et il est la conscience diffuse de toute classe dominante. Puisque toute oppression de classe a pris forme dans un État, l’anarchisme est la conception élémentaire qui pose dans l’État en soi et pour soi le motif de toutes les misères de la classe opprimée.”

Selon cette approche, une classe dominée qui devient classe dominante réalise sa propre conception anarchiste “parce qu’elle a réalisé sa propre liberté”: le bourgeois était anarchiste avant de conquérir le pouvoir et avant qu’il n’impose un État protecteur du capitalisme. Il reste anarchiste après sa révolution, car les lois de l’État lui sont favorables. Cependant, après la révolution prolétarienne, il réalisera que l’État devient une contrainte, hostile à ses intérêts, car l’État ouvrier limitera sa liberté d’exploiter le prolétariat et défendra un nouveau mode de production, éliminant toute possibilité de renaissance du capitalisme. Ce type de raisonnement frise la sophistication et n’a aucun fondement historique et vise manifestement à récuser toute valeur normative à l’anarchisme: en effet, Gramsci conclut sa “démonstration” délirante en reconnaissant que “la conception propre à la classe bourgeoise n’a pas été l’anarchisme, elle a été la doctrine libérale, de même que la conception propre à la classe ouvrière n’est pas l’anarchisme mais le communisme marxiste.”

L'anarchisme, conception marginale de toute classe opprimée

Pour Gramsci, l'anarchisme est la conception marginale de toute classe opprimée (même la bourgeoisie lorsqu'elle n'était pas dominante); en revanche, la "conception déterminée de la classe ouvrière moderne", c'est le marxisme, et lui seul. On retrouve, sous une forme certes plus élaborée, le sempiternel argument marxiste qui veut que l'anarchisme soit la doctrine de la petite bourgeoisie ou des couches marginales de la société. Sur ce point, Gramsci n'invente au fond pas grand chose.

Dans son "Discours", Gramsci s'interroge: Est-il possible de parvenir à une entente dans le désaccord polémique entre communistes et anarchistes?

"C'est possible pour les groupes anarchistes formés d'ouvriers conscients de classe; ce n'est pas possible pour les groupes anarchistes d'intellectuels, professionnels de l'idéologie. Pour les intellectuels, l'anarchisme est une idole; c'est une raison d'être de leur activité particulière présente et future: l'État ouvrier sera effectivement pour les agitateurs anarchistes un 'État', une limitation de liberté, une contrainte, comme pour les bourgeois. Pour les ouvriers libertaires, l'anarchisme est une arme de lutte contre la bourgeoisie (...). Pour les ouvriers anarchistes, l'avènement de l'État ouvrier sera l'avènement de la liberté de classe et donc aussi de leur liberté personnelle; ce sera la voie ouverte à toute expérience et à toute tentative d'application positive des idéaux prolétariens; le travail de création révolutionnaire les absorbera et en fera une avant-garde de militants dévoués et disciplinés."

Gramsci ajoute que les anarchistes veulent être flattés comme champions du révolutionnarisme et de la cohérence théorique absolus. Et il conclut en disant:

"Nous sommes convaincus que pour la révolution en Italie, la collaboration entre socialistes et anarchistes est nécessaire, collaboration franche et loyale de deux forces politiques, basée sur des problèmes concrets prolétariens; nous croyons cependant nécessaire que les anarchistes soumettent aussi leurs critères tactiques traditionnels à une révision, comme l'a fait le Parti socialiste, et qu'ils justifient leurs affirmations politiques par des motivations actuelles, déterminées dans le temps et dans l'espace. Les anarchistes devraient être plus libres spirituellement: c'est une prétention

qui ne doit pas sembler excessive à ceux qui affirment vouloir la liberté et rien d'autre que la liberté.”¹⁴¹

En somme, Gramsci veut séparer les “ouvriers” des “intellectuels”, récupérer les premiers et écarter les seconds, comme l’explique Emmanuela Minuto¹⁴²:

“Pendant le *biennio rosso*, comme on le sait, les ‘idéologues de l’anarchisme’ ont constitué pour Gramsci et le périodique une cible presque hebdomadaire dans une bataille léniniste visant à récupérer au communisme en premier lieu les ouvriers anarchistes, les séparant définitivement de leurs ‘chefs’. La conviction d’une adhésion généralisée à l’idéal anarchiste alimentait des attaques impitoyables contre des personnages comme Gori, Malatesta, Luigi Molinari et Fabbri. Tous se voyaient accusés de puérilité, de ‘phraséologie ampoulée’, de ‘frénésie bavarde’, d’‘enthousiasme romantique’ ou encore de ‘débauche phraséologique’¹⁴³ construite autour non d’une doctrine, mais d’un répertoire d’‘aphorismes’, de ‘jugements généraux’, d’‘affirmations péremptoires’¹⁴⁴. Dans la perspective gramscienne, même ultérieure, le combat contre le primitivisme culturel et linguistique des ‘chefs’ démagogues anarchistes, qui se distinguaient des véritables révolutionnaires, s’accompagnait d’une opposition au populisme anti-étatique. Ce dernier était associé à un internationalisme perçu comme un vague ‘cosmopolitisme’ d’inspiration médiévale et catholique.”¹⁴⁵

Gramsci reproche aux “intellectuels” du mouvement anarchiste, c’est-à-dire à leurs “chefs”, leur “parolaismo”, en gros leur bavardage et le fait de parler dans le vide. Dans l’article “Libertà per tutti, se così almeno vi pare!”, écrit pour *L’Ordine Nuovo* du 23 novembre 1921, Gramsci ne

141 Gramsci, “Discorso agli anarchici” – 3-10 avril 1920, *L’Ordine Nuovo*. Einaudi, pp. 396 sq.

142 Emmanuela Minuto, “Internazionalismo, transnazionalismo e patriotismo, biografie e narrazioni di due leader anarchici (1893-1932)”, https://arpi.unipi.it/retrieve/e0d6c92e-b7ee-fcf8-e053-d805fe0aa794/PDFsam_TT181_Aglietti_pdf-1.pdf

143 Gramsci, “Lo Stato e il socialismo”, *L’Ordine Nuovo*, 26 giugno-5 luglio 1919.

144 “Socialisti e anarchici”, *ibidem*, 20-27 settembre 1919.

145 “Mais où se trouvait la base matérielle de cette culture italienne ? Elle ne se trouvait pas en Italie. Cette ‘culture’ italienne est la continuation du ‘cosmopolitisme’ médiéval lié à l’Église et à l’empire, conçus comme universels.” Gramsci, *Quaderni del carcere*, vol. I, Quaderni 1-5 (1929-1932), p. 325.

cherche plus à amadouer les anarchistes, il polémique violemment contre Errico Malatesta, Luigi Fabbri e Armando Borghi, soulignant la distance qui sépare communisme et anarchisme.

Et il n'est pas tendre:

“Les chefs de l'anarchisme italien ont toujours davantage stimulé notre curiosité archéologique et folklorique que notre attention de critiques et de politiques. [...] Les chefs anarchistes parlent de liberté en général et de liberté en particulier: en vérité, ils ignorent ce qu'est la liberté de l'une et de l'autre catégorie. Leur cerveau est rempli de lieux communs.”¹⁴⁶

Commençons par Malatesta: il est “le prototype du 'petit garçon' lecteur de romans policiers à l'imagination truculente et lugubre, avec un cerveau rempli de lieux communs” ; “il se croit autorisé à porter n'importe quel jugement sur le parti communiste et à exprimer n'importe quelle critique à l'égard des communistes, mais si les communistes lui répondent du tac au tac, il s'offense, crie, tempête et gémit de manière pathétique.” Gramsci reproche à Malatesta de dire que les communistes sont “des gens qui attendent de pouvoir menotter, juger et... fusiller Malatesta et ses admirateurs”, d'être des “fournisseurs de chair humaine aux galères et aux gibets, tyrans bolcheviques, des gens qui ont la vocation de faire de vrais policiers!” Manifestement, Malatesta était mieux au courant que Gramsci de ce qui se passait en Russie...

En résumé, Gramsci revendique le droit de ne pas considérer Malatesta comme le “guide spirituel du prolétariat italien” et de le cataloguer parmi “les curiosités archéologiques et folkloriques de notre pays, si riche en curiosités et en belles traditions populaires.”

Gramsci s'en prend ensuite à Luigi Fabbri, qu'il aime sans doute encore moins que Malatesta: “connu sous le sinistre surnom de 'Catilina',¹⁴⁷ écrit-il, Fabbri est le prototype du théologien de paroisse rurale. Malatesta traite un sujet en vingt lignes 'pittoresques': Luigi Fabbri dilue ces vingt lignes en vingt articles de 200 lignes chacun, de longues tirades sans queue ni tête, où la 'simplicité' ne consiste qu'en ce fait: les choses réellement simples, et donc celles que Fabbri pourrait facilement comprendre, sont noyées dans un flot de mots, de liens logiques inutiles, de démonstrations oiseuses...”

Mais c'est sans doute Armando Borghi qui subit l'ire la plus virulente de Gramsci: Armando Borghi “est le frère siamois de Giacinto Menotti Serrati¹⁴⁸: un homme sans caractère, menteur et déloyal, de la lignée de

146 “Libertà per tutti, se così almeno vi pare!”, *L'Ordine Nuovo*, 23 novembre 1921.

147 Catalina était l'auteur d'une vaste conspiration que Cicéron fit échouer. Le mot désigne un conspirateur, un perturbateur.

Maramaldo.”¹⁴⁹ Le sujet de discorde entre les deux hommes est cette fois-ci vraiment sérieux, il touche à l’Internationale communiste et à l’Internationale syndicale rouge.

Armando Borghi était arrivé à Moscou un peu après le début des travaux de l’Internationale, précédé par les représentants de la centrale réformiste, la CGL. Depuis plusieurs mois, l’Union syndicale italienne avait adressé un courrier aux dirigeants bolcheviks pour leur faire savoir qu’elle souhaitait adhérer à la III^e Internationale. Or, à sa grande surprise, Borghi se rendit compte que personne n’était apparemment au courant. Angel Pestaña, le représentant de la CNT espagnole, alla se renseigner et on lui déclara à chaque fois qu’on ne savait rien et que par conséquent l’USI ne pouvait pas participer aux travaux de l’Internationale. Pestaña commenta: “Plus tard j’ai su que oui, ils le savaient, mais, pour les raisons que j’ignore, ils l’avaient caché.”

En revanche, la CGL, la centrale réformiste italienne, était bien là, représentée par D’Aragona. Naïvement, Borghi demanda que la CGL soit exclue à cause de son “caractère réformiste et de collaboration de classes” et de “l’influence prépondérante en son sein des socialistes italiens de droite”, alors que l’Union syndicale italienne “maintenait vif l’esprit de classe, ne collaborait avec aucun organe représentatif de la bourgeoisie, et pour le soutien qu’elle apporta dès le premier jour à la révolution russe”.

Pestaña ajoute que la demande de Borghi fut rejetée et que Borghi demanda son aide.

“Je me mis à sa disposition, bien que sans illusions, sachant ce qu’ils avaient fait pour la Confédération, et un devoir de réciprocité m’obligeait à lui prêter main-forte; je décidai naturellement de lui accorder l’aide qu’il m’aurait donnée sans hésiter si cela nous était arrivé à nous.

148 Les relations entre Gramsci et Serrati illustrent les luttes internes du mouvement socialiste et communiste en Italie, où des visions divergentes du socialisme conduisirent à des tensions et des divisions. Gramsci représente une approche plus innovante et culturelle, tandis que Serrati incarne des traditions plus anciennes et des stratégies politiques différentes. Gramsci critiquait Serrati pour son manque d’audace et son approche plus institutionnelle du socialisme.

149 Le terme “Maramaldo” est souvent associé à un personnage de la comédie italienne; c’est une figure littéraire qui symbolise la trahison et la lâcheté. Dans le contexte des années 1920, ce nom a été utilisé de manière péjorative pour désigner des personnes qui, par opportunisme ou lâcheté, se sont alliées aux puissants, en particulier pendant la montée du fascisme et la période de l’après-guerre. Les opposants au régime fasciste, comme certains anarchistes et socialistes, utilisaient ce terme pour critiquer ceux qui collaboraient avec le régime ou qui adoptaient des comportements jugés indignes.

“J’invitai à ce que, d’un commun accord, nous envisagions toutes les solutions qui pouvaient être acceptées avant d’arriver à la rupture définitive. La principale concession que je pouvais faire – dis-je – est d’être admis dans l’organisation de la Conférence dans les mêmes conditions que le *Confederazione del Lavoro*.”
(Pestaña, *Memorias*.)

Le mouvement des occupations d’usines en Italie fit écourter le séjour de Borghi; cependant, malgré la brièveté de son séjour en Russie, il en avait suffisamment vu pour se faire une opinion.

La clé de cette affaire se trouve dans la politique du “Front unique” que les bolcheviks voulaient instaurer. Si au début les bolcheviks avait compté sur l’appui des organisations révolutionnaires internationales, ils firent cependant le constat que la révolution en Europe avait subi un coup d’arrêt; il s’agissait désormais d’inciter les partis de gauche à participer aux élections et à pénétrer les organisations de masse, réformistes, de la classe ouvrière pour tenter de rallier les travailleurs au communisme. En outre, les organisations révolutionnaires qui se battaient sur le terrain syndical, dans les entreprises, n’avaient plus de raison d’être sans la mesure où, après la publication des 21 conditions d’admission à l’Internationale communiste, les fractions communistes dans les syndicats réformistes et les cellules communistes dans les entreprises devaient les remplacer. En effet, la 9^e condition d’admission des partis à l’Internationale stipulait l’obligation de créer des cellules à l’intérieur des organisations syndicales dans le but d’en prendre le contrôle.¹⁵⁰

Le Komintern demandait même aux organisations syndicalistes révolutionnaires de se dissoudre et d’inciter leurs militants à entrer dans les syndicats réformistes. Voilà pourquoi Borghi n’était pas le bienvenu et pourquoi la CGL l’était.

Or Gramsci s’en prend vigoureusement à Borghi pour ses positions sur le Komintern:

“Tout le monde savait depuis mars 1919, dit-il, que l’Internationale communiste était une organisation politique, une organisation de partis et de groupes politiques; tout le monde savait que les piliers de l’Internationale communiste

150 “Tout parti qui désire appartenir à l’Internationale communiste est tenu de mener systématiquement et sans faiblesse une action communiste au sein des syndicats, des coopératives et des autres organisations ouvrières de masse. Il est indispensable d’y constituer des cellules communistes qui, par un travail constant et opiniâtre, doivent gagner les syndicats à la cause du communisme. Ces cellules sont tenues, à chaque moment du travail quotidien, de démasquer la trahison des social-patriotes et les hésitations du ‘centre’. Elles doivent être entièrement subordonnées au parti dans son ensemble.”

étaient: la dictature prolétarienne, c'est-à-dire l'organisation d'un État ouvrier centralisé et contrôlé par le Parti communiste; le pouvoir industriel entre les mains non des syndicats (c'est-à-dire non aux fonctionnaires syndicaux) mais aux Conseils économiques populaires centralisés dans un Conseil économique national; la création d'une armée rouge régulière et non la défense de la révolution confiée à l'initiative d'individus ou de bandes désorganisées de partisans. Armando Borghi connaissait ou, du moins, avait le devoir de connaître ces choses. Il adhéra à l'Internationale communiste, il fit adhérer à l'Internationale politique l'Union syndicale qu'il dirigeait."¹⁵¹

Examinons le propos de Gramsci point par point à la lumière des faits, dont ce dernier ne semble pas avoir connaissance:

1. "Tout le monde savait depuis mars 1919 que l'Internationale communiste était une organisation politique, une organisation de partis". C'est exact, mais dans la période "ascendante" (très courte il est vrai) de la révolution, partis et syndicats révolutionnaires étaient admis à l'IC. Dans la période "descendante", où la perspective révolutionnaire est passée, il s'agit de pénétrer les organisations syndicales réformistes. La création de l'Internationale syndicale rouge avait pour objet d'attirer les organisations syndicales, et pendant un moment la direction bolchevique a donné l'illusion d'accepter quelques concessions aux syndicalistes révolutionnaires sur la question de l'indépendance syndicale. C'est ainsi que Lozovsky fut élu à la tête de l'ISR, un militant qui avait vécu en France et avait une vague aura "syndicaliste", afin d'amadouer les syndicalistes révolutionnaires. Ces derniers crurent pendant un temps à la bonne foi des bolcheviks mais finirent par comprendre qu'il était impossible de négocier avec eux: c'est alors que fut décidée la création à Berlin d'une Internationale spécifiquement syndicaliste révolutionnaire: l'AIT seconde manière. Les choses ne sont donc pas aussi simples que ne le dit Gramsci.

2. La "dictature prolétarienne". Cette question fit elle aussi l'objet de négociations avec les syndicalistes révolutionnaires, qui ne contestaient pas la nécessité de l'usage de la force pour préserver la révolution mais s'opposaient à l'idée de dictature d'un parti, sans obtenir de concession.

3. L'"État ouvrier centralisé et contrôlé par le Parti communiste". Les syndicalistes révolutionnaires firent remarquer que ce concept était antagonique avec le slogan "tout le pouvoir aux soviets" grâce auquel les bolcheviks étaient parvenus au pouvoir.

151 "*Libertà per tutti, se così almeno vi pare!*", scritto per l'Ordine Nuovo il 23 novembre 1921.

4. “Le pouvoir industriel entre les mains non des syndicats (c’est-à-dire non aux fonctionnaires syndicaux), mais aux Conseils économiques populaires centralisés dans un Conseil économique national.”

Au moment où Gramsci écrit, la moindre instance “populaire” du pays est contrôlée par le parti communiste à l’exclusion de tout autre :

– Décembre 1917: création de la Tchéka; janvier 1918: les élections dans les syndicats sont remplacés par les nominations par les instances du parti; les comités d’usine sont liquidés; les soviets sont épurés des partis non bolcheviks automne 1918;

– Mars-août 1918: désarmement des gardes rouges; retrait de tout pouvoir aux soviets locaux; les membres des soviets sont nommés par l’appareil du part; répression des SR de gauche et des anarchistes et suppression de leurs journaux.

5. Enfin, “la création d’une armée rouge régulière” opposée à “la défense de la révolution confiée à l’initiative d’individus ou de bandes désorganisées de partisans”. Aucun anarchiste n’a préconisé la défense de la révolution “à l’initiative d’individus”. Quant aux “bandes de partisans”, contrairement à ce que pense Gramsci, elles ont dans l’ensemble été très efficaces, et l’armée insurrectionnelle makhnoviste n’a pas été la seule; il y avait également la “Droujina” (bataillon de combat volontaire) de Maria Nikiforovna, qui joua un rôle décisif dans le combat contre les Russes blancs. Il est d’ailleurs difficile de qualifier l’armée makhnoviste de “bande armée” car elle présentait toutes les caractéristiques d’une véritable armée, avec état major, service de renseignements etc. La bataille de Peregonovka a été une vaste contre-attaque menée par Makhno contre les Russes blancs qui s’apprêtaient à prendre Moscou, coupant leurs lignes d’approvisionnement et provoquant la défaite de Dénikine. Ce fait est attesté par de nombreux historiens (David Footman, Colin Darch, Michael Malet, William Henry Chamberlin, Evan Mawdsley, Richard Pipes).

Pierre Broué, qu’on ne peut soupçonner d’antipathie à l’égard des bolcheviks, résume parfaitement la question: “Comment les bolcheviks pourraient-ils accepter la libre confrontation des idées et la libre compétition dans les élections aux soviets quand ils savent que les neuf dixièmes de la population leur sont hostiles”, et sachant par ailleurs que les mencheviks et les anarchistes représentent désormais “une force réelle parmi les ouvriers”?¹⁵² On peut dire sans risque d’erreur qu’à partir de novembre 1918, la classe ouvrière russe est définitivement écrasée, ce que Gramsci, pourtant un dirigeant du parti, semble ignorer.¹⁵³

152 Pierre Broué, *Le parti bolchevik*, éd. de Minuit, p. 156.

153 Pierre Broué, *Histoire du parti bolchevik*, éd. de Minuit, p. 156.

La réalité du pouvoir soviétique

La réalité du pouvoir soviétique, que critiquent Borghi et l'ensemble du mouvement syndicaliste révolutionnaire et anarchiste, montre une situation qui n'a rien à voir avec l'utopie communiste que Gramsci tente de véhiculer. Daniel Guérin vient au secours de Gramsci en écrivant qu'il "n'était pas assez au courant de l'évolution en Russie pour distinguer entre les soviets libres des premiers mois de la Révolution et les soviets domestiqués par l'État bolchevique".¹⁵⁴ Il est difficile d'imaginer que le dirigeant d'un parti communiste ne soit pas au courant de ce qui se passait à ce moment-là en Russie.

Armando Borghi n'est pas seulement contre l'Internationale communiste parce que "politique" et "dictatoriale"; il est également contre l'Internationale syndicale rouge. Gramsci lui reproche de faire "de la propagande contre les 'tyrans bolcheviques', contre la dictature qui étouffe la révolution". Mais peut-on attendre d'une Internationale syndicale dont le siège est à Moscou, financée par Moscou, dont les fonctionnaires sont désignés par Moscou, qu'elle soit autre chose qu'un clone de l'Internationale communiste?

La critique de Gramsci contre Borghi relève de l'argument de cour de récréation: ce dernier est accusé de vouloir créer

"...des unions syndicales à l'infini pour être secrétaire à l'infini; il trouvera toujours que toutes les organisations dont il n'est pas le secrétaire ne sont pas vraiment révolutionnaires et vraiment prolétariennes. (...) Liberté pour tous, comme bon vous semble! Liberté pour Errico Malatesta de considérer les communistes comme des candidats aux métiers si infâmes et déshonorants de bourreau, de tortionnaire, de policier; et liberté aux communistes de considérer Malatesta comme une vieille galette. Liberté à Luigi Fabbri de faire la fontaine d'eau potable, et liberté aux communistes d'essayer d'éviter l'inondation et de ne pas boire. Liberté à Armando Borghi de faire le bouffon, et liberté aux communistes d'écrire qu'Armando Borghi est un bouffon."¹⁵⁵

On sombre dans le ridicule.

¹⁵⁴ Daniel Guérin, *L'anarchisme*, Paris, Gallimard, 1981, p. 152.

¹⁵⁵ Gramsci, "Contro gli anarchici": extrait de l'article "*Libertà per tutti, se così almeno vi pare!*", écrit pour *L'Ordine Nuovo* le 23 novembre 1921, Gramsci polémique violemment contre Errico Malatesta, Luigi Fabbri et Armando Borghi, soulignant la profonde distance entre le communisme et les anarchistes. [http://www.aurorarivista.it/articolo.php?cat=storiaepolitica&id=173 contro gli anar](http://www.aurorarivista.it/articolo.php?cat=storiaepolitica&id=173%20contro%20gli%20anar)

Dans la création d'une société communiste, pour Gramsci, les distinctions entre ouvriers disparaissent. "La société communiste ne peut être construite d'autorité, avec des lois et des décrets" dit-il, occultant tout ce qui se passait au même moment en Russie

Le dirigeant communiste Gramsci ne pouvait pas l'ignorer. Or il écrit encore que cette société communiste émergera "spontanément de l'activité historique de la classe travailleuse qui a acquis le pouvoir d'initiative dans la production industrielle et agricole et est portée à réorganiser la production sous des modes nouveaux"... L'ouvrier anarchiste (au contraire de ses "chefs"), nous dit Gramsci, comprendra l'utilité d'un pouvoir centralisé qui lui garantiront la liberté acquise et qui stimulera la "création révolutionnaire". Rappelons que ce "Discours aux anarchistes" est rédigé en avril 1920.

Gramsci conclut son propos en disant être convaincu que "la révolution en Italie exige la collaboration entre socialistes et anarchistes, collaboration franche et loyale de deux forces politiques, basées sur les problèmes concrets du prolétariat" et que pour ce faire il faut que les anarchistes "soumettent leurs critères tactiques traditionnels à une révision, comme l'a fait le Parti socialiste, et qu'ils justifient leurs affirmations politiques par des motivations actuelles déterminées dans le temps et dans l'espace."¹⁵⁶

Quelle est, en définitive, l'interaction entre Gramsci et l'anarchisme?

Daniel Guérin note qu'à l'époque de l'occupation des usines à Turin, Gramsci collaborait avec des syndicalistes dont certains s'identifiaient comme anarchistes; Guérin ajoute que Gramsci préférerait travailler avec des révolutionnaires proches des ouvriers plutôt que d'accepter aveuglément le dogme réformiste du Parti socialiste. Un chapitre *L'Anarchisme* de Guérin¹⁵⁷ est dédié à cette collaboration entre Gramsci et les libertaires. On peut y lire:

"Certes, Gramsci laissait souvent l'épithète 'libertaire' revenir sous sa plume et avait rompu des lances avec Angelo Tasca, autoritaire invétéré, qui défendait une conception antidémocratique de la 'dictature du prolétariat', réduisait les conseils d'usine au simple rôle d'instruments du parti communiste et dénonçait même comme 'proudhonienne' la pensée gramsciste."¹⁵⁸

Il ne fait pas de doute que Gramsci prônait la participation active des travailleurs dans les décisions qui les concernent, l'initiative révolutionnaire venant de la base, ainsi que la fusion entre théorie et pratique: cela suffit-il à l'inscrire dans une perspective libertaire – ou plutôt marxiste-libertaire,

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ Daniel Guérin, *L'anarchisme*, Paris, Gallimard, 1981 (1965).

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 152.

comme le voudrait Daniel Guérin? Les prises de position de Gramsci ont fluctué en fonction des circonstances et il a pu, une fois confronté au principe de réalité, prendre des décisions qui ne correspondaient pas au fond de sa pensée, lorsqu’il se cantonnait au rôle d’intellectuel, qu’il soit ou non “organique”.

C’est dire que le désigner comme un “Lénine italien” est une absurdité, une “exagération insensée qui atteste une méconnaissance complète de Gramsci autant que de Lénine”, écrit Maurice Vaussard dans *Le Monde* du 7 septembre 1955. Gramsci n’avait pas la trempe de Lénine, ni son cynisme, ni son opportunisme politique, ni son absence totale d’empathie, et encore moins son génie tactique.

Si on peut souligner l’existence de tendances libertaires dans sa pensée, ces tendances se manifestent contre l’anarchisme réel – comme le faisait Marx.

Le fascisme

C’est dans “Crise de l’État : le fascisme” des *Cahiers de prison* que Gramsci donne l’une de ses définitions du fascisme le plus significatives: “Le fascisme est un phénomène complexe qui se présente comme une réponse à la crise du capitalisme et comme une forme de domination de la bourgeoisie.” Dans les Thèses du III^e congrès du parti communiste d’Italie, il en expose les objectifs: le fascisme vise à “réaliser une unité organique de toutes les forces de la bourgeoisie dans un seul organisme politique sous le contrôle d’un unique centre qui devrait diriger ensemble le parti, le gouvernement et l’État”.¹⁵⁹ Le fascisme a réussi à donner à la bourgeoisie italienne l’unité politique qu’elle n’a jamais eue auparavant.

Dans les *Cahiers de prison*, Gramsci nous explique que “l’exercice ‘normal’ de l’hégémonie dans le domaine désormais classique du régime parlementaire se caractérise par la combinaison de la force et du consensus qui s’équilibrent de manière variable, sans que la force ne l’emporte trop sur le consensus, mais en cherchant plutôt à faire en sorte que la force semble s’appuyer sur le consensus de la majorité, exprimé par les organes dits de l’opinion publique – journaux et associations..” Entre le consentement et la force, il y a, dit Gramsci, la corruption et la fraude, “qui sont caractéristiques de certaines situations où l’exercice de la fonction hégémonique est difficile, car le recours à la force présente trop de dangers”.¹⁶⁰

159 *La situazione italiana e i compiti del PCI*, tesi approvate al Terzo Congresso del Partito comunista italiano, in Antonio Gramsci, *La costruzione del partito comunista 1923-1926*, Einaudi, Torino 1971, p. 495.

160 Gramsci, *Quaderni del carcere* 13, § 37, p. 1638.

Après la guerre, le système de domination en Italie s'était affaibli: il était devenu de plus en plus difficile d'exercer cette domination. On parla de "crise de l'autorité" ou d'"effondrement du régime parlementaire". On se concentra sur les manifestations visibles au Parlement et au gouvernement. Ce phénomène montrait des signes de corruption et de déclin moral. Chaque faction d'un parti pense avoir la solution pour arrêter l'affaiblissement du parti et veut en prendre le contrôle. Dans le parlement, chaque parti croit être le seul capable de sauver le pays et veut participer au gouvernement. Cela entraîne des négociations compliquées et parfois trompeuses. "En réalité, la corruption personnelle peut être moins importante qu'il n'y paraît, car l'ensemble du système politique est corrompu par l'effondrement de la fonction hégémonique." Ceux qui veulent que la crise se résolve à leur avantage parlent de "corruption" et de "dissolution" de principes. La démagogie devient l'arme par excellence, mais, ajoute Gramsci, "la situation devient comique lorsque le démagogue ne se rend pas compte qu'il l'est et agit comme si c'était vrai que l'apparence fait le moine et que le chapeau représente l'intellect. Machiavelli devient ainsi Stenterello".¹⁶¹

Gramsci analyse le fascisme non seulement comme un phénomène politique mais aussi comme l'expression d'une crise de la société italienne et comme une tentative de préserver l'ordre social dans un contexte de forts conflits de classe. Le fascisme est défini comme une forme de gouvernement qui utilise la violence, il est le produit des contradictions de classes du capitalisme et de la faiblesse de la gauche et de la classe ouvrière. Dans ce cadre, le concept de "bloc historique" est essentiel car il met en évidence comment le fascisme réussit à constituer des alliances entre différentes classes pour consolider son propre pouvoir.

"Le fascisme est l'illégalité de la violence capitaliste : la restauration de l'État est la légalisation de cette violence : c'est une loi historique bien connue que la coutume précède le droit."¹⁶²

L'Italie des années 1920 est marquée par une instabilité politique, une crise économique et des tensions sociales exacerbées. Après la Première Guerre mondiale, le pays fait face à des difficultés économiques, à des grèves ouvrières et à une montée du mécontentement général. C'est dans ce contexte que Benito Mussolini et le Parti national fasciste émergent,

161 A. Gramsci, *Lettere del carcere*, vol.3, pp 1638-1639.

Stenterello est un personnage de la tradition [carnavalesque](#) et du [théâtre florentin](#).

162 A. Gramsci, *Sul fascismo*, Editoria, Multimedia, p.76.
https://www.liberliber.eu/mediateca/libri/g/gramsci/sul_fascismo/pdf/gramsci_sul_fascismo.pdf

exploitant la peur de la révolution sociale et la désillusion des classes moyennes.

Emprisonné par le régime fasciste en 1926, c'est dans ses *Cahiers de prison* que Gramsci analyse la situation politique et sociale de l'époque. Sa réflexion se concentre sur la manière dont le fascisme réussit à s'imposer comme une force politique dominante et sur les implications de cette montée pour les mouvements ouvriers et populaires. L'analyse de la crise de l'État et de la montée du fascisme constitue un aspect fondamental de la pensée politique de Gramsci, qui a observé les dynamiques politiques de son temps et a développé une réflexion approfondie sur la nature de l'État, les crises de légitimité et les conditions qui permettent l'émergence de mouvements fascistes.

L'État n'étant pas seulement un instrument de coercition mais aussi un espace de lutte pour l'hégémonie, il est défini comme un "champ de bataille" où se déroulent des conflits idéologiques entre différentes classes et groupes sociaux. La crise de l'État résulterait d'une perte de légitimité, lorsque les classes subalternes contestent le pouvoir des classes dominantes; l'État doit donc faire face à des défis qui menacent son autorité. Plusieurs facteurs contribueraient à cette crise :

- Les crises économiques, qui peuvent engendrer des mouvements de mécontentement et des révoltes sociales.
- La mobilisation des classes subalternes et les luttes ouvrières qui peuvent éroder le consensus qui soutient l'État.

On a vu que Gramsci décrit l'exercice "normal" de l'hégémonie dans le régime parlementaire comme résultant d'une "combinaison de force et de consensus qui s'équilibrent de manière variée",¹⁶³ sans que la force ne l'emporte trop sur le consensus, de manière à obtenir que la force soit perçue comme soutenue par le consensus de la majorité. Il observe que, dans le contexte post-guerre, l'appareil hégémonique du système capitaliste se fragilise, rendant l'exercice de l'hégémonie difficile et aléatoire. Cette crise de l'État se manifestait par des difficultés croissantes à former des gouvernements et une instabilité politique accrue, résultant de la multiplication des partis parlementaires et par leurs crises internes, chacun d'entre eux croyant avoir la recette infaillible pour empêcher l'affaiblissement du parti.

"Le processus de désintégration de la petite bourgeoisie commence dans la dernière décennie du siècle dernier. La petite bourgeoisie perd toute importance et abdique de toute fonction vitale dans le domaine de la grande industrie et du

163 A. Gramsci, *Lettere del carcere*, vol.3, pp 1638.

capital financier: elle devient une pure classe politique et se spécialise dans le 'crétinisme parlementaire'."¹⁶⁴

Lorsque la société civile est fragmentée ou affaiblie, l'État perd sa capacité à gouverner par le consentement. Au lieu de cela, il doit recourir à des mesures autoritaires pour maintenir le contrôle, ce qui peut aggraver la crise de légitimité. Gramsci analyse le fascisme comme une réponse à la crise de l'État. Le fascisme cherche à rétablir un ordre social perçu comme menacé par les luttes des classes subalternes. En mobilisant les peurs et les ressentiments des classes moyennes et des petits propriétaires, le fascisme réussit à établir un consensus autour de valeurs nationalistes et autoritaires. Il utilise plusieurs stratégies pour consolider son pouvoir :

- La propagande : Le régime fasciste déploie une intense campagne de propagande pour diffuser ses idées et légitimer son autorité.
- La répression : l'utilisation de la violence et de la terreur contre les opposants politiques et les mouvements ouvriers est une caractéristique essentielle de la stratégie fasciste.
- La construction d'un nouveau consensus : Le fascisme parvient à établir un consensus autour de la nécessité d'un ordre national unifié, en s'opposant aux divisions sociales et en présentant ses adversaires comme des menaces à la nation.

L'absence d'un "parti politique du prolétariat révolutionnaire, d'un parti communiste rigidement centralisé", conjointement avec "la dissolution du pouvoir bourgeois".sont des facteurs favorisant l'émergence du fascisme. (p. 79) État signifie centralisation du commandement et de l'action. Or l'État italien "tombe en morceaux".précisément parce que les pouvoirs locaux ne fonctionnent pas selon les mots d'ordre qui partent du centre gouvernant. "Le fascisme est l'expression de cette corruption des pouvoirs étatiques" (p.80), il a été "l'ultime 'représentation' offerte par la petite bourgeoisie urbaine dans le théâtre de la vie politique nationale". (p. 83), il est la forme politique qui permet de renforcer la coercition quand le consentement fait défaut.

"Et le contenu est la crise d'hégémonie de la classe dirigeante, qui se produit soit parce que la classe dirigeante a échoué dans une de ses grandes entreprises politiques pour lesquelles elle a demandé ou imposé par la force le consensus des grandes masses (comme la guerre) ou parce que (notamment des paysans et des intellectuels petits bourgeois) sont passés d'un coup de la passivité politique à une certaine activité et posent des revendications qui, dans leur ensemble inorganique, constituent une révolution. On parle de 'crise

164 Antonio Gramsci, *Sul fascismo*, www.liberliber.it, p.83.

d'autorité' et c'est précisément la crise d'hégémonie, ou crise de l'État dans son ensemble."¹⁶⁵

Le fascisme serait donc la réponse à l'incapacité de la bourgeoisie s'assurer son hégémonie à un moment donné. Il ne serait donc pas quelque chose d'extérieur, d'étranger au régime capitaliste, mais une forme parfaitement endogène.

Le fascisme vise à réaliser une unité organique de toutes les forces de la bourgeoisie sous un contrôle centralisé. Il n'est pas seulement un phénomène politique, mais aussi une expression d'une crise de la société italienne, utilisant la violence et la propagande pour maintenir le contrôle.

Dans ses écrits, il montre comment le fascisme parvient à construire des alliances entre différentes classes sociales pour consolider son pouvoir. Ce concept de "bloc historique" est fondamental pour comprendre la dynamique de pouvoir en période de crise. Gramsci voit le fascisme comme une réponse des classes dominantes qui cherchent à instaurer une nouvelle hégémonie pour contrer la montée du socialisme et du mouvement ouvrier, dans un contexte de crise économique et sociale. Le fascisme émerge en un moment de crise de l'État qui ne parvient pas à maintenir son autorité: il apparaît alors comme la solution autoritaire garantissant l'ordre et la stabilité. L'un des moyens par lesquels il parvient à gagner les masses est l'usage de symboles et de mythes, se basant sur les émotions, afin de créer un sentiment d'identité collective: en dépassant les divisions de classes il attire des couches de la population qui se sentent délaissées.

Gramsci souligne le rôle des intellectuels dans la formation du fascisme. Il insiste sur la nécessité de mettre en place une contre-hégémonie pour lutter contre le fascisme et montre qu'il existe des interactions complexes entre pouvoir, culture et lutte des classes : il met en avant l'importance de la lutte idéologique. Il considère que pour contrer l'hégémonie fasciste, il est crucial de construire un contre-consensus qui reflète les aspirations des classes subalternes. Cela implique un travail intellectuel et culturel pour redéfinir les valeurs et les idées qui sous-tendent la lutte sociale. Dans cette lutte, Gramsci insiste sur le rôle des intellectuels organiques dans la construction de ce contre-consensus. Ces intellectuels, issus des classes subalternes, sont essentiels pour articuler les luttes populaires et offrir des alternatives à l'idéologie fasciste.

Les idées de Gramsci soulignent en particulier l'importance d'une mobilisation populaire et d'une organisation des classes subalternes pour résister à la montée de l'autoritarisme. La lutte pour un nouveau consensus basé sur des valeurs démocratiques et égalitaires est essentielle pour contrecarrer les tendances fascistes.

165 A. Gramsci, *Lettere del carcere*, vol. 3, Einaudi, p. 1603.

Le fascisme est la manifestation de la profonde décomposition de la société italienne aussi bien que de l'État: cette situation ne peut être expliquée que par "le faible niveau de civilisation que la nation italienne a pu atteindre en soixante ans d'administration unitaire".("Sul fascismo", p.99)

Dans son article "I becchini della borghesia italiana".[Les fossoyeurs de la bourgeoisie italienne] paru dans *Ordine Nuovo* le 7 mars 1921, Gramsci livre une analyse qu'on pourrait qualifier de psycho-sociologique de la société italienne qui éclaire de manière presque effrayante l'environnement qui a produit le fascisme. La citation est un peu longue mais éclairante:

"Le fascisme s'est présenté comme l'anti-parti, ouvrant ses portes à tous les candidats et, avec sa promesse d'impunité, permettant à une multitude hétéroclite de couvrir les explosions sauvages de passions, de haines et de désirs sous le vernis d'idéaux politiques vagues et nébuleux. Le fascisme est ainsi devenu une question de coutume, identifiée à la psychologie barbare et antisociale de certains segments du peuple italien, non encore modifiés par une nouvelle tradition, par l'école, par la coexistence dans un État bien ordonné et bien administré. Pour comprendre toute la portée de ces déclarations, il suffit de rappeler que l'Italie détenait le record des meurtres et des massacres ; que l'Italie est le pays où les mères élèvent leurs enfants en les frappant à la tête avec des sabots ; que c'est le pays où les jeunes générations sont les moins respectées et protégées ; que dans certaines régions italiennes, il semblait naturel, il y a quelques années encore, de museler les vendangeurs pour les empêcher de manger le raisin ; Dans certaines régions, les propriétaires terriens enfermaient leurs ouvriers dans les étables à leur retour du travail, afin de les empêcher de se réunir et d'assister aux cours du soir.

"La lutte des classes a toujours revêtu un caractère âpre en Italie en raison de l'immatunité 'humaine' de certains segments de la population. La cruauté et l'absence de compassion sont deux traits distinctifs du peuple italien, qui va de la sentimentalité enfantine à la férocité la plus brutale et la plus sanguinaire, de la rage passionnée à la froide contemplation de la souffrance d'autrui.

"Sur ce terrain semi-barbare, que l'État, encore fragile et incertain dans ses branches les plus vitales, a lentement et péniblement réussi à cultiver, aujourd'hui, après sa désintégration, toutes sortes de miasmes pullulent. Il y a

beaucoup de vrai dans l'affirmation des journaux fascistes selon laquelle tous ceux qui se disent fascistes et agissent au nom des Fasci n'appartiennent pas à l'organisation ; mais qu'en est-il d'une organisation dont le symbole peut servir à dissimuler des actions telles que celles qui souillent quotidiennement l'Italie ? Cette affirmation, en outre, confère aux événements un caractère bien plus grave et décisif que ne le souhaiteraient les journalistes des journaux bourgeois. Qui peut les arrêter, si l'État est incapable et les organisations privées impuissantes ?”¹⁶⁶

Gramsci explique clairement le fascisme par le caractère barbare de la société italienne de son temps et par la fragilité de l'État. La société n'a pas encore eu le temps d'être influencée par l'éducation dispensée par un État “bien ordonné”, comme il dit, et “bien administré”. Le fait que l'Italie ait le record de meurtres reste encore à vérifier. Quant aux mères qui élèvent leurs enfants en les frappant à la tête avec des sabots, il n'est pas certain que dans les campagnes françaises des choses équivalentes aient pu encore exister longtemps après que l'État jacobin ait centralisé d'éducation.

Je laisse à Gramsci la responsabilité de l'affirmation selon laquelle les propriétaires muselaient les vengeurs, mais j'ai vu en 1965, travaillant dans une grosse ferme en Angleterre, une femme employée à ramasser les pommes se faire licencier parce qu'elle en avait mangé une.

Quant à l'absence de compassion dont la société italienne semble affublée par Gramsci, que dire de la compassion des patrons du nord de la France qui, à la fin du XIX^e siècle, embauchaient des enfants de 7 ans qui allaient à la mine endormis perchés sur les épaules de leurs pères et qui travaillait 12 heures par jour dans les manufactures et les mines? Il reste que la description que fait le révolutionnaire italien de la société de son temps est assez effrayante.

L'analyse de Gramsci justifie à ses yeux la “thèse communiste” selon laquelle le fascisme, en tant que “fléau”, avec “son arbitraire monstrueux, sa destruction systématique et irrationnelle”, “ne peut être éradiqué que par un nouveau pouvoir d'État, par un État ‘restauré’ tel que les communistes l'entendent, c'est-à-dire par un État dont le pouvoir est entre les mains du prolétariat, seule classe capable de réorganiser la production et donc tous les rapports sociaux qui dépendent des rapports de production.”¹⁶⁷

Il est à prévoir, dit Gramsci, que la bourgeoisie tentera un jour d'amalgamer les deux appareils répressifs, l'État et le fascisme, par un coup d'État dirigé contre les organes centraux du gouvernement”.

166 A. Gramsci, *Sul fascismo*, op cit, p. 99-100.

167 *Ibid.* pp.100-101.

“La partie la plus réactionnaire et la plus dénuée de scrupules de la classe dirigeante imposera sa dictature sanglante, dissoudra les organisations ouvrières et remettra tout le pouvoir à la caste militaire.”¹⁶⁸

L'analyse de la crise de l'État et du fascisme par Antonio Gramsci nous donne des perspectives sur les dynamiques politiques et sociales. Il insiste sur l'importance de la lutte d'idées, du besoin de créer un contre-consensus et sur le rôle des intellectuels. Il fournit des outils pour mieux comprendre et lutter contre les formes d'autoritarisme qui peuvent surgir en période de crise. Sa pensée nous rappelle que pour résister aux mouvements fascistes et autoritaires, il faut une mobilisation collective, un engagement intellectuel et une lutte continue pour construire des alternatives qui reflètent les aspirations de ce qu'il appelle les “classes subalternes”.

La Contre-révolution préventive

Il est intéressant de mettre en parallèle aux positions de Gramsci celles de Luigi Fabbri, datant de la même époque et développées dans un texte intitulé *La Contre-révolution préventive*¹⁶⁹. Il s'agit d'un essai qui aborde les thèmes de la lutte politique et sociale face à la montée des mouvements révolutionnaires. Fabbri propose une analyse des mécanismes par lesquels les classes dominantes cherchent à préserver leur pouvoir en anticipant et en réprimant les mouvements populaires avant qu'ils ne puissent se développer. Il souligne que les élites au pouvoir sont constamment préoccupées par la possibilité d'une révolution. Cette peur les pousse à adopter des mesures préventives pour étouffer toute forme de contestation.

“La convulsion fasciste me fait penser aux mouvements désordonnés et meurtriers d'un homme sur le point de se noyer, qui frappe l'eau autour de lui et peut faire couler même ceux qui s'approchent pour le sauver. L'instinct de conservation, devenu aveugle, est dans de tels cas, neuf fois sur dix, une cause de mort. La classe dirigeante ne veut pas mourir, et pourrait peut-être ne pas mourir – l'incapacité révolutionnaire momentanée du prolétariat peut au moins lui en donner l'espoir –, mais la peur de la mort et l'instinct aveugle de conservation l'ont plongée dans un tel orgasme, dont le fascisme est la manifestation, que ses actes en deviennent totalement irrationnels et équivalent à un suicide indirect.”

¹⁶⁸ *Ibid.* p. 125.

¹⁶⁹ D'après l'ouvrage *La Lutte humaine* de Gaetano Manfredonia, Éditions du Monde libertaire, 1994.

La guerre a uni temporairement les classes contre un ennemi extérieur, mais a également intensifié les luttes internes. Après la guerre, les conflits de classe ont refait surface, conduisant à la montée du fascisme comme réponse des classes dirigeantes face à la menace prolétarienne. Fabbri accuse les socialistes d'avoir échoué à saisir les occasions de révolution, en raison de leur inaction et de leurs divisions internes. Malgré un soutien populaire, les mouvements révolutionnaires n'ont pas réussi à se mobiliser efficacement, permettant au fascisme de se renforcer avec le soutien tacite des forces conservatrices et de l'État. Le fascisme est présenté comme une réaction aux besoins défensifs des classes dirigeantes, unissant divers intérêts menacés par le socialisme. Il est une manifestation de la lutte des classes, visant à détruire les organisations ouvrières et à rétablir l'autorité bourgeoise. Fabbri met en garde contre les conséquences de cette violence, qui pourrait engendrer un cycle de représailles.

L'argument central de ce texte est que le fascisme représente...

“le produit le plus naturel et légitime de la guerre; je dirai même qu'il est la poursuite dans chaque pays de la guerre mondiale, commencée en juillet 1914 et pas encore terminée, malgré tous les traités de paix partiels ou généraux.”

Cependant, Fabbri précise que ce serait trop simple “de dire que la guerre mondiale a été une sorte de guerre internationale contre le prolétariat et contre la révolution”, mais c'est là une des principales raisons qui a précipité le conflit, une des principales raisons pour lesquelles aucune classe dominante d'aucun pays n'a fait ce qu'elle aurait pu faire pour éviter le conflit ; en effet, il s'agissait de “d'épuiser la classe ouvrière devenue trop puissante, d'affaiblir la résistance populaire par une hémorragie colossale, de consolider les trônes et surtout la domination de la ploutocratie bancaire et industrielle”.

Fabbri décrit les stratégies répressives mises en place, comme la censure, la surveillance et la violence policière, pour empêcher l'organisation des masses populaires. Il montre comment ces méthodes sont souvent justifiées par la nécessité de maintenir l'ordre. Il insiste sur l'importance de l'organisation des travailleurs et des opprimés. Il argue que la seule manière de contrer la contre-révolution est de renforcer la solidarité entre les différentes couches de la société exploitée.

Fabbri critique également les partis politiques traditionnels, qu'il considère comme souvent incapables de représenter les véritables intérêts des classes populaires. Il plaide pour une approche plus radicale et directe, qui s'éloigne des compromis politiques. Il aborde la nécessité d'une conscience collective parmi les opprimés pour anticiper et répondre à la

répression. Il met en avant l'idée que la contre-révolution ne peut être stoppée que par une mobilisation active et proactive des masses.

Ce que Fabbri désigne sous le terme de “contre-révolution préventive” est la réaction des couches dirigeantes de la société contre la menace d'une révolution sociale. Cette révolution, “tant prédite et attendue”, dit Fabbri, n'est pas survenue : “et dans une certaine mesure on peut dire qu'elle n'était pas voulue”, ajoute-t-il, désabusé.

“Mais le simple fait d'avoir représenté une menace pendant près de deux ans a suffi à provoquer la contre-révolution. On a ainsi assisté à une contre-révolution sans révolution, une véritable contre-révolution préventive, dont le fascisme a été l'acteur le plus actif et le plus marquant.”

La bourgeoisie n'avait pas réussi à affaiblir la classe ouvrière par le moyen indirect de la guerre – et, dans le cas de l'Italie, cela avait provoqué l'effet opposé – “elle compte bien y parvenir cette fois-ci grâce à la triple action combinée de la violence illégale fasciste, de la répression légale du gouvernement et de la pression économique découlant du chômage, en partie inévitable mais aussi en partie provoquée délibérément pour étrangler les ouvriers.”

Fabbri appelle à une résistance organisée et à une solidarité entre les différentes factions révolutionnaires pour contrer le fascisme. Il souligne que la lutte doit s'étendre au-delà de la simple opposition au fascisme, en s'attaquant aux structures capitalistes et étatiques qui nourrissent ce phénomène. La victoire du prolétariat dépendra de sa capacité à se mobiliser collectivement et à défendre ses idéaux de liberté et d'égalité. En conclusion de son texte, Fabbri affirme que “lorsque la minorité révolutionnaire et libertaire du prolétariat parviendra à réunir, dans un minimum de coordination des efforts, le minimum nécessaire de volonté, de mépris du risque, d'esprit d'initiative et de sacrifice, elle aura triomphé – non seulement pour le bien-être et la liberté du prolétariat, mais pour ceux de l'humanité tout entière.”

Gramsci-Fabbri sur le fascisme

L'examen critique des positions d'Antonio Gramsci et de Luigi Fabbri sur le fascisme révèle non seulement leurs approches distinctes du phénomène, mais aussi les contextes historiques et sociaux qui ont façonné leur pensée. Cet examen met en lumière leurs conceptions respectives du fascisme, les raisons de son émergence, ainsi que les stratégies de lutte qu'ils proposent.

L'Italie des années 1920 est marquée par une instabilité politique, des crises économiques et des tensions sociales exacerbées, notamment après la Première Guerre mondiale. Le pays fait face à des grèves ouvrières, à une désillusion générale et à une montée du mécontentement parmi les classes moyennes. C'est dans ce climat que le fascisme, dirigé par Benito Mussolini, émerge comme une force politique dominante, exploitant la peur de la révolution sociale. Gramsci et Fabbri analysent ce contexte sous des angles différents.

Gramsci : Le fascisme comme réponse à la crise de l'État

Gramsci définit le fascisme comme un phénomène complexe, une réponse à la crise du capitalisme et à l'effondrement de l'État. Le fascisme n'est pas un phénomène isolé, mais plutôt le produit des contradictions internes du capitalisme; Il est une forme de domination bourgeoise qui vise à rétablir l'hégémonie de la classe dominante face aux luttes des classes subalternes. Dans son analyse, le fascisme est une réaction à la crise de légitimité de l'État, où la coercition devient nécessaire lorsque le consensus s'effrite. Il souligne que le fascisme réussit à unifier diverses forces de la bourgeoisie sous un seul organisme politique, ce qui témoigne d'une nécessité de contrôle face à l'instabilité politique. Gramsci introduit le concept d'hégémonie, qui implique une combinaison de force et de consentement, mais où la coercition devient nécessaire lorsque le consensus s'effrite. Le fascisme est ainsi décrit comme une violence légalisée qui émerge lorsque la bourgeoisie perd son autorité et son soutien populaire.

Gramsci met en avant le concept de "bloc historique", soulignant que le fascisme parvient à constituer des alliances entre différentes classes sociales, ce qui lui permet de consolider son pouvoir. Il décrit également la manière dont le fascisme mobilise les peurs et les ressentiments des classes moyennes et des petits propriétaires, créant ainsi un consensus autour de valeurs nationalistes et autoritaires. Le fascisme n'est pas seulement un phénomène politique mais aussi l'expression d'une crise plus large de la société italienne.

Le révolutionnaire italien insiste sur l'importance des intellectuels dans la lutte contre le fascisme. Il appelle à une contre-hégémonie, une lutte idéologique qui doit mobiliser les classes subalternes et réévaluer les valeurs sociales. Pour lui, le fascisme est un phénomène qui peut être combattu par une mobilisation intellectuelle et culturelle.

Fabbri : Le fascisme comme contre-révolution préventive

Fabbri aborde le fascisme comme la réaction désespérée des classes dominantes face à la menace d'une révolution. Ce qu'il appelle la "contre-

révolution préventive” est un mécanisme par lequel les élites tentent de sauvegarder leur pouvoir en anticipant et en réprimant les mouvements populaires. Cette peur de la révolution pousse les classes dominantes à adopter des mesures violentes et répressives. Son analyse se concentre sur la manière dont les classes dominantes, en réponse à la menace d’une révolution socialiste, adoptent des mesures répressives pour préserver leur pouvoir. Fabbri voit le fascisme comme une manifestation de la peur des élites face à la montée du prolétariat: les élites, en raison de leur instinct de conservation, adoptent des stratégies irrationnelles qui peuvent mener à leur propre destruction.

Pour Fabbri, le fascisme émerge dans un contexte où le prolétariat, bien qu’ayant un potentiel révolutionnaire, est profondément fragmenté et incapable de se mobiliser. Il critique l’inaction des partis socialistes, qu’il considère comme responsables de l’incapacité des mouvements révolutionnaires à s’organiser efficacement. Il leur reproche leur incapacité à mobiliser le prolétariat et à saisir les opportunités révolutionnaires.

Fabbri met en avant la nécessité d’une action vigoureuse des classes opprimées et appelle à une solidarité entre les différents groupes révolutionnaires pour contrer l’ascension du fascisme. Pour lui, le fascisme est le produit de la peur des élites face à une classe ouvrière qui pourrait devenir trop puissante.

L’anarchiste italien insiste sur l’importance de l’organisation parmi les opprimés et sur la nécessité d’une conscience collective pour résister à la répression fasciste. Contrairement à Gramsci, il ne met pas autant l’accent sur la lutte idéologique et culturelle, mais plutôt sur l’action directe et la mobilisation des masses.

Stratégies de lutte contre le fascisme

Gramsci insiste sur l’importance de la lutte idéologique et culturelle pour contrer le fascisme. Il considère que la victoire sur le fascisme nécessite une réévaluation des valeurs et des idées, la construction d’un contre-consensus, impliquant une mobilisation intellectuelle des classes subalternes. Cela passe par la formation d’intellectuels organiques, capables d’articuler les luttes populaires et de redéfinir les valeurs sociales. Gramsci voit le fascisme comme un défi qui peut être surmonté par une renaissance culturelle et politique des classes opprimées. Il met également en avant la nécessité d’unité et d’organisation parmi les forces progressistes pour construire une alternative viable au fascisme. Pour lui, la lutte contre le fascisme nécessite une compréhension des dynamiques de pouvoir et des mécanismes de l’hégémonie.

En revanche, Fabbri plaide pour une approche plus radicale, axée sur l’action directe et la mobilisation des masses, la solidarité entre les classes

opprimées, mettant l'accent sur l'organisation et l'action directe. Gramsci souligne que la lutte doit s'étendre au-delà de la simple opposition au fascisme pour s'attaquer aux structures capitalistes et étatiques qui nourrissent ce phénomène. Fabbri insiste sur l'importance d'une conscience collective parmi les opprimés pour anticiper et répondre à la répression. Il met en garde contre les conséquences potentielles d'une violence incontrôlée et souligne que la résistance organisée est essentielle pour contrer le fascisme. Pour Fabbri, la victoire du prolétariat dépend de sa capacité à se mobiliser collectivement et à défendre ses idéaux de liberté et d'égalité.

Bien que Gramsci et Fabbri partagent des préoccupations identiques sur le phénomène fasciste, leurs approches présentent des complémentarités et des divergences. Gramsci propose une analyse plus sociologique et culturelle, insistant sur l'importance de l'hégémonie et du consensus, tandis que Fabbri adopte une perspective plus militante, mettant l'accent sur l'urgence d'une mobilisation directe.

Les différences dans leurs stratégies de lutte reflètent leurs visions distinctes de l'agent du changement social. Gramsci mise sur une évolution culturelle et intellectuelle, tandis que Fabbri insiste sur l'action immédiate et la mobilisation des masses. Cette divergence peut être interprétée comme une réponse aux conditions historiques spécifiques vécues par les deux hommes: Gramsci, en tant qu'intellectuel emprisonné, élabore une stratégie basée sur la réflexion et la réorganisation des idées, tandis que Fabbri, en tant que militant engagé, appelle à une action directe.

Leur vision du prolétariat est également révélatrice de leurs approches. Gramsci voit le prolétariat comme un acteur clé capable de construire un nouveau consensus, tandis que Fabbri considère le prolétariat comme une force qui doit s'unir pour contrer la contre-révolution. Cette divergence reflète des visions différentes de l'agent du changement social : Gramsci mise sur une évolution culturelle, tandis que Fabbri insiste sur l'action immédiate.

* * * * *

Certes, Fabbri ne reconnaît pas – ou ignore – les concepts gramsciens d'“intellectuel organique” ou d'“hégémonie” et ne les introduit donc pas dans son analyse du fascisme; mais à l'examen, les approches des deux hommes sont étonnamment complémentaires. Si Gramsci met l'accent sur la dynamique de l'hégémonie et la nécessité d'une lutte idéologique, Fabbri souligne la nécessité d'une mobilisation directe et d'une solidarité entre les opprimés.

On pourrait d'ailleurs appliquer à l'examen comparatif des approches des deux hommes les critères gramsciens de “guerre de position” et de “guerre de mouvement”. Antonio Gramsci, avec sa notion de “guerre de position”, se concentre sur l'importance des structures sociales, culturelles et idéologiques dans la lutte contre le fascisme. Il analyse comment le fascisme s'est installé dans le tissu social et comment les forces progressistes doivent travailler à construire une contre-hégémonie, en redéfinissant les valeurs culturelles et en mobilisant les masses. Pour Gramsci, la lutte ne se limite pas à des affrontements directs, mais nécessite une stratégie à long terme pour changer les mentalités et les rapports de force.

En revanche, Luigi Fabbri, qui adopte une approche de “guerre de mouvement”, met l'accent sur la nécessité d'une action directe et immédiate contre le fascisme. Il privilégie l'idée d'une lutte active et insurrectionnelle, cherchant à mobiliser les forces révolutionnaires pour s'opposer de manière plus frontale à la montée du fascisme. Fabbri considère que le moment est crucial pour engager des actions qui puissent directement contrecarrer l'expansion du fascisme.

La distinction entre ces deux approches reflète des stratégies différentes pour aborder la lutte contre le fascisme, l'une étant plus orientée vers une transformation structurelle à long terme (Gramsci) et l'autre vers une mobilisation immédiate et directe (Fabbri).

On a l'impression que, de sa prison, Gramsci considère que le fascisme est solidement implanté en Italie et qu'il faudra un combat sur le long terme pour le renverser, tandis que Fabbri pense qu'une mobilisation de masse serait encore possible.

La confrontation des deux approches permet de mieux comprendre les dynamiques sociales et politiques à l'œuvre dans le contexte du fascisme italien. Les réflexions de ces deux penseurs restent pertinentes aujourd'hui, alors que les sociétés contemporaines continuent de faire face à des menaces similaires d'autoritarisme et de fragmentation sociale. Leurs idées peuvent ainsi servir de fondement pour une réflexion critique sur les défis actuels et les voies de résistance face aux forces réactionnaires.

La “société régulée”

Dans les *Carnets de prison*, Gramsci aborde la confusion qui est faite entre société civile et société politique. Le concept d'État inclut des éléments qui renvoient à la notion de société civile, “en ce sens, pourrait-on dire, que l'État est “société politique + société civile”, c'est-à-dire hégémonie cuirassée de coercition)”. Gramsci imagine une situation où la société civile pourrait progressivement absorber l'État, ce dernier étant “

susceptible de s'épuiser et de se résoudre dans la société régulée": "On peut imaginer que l'élément État-coercition s'épuise à mesure que s'affirment des éléments de plus en plus importants de la société régulée (ou État éthique ou société civile)" On a en somme un nouvel avatar de la formule saint-simonienne (reprise ensuite par Engels) selon laquelle le gouvernement des hommes serait remplacé par l'administration des choses..

Cette idée implique une évolution vers un "État éthique", où les individus, considérés comme égaux et raisonnables, accepteraient la loi sans coercition. Gramsci évoque également la notion de l'État comme "gardien de nuit", une idée de Lassalle, en contraste avec le marxisme. En fin de compte, il propose une transition d'un État assimilé au Gouvernement vers un rôle plus limité, garantissant le développement d'une "société régulée", sans pour autant évoquer un nouveau libéralisme, mais plutôt le commencement d'une ère de "liberté organique".¹⁷⁰ Tout de même, nous dit Gramsci, le passage de la phase État vers la phase société régulée, "où l'État s'identifiera à la société civile", il faudra passer par une "organisation coercitive qui protégera le développement des éléments d'une société régulée en constante augmentation, et réduira donc progressivement ses interventions autoritaires et coercitives." Significativement, Gramsci ne parle pas de "dictature du prolétariat" mais simplement d'une "organisation coercitive" protégeant les acquis, et appelée à diminuer avec le temps – un point avec lequel les anarchistes ne sont pas en désaccord.

La société régulée s'oppose à l'idée d'un État purement coercitif. Elle représente un modèle dans lequel les institutions sociales, culturelles et économiques collaborent pour établir des normes et des valeurs communes, permettant aux individus d'exercer leur liberté dans un environnement de coopération et de respect mutuel.

Gramsci souligne l'importance de la culture et de l'hégémonie dans la construction de cette société régulée, où le consensus et la participation active des citoyens jouent un rôle fondamental. En substance, la société régulée est considérée comme un idéal d'organisation sociale qui promeut la justice, l'égalité et la solidarité, par opposition aux formes de domination autoritaire.

La "société régulée" de Gramsci fait référence à un concept dans lequel la société est organisée de manière à garantir un équilibre entre la liberté individuelle et la nécessité d'ordre et de cohésion sociale. Gramsci propose l'idée que, dans une société avancée et civile, les relations entre les individus devraient être régulées de manière à promouvoir le bien commun, sans recourir nécessairement à la coercition étatique.

170 *Quaderni del carcere*, Einaudi, II 763-764.

Dans ce contexte, la société régulée s’oppose à l’idée d’un État purement coercitif. Il dénonce “la confusion entre le concept d’“État-classe” et le concept de “société régulée””.¹⁷¹

“Tant que l’État-classe existe, il ne peut y avoir de société régulée, sauf au sens métaphorique, c’est-à-dire uniquement dans le sens où l’État-classe est lui-même une société régulée.”¹⁷²

Gramsci ajoute que la confusion entre État-classe et société régulée est propre aux classes moyennes et aux petits intellectuels, qui seraient heureux de toute régularisation qui empêcherait les luttes aiguës et les catastrophes. C’est, dit-il, “une conception typiquement réactionnaire et régressive”.

Elle représente un modèle dans lequel les institutions sociales, culturelles et économiques collaborent pour établir des normes et des valeurs partagées, permettant aux individus d’exercer leur liberté dans un environnement de coopération et de respect mutuel. Gramsci souligne l’importance de la culture et de l’hégémonie dans la construction de cette société régulée, où le consensus et la participation active des citoyens jouent un rôle fondamental. En substance, la société régulée est perçue comme un idéal d’organisation sociale qui promeut la justice, l’égalité et la solidarité, en opposition à des formes de domination autoritaire.

On a là la vision d’une société qui se rapproche considérablement du projet anarchiste, y compris dans l’insistance mise dans l’approche culturelle.

Du point de vue de Gramsci, l’État est conçu comme pouvant être dépassé (surpassé) par la “société régulée”: dans cette société, le parti dominant ne se confond pas organiquement avec le gouvernement, mais est un instrument pour passer de la société civile-politique à la “société régulée”, “dans la mesure où il absorbe les deux pour les dépasser (et non pour perpétuer leur contradiction)”.¹⁷³

“Dans une doctrine de l’État qui conçoit celui-ci comme susceptible tendanciellement d’épuisement et de résolution dans la société régulée, l’argument est fondamental. On peut imaginer l’élément État-coercition s’épuisant au fur et à mesure que s’affirment des éléments de plus en plus nombreux d’une société régulée (ou État éthique ou société civile).”¹⁷⁴

171 *Quaderni del carcere*, Einaudi, vol. II, p. 693.

172 *Ibid.*

173 *Ibid.*, p. 734.

174 *Ibid.*, p. 764.

En bon marxiste, il faut que Gramsci introduise Marx dans l'affaire, Marx qui aurait débuté intellectuellement une "ère historique qui durera probablement des siècles, c'est-à-dire jusqu'à la disparition de la Société politique et l'avènement de la Société régulée". Et tant qu'à faire, ajoutons une pincée de Lénine,

"L'expression selon laquelle le prolétariat allemand est l'héritier de la philosophie classique allemande: comment doit-elle être comprise? Marx ne voulait-il pas indiquer le rôle historique de sa philosophie devenue la théorie d'une classe qui allait devenir l'État? Pour Ilitch, cela s'est réellement produit dans un territoire déterminé."¹⁷⁵

La notion de "société régulée" chez Gramsci représente la vision d'une organisation sociale où l'État, traditionnellement perçu comme un instrument de coercition, serait progressivement transcendé au profit d'une société civile solidaire. Gramsci propose une redéfinition des relations entre l'État et la société, suggérant que l'hégémonie et la culture jouent un rôle crucial dans l'édification d'un ordre social fondé sur la coopération, la justice et l'égalité. En rejetant la confusion entre l'État-classe et la société régulée, il souligne l'importance d'une vision critique qui vise à dépasser les formes de domination autoritaire.

La transition vers cette société régulée, tout en nécessitant une forme d'organisation coercitive temporaire, ouvre la voie à une ère de "liberté organique", où les individus, en tant qu'êtres rationnels et égaux, participent activement à l'élaboration des normes et des valeurs qui régissent leur vie collective. Ainsi, Gramsci nous invite à envisager une société où la culture et le consensus ne sont pas seulement des idéaux, mais des fondements actifs de la coexistence humaine, renforçant ainsi la pertinence de sa pensée dans les débats contemporains sur l'État, la démocratie et la justice sociale.

Conclusion

Gramsci est considéré comme un des penseurs marxistes les plus innovants du XX^e siècle, apportant une perspective originale sur l'État et ses fonctions dans la société moderne. Son concept d'hégémonie est central dans cette analyse. Il développe l'idée que la domination d'une classe sur une autre repose non seulement sur la force, mais aussi sur le consentement des classes subalternes, obtenu à travers la culture, l'éducation et les institutions. Cela met en lumière l'importance des mécanismes idéologiques dans le maintien de l'ordre social.

Gramsci redéfinit l'État comme un acteur complexe qui intègre à la fois des éléments de coercition et de consentement. Il critique les approches qui

175 *Ibid.* p. 881-882.

voient l'État uniquement comme un outil de répression et propose une vision plus nuancée qui inclut la société civile et les luttes culturelles.

Il convient cependant de signaler que si, considéré du point de vue des auteurs ou militants marxistes cette opposition/complémentarité entre coercition et consensus peut apparaître comme originale dans la mesure où elle tranche avec le marxisme "originel" (celui de Marx), elle n'a absolument rien d'original si on la considère du point de vue de la philosophie politique d'une façon générale dans la mesure où, depuis Platon jusqu'à aujourd'hui, elle ponctue toute la pensée politique occidentale avec toutes les variantes possibles de la même idée.. Les auteurs qui ont été inspirés par Gramsci et dont on dit qu'ils ont "renouvelé" la pensée marxiste – Althusser, Poulantzas, etc. – n'ont rien fait d'autre que de réinscrire le marxisme dans le fil de la philosophie politique.

Gramsci critique les formes d'autoritarisme qui peuvent émaner des mouvements révolutionnaires. Cela rejoint la vision anarchiste qui s'oppose à toute forme de domination centralisée, qu'elle soit bourgeoise ou prolétarienne. Les deux courants mettent l'accent sur le rôle des idées et de la culture dans la lutte des classes. Gramsci propose que l'hégémonie est maintenue non seulement par la force, mais aussi par le consensus et la culture, ce qui résonne avec les idées anarchistes sur la nécessité de construire une contre-culture.

Gramsci reconnaît l'importance des classes subalternes et leur capacité à produire leurs propres intellectuels organiques, une idée qui trouve un écho dans l'anarchisme, qui valorise l'auto-organisation et l'autonomie des travailleurs. Les deux traditions valorisent l'éducation comme un moyen d'émancipation. Gramsci insiste sur la nécessité d'une éducation populaire qui permette aux classes subalternes de développer leur conscience de classe, ce qui est également un principe central de l'anarchisme. Le courant anti-autoritaire, avec Bakounine, avait développé l'idée d'"éducation intégrale" afin de ne pas laisser à la bourgeoisie le monopole de la connaissance. Le courant libertaire a toujours insisté sur la nécessité de l'éducation, au point qu'il existe même un courant "anarchiste éducationniste"

Cependant les points de concordance, qui sont la plupart du temps des alignements de Gramsci sur les positions déjà précédemment développées par l'anarchisme, ne saurait masquer les profondes divergences existant entre les deux courants.

Alors que Gramsci voit l'État comme une entité pouvant évoluer vers une forme de société régulée et éthique où les classes subalternes pourraient s'auto-gouverner, l'anarchisme "classique" rejette l'idée d'un État, même s'il est dirigé par le prolétariat, car il est un instrument de coercition, qu'il soit bourgeois ou prolétarien. Cependant l'AIT anti-autoritaire avait entamé

des débats sur la nature de l'État à partir du constat qu'il n'était plus, comme le voulait la tradition quarante-huitarde, un simple instrument de coercition, mais qu'il était aussi un organisme gérant les services publics et intervenant dans les questions sociales, rejoignant ainsi l'approche gramscienne de la question.

Gramsci a un point de vue nuancé sur la dictature du prolétariat, différenciant de nombreux marxistes, et en particulier de Lénine. Il critique la manière dont le terme a été utilisé par les bolcheviks pour justifier des formes d'autoritarisme. Il souligne que le concept de dictature du prolétariat ne devrait pas mener à une répression des libertés ou à la bureaucratisation du mouvement ouvrier. Il met l'accent sur l'hégémonie comme moyen de maintenir le pouvoir, ce qui implique d'obtenir le consentement des classes subalternes plutôt que de s'appuyer uniquement sur la coercition. Il considère que la véritable force du prolétariat réside dans sa capacité à établir un consensus autour de ses idées et de ses objectifs. Cette approche plutôt libertaire le conduit à privilégier une forme de démocratie participative où la classe ouvrière exerce son pouvoir à travers des institutions comme les conseils ouvriers (soviets), sans nécessairement recourir à une dictature au sens strict.

Cependant Gramsci soutient l'idée d'un parti révolutionnaire qui doit jouer un rôle de direction, mais il insiste également sur la nécessité de maintenir un lien étroit avec les masses. Il ne voit pas le parti comme une élite séparée, mais comme un instrument au service du prolétariat. À la fin de sa vie, il développera dans les *Cahiers de prison* l'idée de "société régulée" où l'État serait progressivement absorbé par la société civile. Dans cette optique, la dictature du prolétariat ne doit pas être vue comme une domination autoritaire, mais comme une phase transitoire où le pouvoir est exercé collectivement par la classe ouvrière. Il rejoint là le point de vue de Bakounine, qui ne rejetait pas par principe l'éventualité d'une transition, dans la mesure où selon lui la révolution était *en elle-même une transition*. La question de la phase de transition n'est pas, contrairement aux idées reçues, opposée à la pensée anarchiste: on la trouve explicitement exposée non seulement chez Bakounine, mais aussi chez James Guillaume, chez Christiaan Cornelissen: simplement cette transition n'est pas opérée par l'État mais par ce qui ressemble beaucoup à la "société régulée" de Gramsci.

Gramsci soutient la nécessité d'une organisation politique centralisée pour mener à bien la révolution, alors que l'anarchisme prône la décentralisation et l'auto-organisation des communautés. Les anarchistes voient la centralisation comme une dérive vers le pouvoir autoritaire. Les choses ne sont cependant pas aussi simples: Proudhon et Bakounine entendent différencier le processus de décision et le mode d'application; ils sont l'un et l'autre en faveur de la *décentralisation politique* et de la

centralisation économique: autrement dit la décision politique – consultation, débats, prise de décision – doit se faire de manière décentralisée, à partir de la base; ensuite l’application des décisions prises devra se faire de manière “centralisée”, ou si on préfère de manière “coordonnée”.

Gramsci insiste sur l’importance d’un parti révolutionnaire pour guider le prolétariat, tandis que l’anarchisme se méfie des partis, considérant qu’ils tendent à créer une élite qui domine plutôt qu’à libérer les masses. Cependant les anarchistes ne s’opposent pas à l’existence d’une organisation politique anarchiste, qu’on l’appelle parti ou autrement n’a pas d’importance : lorsque l’anarchiste Masini reconnaissait que les Consils ne pouvaient suffire à tout et qu’il fallait “l’intervention d’une force politique organisée: le mouvement spécifique de la classe qui porte à terme une telle mission”, c’était l’évidente reconnaissance de la nécessité d’une organisation anarchiste.

GRAMSCI. – L'ÉTAT.....	1
L'État.....	6
L'“État intégral”.....	7
Guerre de position, guerre de mouvement.....	10
Le rapport État-économie.....	21
Les classes subalternes.....	24
Gramsci et Lénine.....	26
Le jacobinisme.....	53
Le “Nouveau prince”.....	55
Consensus à la domination: le rôle de l'idéologie.....	56
Gramsci et l'anarchisme.....	63
Préjugés.....	68
Le mouvement des conseils, une irruption d'anarchisme.....	70
Le “Discours aux anarchistes”.....	75
L'anarchisme, conception marginale de toute classe opprimée.....	77
La réalité du pouvoir soviétique.....	84
Le fascisme.....	86
Gramsci : Le fascisme comme réponse à la crise de l'État.....	96
Fabbri : Le fascisme comme contre-révolution préventive.....	96
Stratégies de lutte contre le fascisme.....	97
La “société régulée”.....	100